Une publication de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Q.I.

19

Courrier International

Troisième époque

mars 2018 - année 9



L'Afrique noire

L'Histoire
La crise actuelle
et les luttes des travailleurs

Courrier International



Des mineurs armés d'armes traditionnelles défilent devant « Wondekop Hill » à l'occasion du cinquième anniversaire du massacre de Marikana à Rustenburg (Afrique du Sud). Photo : EFE.

N° 19 / Mars 2018

Présentation

C'est avec une grande fierté que nous présentons ce nouveau numéro de Courrier International, dédié à l'Afrique noire. Sur le site web de la LIT-QI (www.litci.org), nous avons publié des articles sur plusieurs pays de ce sous-continent. Mais nous pouvons dire que depuis de nombreuses années (voire des décennies), notre organisation et le courant moréniste n'avaient pas publié un tel document sur l'Afrique noire dans son ensemble.

Cette revue est nécessaire au vu de nombreux processus de la réalité : les démissions de Jacob Zuma en Afrique du Sud, de Robert Mugabe au Zimbabwe et de José Eduardo dos Santos en Angola ; les luttes et les mobilisations au Congo et au Soudan ; les grèves en Côte d'Ivoire et au Sénégal ; etc.

Mais aussi parce que notre Internationale initie un travail dans cette région. Un travail qui a commencé avec l'adhésion de la LPS (Ligue Populaire du Sénégal) en tant qu'organisation sympathisante ; qui se poursuit avec la discussion avec d'autres groupes et militants politiques et le rapprochement avec des communautés africaines en exil, et qui s'approfondit dans la relation avec des dirigeants et des syndicats, rendue possible par la participation au Réseau International de Solidarité et de Lutte.

Grâce à cela (et à l'étude de l'histoire et de la réalité africaines), nous pouvons inclure des articles sur l'Angola, le Congo, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan et le Zimbabwe, et incorporer dans d'autres des éléments du Burkina Faso, du Niger, d'Ouganda et du Rwanda.

Nous incluons également des entretiens avec des dirigeants syndicaux du Botswana et de la Côte d'Ivoire (bien que nous ne partagions pas toutes les positions qui y sont exprimées), en raison de leur grande valeur en tant qu'information provenant « du terrain ». Et au moment de la mise sous presse, le gouvernement d'Ethiopie a renoncé, suite aux mobilisations des masses, ce qui a motivé l'ajout d'une page concernant l'évènement.

Une autre partie importante de cette édition est constituée d'articles qui abordent les questions d'ensemble : l'histoire de la colonisation et du pillage par les puissances impérialistes, le déni de l'histoire et de la culture africaines par ces puissances, les luttes pour l'indépendance, le rôle de la Chine en tant que « nouvel acteur » de poids, et la question théorique et programmatique de l'application de la théorie de la révolution permanente dans cette région.

Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une « première édition » et que plusieurs articles contiendront des imprécisions. Nous avons aussi d'importantes « lacunes » : une analyse du Nigeria (le pays le plus peuplé de la région) et une analyse plus globalisée du sous-continent dans son ensemble. Mais même ainsi, il s'agit d'une étape très importante dans les publications de la LIT-QI.

Nous espérons, tout d'abord, que cette revue sera utile pour aider les sections militantes et sympathisantes dans l'étude et la discussion. Puis, qu'elle contribue au travail que nous commençons en Afrique noire et dans les communautés africaines d'autres pays. Et enfin, qu'elle serve aussi dans les pays avec une forte population noire (comme le Brésil et les Etats-Unis), où de nombreux militants se tournent vers l'Afrique à la recherche de leurs racines.

Il est maintenant temps que ces objectifs puissent être atteints, ou du moins, que nous puissions avancer dans cette direction.

L'éditeur

Correo Internacional est la publication centrale de la *Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale*.
Cette traduction fut réalisée par sa section belge, la *Ligue Communiste des Travailleurs.*

https://litci.org/es/ www.lct-cwb.be lct.cwb@gmail.com www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

5 €

Ed. resp. selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

Le partage de l'Afrique

Lénine définissait l'impérialisme dans son essence comme l'existence du « capitalisme monopolistique », résultat de la fusion du capital industriel et du capital bancaire, qui génère du capital financier.[1]

Americo Gomes

« *L'ère de la possession monopolistique des colonies* »

Ce capital monopolistique exige une politique coloniale. Dans la mesure où le capital financier doit se battre « *pour les sources de matières premières, pour l'exportation de capitaux, pour les «sphères d'influence», c'est-à-dire les sphères des transactions lucratives, des concessions, des profits monopolistiques, etc. , et, enfin, pour le territoire économique en général* ».[2] Autrement dit, il a besoin de colonies pour assurer le monopole des matières premières et du marché intérieur.

Le « *capital excédentaire* » des pays impérialistes, résultat de l'appropriation de la plus-value dans leurs pays, rencontre des obstacles à sa croissance (parmi eux, la pauvreté du prolétariat et les tarifs douaniers protectionnistes en Europe), créant donc le besoin « *d'exportation de ce capital* » à la recherche d'un endroit plus « *lucratif* ». Ils vont à l'étranger, dans les pays considérés comme sous-développés, avec peu de capitaux, de bas salaires, des matières premières bon marché et des terres à bas prix.

L'afflux de plus-value se maintient sous la forme d'intérêts sur les prêts accordés aux gouvernements fantoches sur le continent, et de bénéfices des sociétés multinationales opérant en Afrique. Pour cela, le contrôle monopolistique de ces pays plus pauvres est nécessaire, les Etats impérialistes garantissant la répression militaire.

Dans le cas spécifique de la conquête des « *colonies des puissances européennes en Afrique* », Lénine distingue ce que fut cette politique jusqu'en 1876 (dite « *conquête libre » de territoires)* de celle qui a lieu à partir de 1900 *(« quand le monde entier était déjà partagé »),* et il caractérise cette dernière comme *« l'ère de la possession monopolistique des colonies ».* La lutte pour le nouveau partage du monde, basée sur *« la tendance à la domination, au lieu de la tendance à la liberté »* et l'exploitation conséquente *« d'un nombre croissant de petites ou faibles nations par une poignée de nations très riches ou très fortes ».[3]*

Cela fait que ces conquêtes coloniales ne pouvaient qu'être menées de manière de plus en plus violente. Parce que dans la mesure où les grands groupes monopolistiques luttent entre eux pour l'appropriation de la plus-value créée à l'échelle mondiale, ils génèrent une nouvelle division internationale du travail, transformant les économies « *nationales* » en parties d'un processus gigantesque qui s'étend à toute la planète, dans un conflit qui ne peut être résolu que par des luttes sanglantes, engendrant des guerres impérialistes, la militarisation de l'économie et la course aux armements. Une époque de guerre et de révolutions.[4]

Le nouveau partage de l'Afrique, qui s'est matérialisé vers la fin du 19e siècle et le début du 20e, se combine avec la formation de monopoles capitalistes internationaux ; l'exportation de capitaux de la métropole (au lieu de matières premières), et l'importation à grande échelle de matières premières. La Conférence de Berlin (1884-1885) fut son plus grand symbole.[5]



Représentation actuelle de soldats anglais dans la guerre contre les Zoulous.

Cependant, comme Lénine le prévoyait, ces accords impérialistes étaient soumis au rapport de forces entre ces groupes qui, une fois modifié, provoquerait de nouvelles luttes pour un nouveau partage des marchés. Ainsi, la situation devient instable et source de constants conflits.

Le partage de l'Afrique

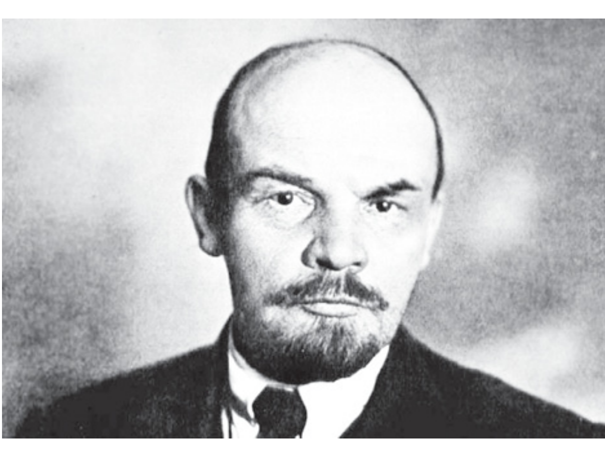
L'Afrique était considérée comme un marché ouvert à la production impérialiste excédentaire, fournissant une matière première abondante et possédant une main-d'œuvre bon marché, et parfois gratuite.

Jusqu'au 19e siècle, les puissances européennes étaient présentes sur la côte (à peine 10 % du continent). La traite d'esclaves et le flux commercial avec l'Asie et l'Orient étaient les principaux objectifs. Plusieurs puissances européennes étaient présentes sur le territoire africain : la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. La Grande-Bretagne et la France ont alors demandé à Bismarck d'organiser une Conférence pour consolider un nouveau partage du continent.

Ces puissances européennes, plus les Etats-Unis, se sont réunies pour garantir leurs « *sphères d'influence* » et établir des mécanismes pour la création de territoires. Elles ont établi qu'aucune nation ne revendiquerait de territoire africain sans d'abord notifier ses intentions aux autres pays impliqués et qu'aucun territoire ne devrait être revendiqué sans être d'abord occupé. « *Telles seraient les conditions pour que les annexions soient reconnues.* »[6] Un accord entre bandits impérialistes se répartissant le butin de leurs vols.

Le « partage de l'Afrique », comme fut appelée la conférence de Berlin, fut une tentative de résolution des différends sur l'extension du pouvoir de chaque puissance coloniale, à une époque où de nouveaux pays entraient dans la course à la conquête de colonies. La formule trouvée était qu'aucun nouveau pouvoir n'aurait de droit sur un territoire à moins qu'il n'exerçât un contrôle politique fort et efficace sur celui-ci. En pratique, les puissances établissaient des protectorats formels, qui garantissaient des marchés libres pour leur commerce.

Entre 1873 et 1904, environ un tiers de l'Afrique fut annexée par l'Empire britannique (le Soudan, le Kenya et l'Ouganda furent conquis), le protectorat du Nigeria fut formé et Sierra Leone et la Côte de l'Or furent également dominées. En 1877, les Britanniques annexent la République d'Afrique du Sud, battent les Zoulous en 1879 et les Boers en 1902, et annexent les républiques indépendantes de l'Etat libre d'Orange. En 1882, le Royaume-Uni exerçait le contrôle administratif de l'Egypte par l'intermédiaire de ses forces militaires, et il le déclare protectorat en 1914.



Dans son livre L'impérialisme, phase suprême du capitalisme*, Lénine analyse le processus qui conduit à la colonisation africaine.*

Les Français avaient perdu le Canada et l'Inde au profit des Anglais. Pour compenser cela, ils conquirent l'Algérie en 1830 ; annexèrent la Tunisie en 1881 et la Guinée en 1884 et entrèrent dans une partie du Congo et du Sénégal en 1885. En 1912, ils s'installèrent au Maroc, avec l'accord de la Grande-Bretagne, malgré l'opposition allemande, tandis que l'Italie occupait la Libye.

Les Belges formèrent l'Etat libre du Congo, plus précisément en tant que propriété de leur roi, Léopold II. Cela signifia la conquête d'environ 2,3 millions de km², soit 75 fois la superficie de la Belgique. Léopold augmenta sa fortune personnelle basée sur l'exploitation du latex, de l'ivoire et des minéraux. Son règne se caractérisa par la cruauté et la terreur, avec des travaux forcés et des châtiments sanglants : comme la coupe de mains et de tête (dans l'Etat libre du Congo, les têtes et les corps des villageois étaient accrochés aux clôtures, comme un avertissement aux autres sur ce qui arrivait à ceux qui n'avaient pas atteint leur quota de latex),[7] et les assassinats en masse.[8]

Les Allemands bénéficièrent bien de cette conférence, puisqu'avant ils n'avaient pratiquement rien. L'acquisition de la petite colonie du Togo et du Cameroun, en Afrique de l'Ouest, ainsi que la Namibie et la Tanzanie ont permis à leurs industries en expansion de disposer d'huile de palme et de pétrole. Un empire de 2,6 millions de km² et de 14 millions d'habitants. Les bateaux à vapeur établirent des lignes directes entre l'Afrique et Hambourg.

En 1914, environ 90 % du continent était nominalement sous contrôle de ces pays. Seules deux régions d'Afrique n'étaient pas revendiquées : le Liberia, occupé par les rapatriés afro-américains (en fait, une dépendance des Etats-Unis) et l'Ethiopie, qui maintint son indépendance après avoir battu les Italiens en 1896.

Après la Première Guerre mondiale, il y eut une nouvelle répartition du butin, avec le partage du territoire qui était sous la domination allemande : le Togo et le Cameroun furent cédés à la France, la Tanzanie à l'Angleterre, le Rwanda à la Belgique, et la Namibie à l'Afrique du Sud.

Capital financier et exportation de matières premières

Avec le partage de l'Afrique, les propriétaires de capitaux financiers comme Morgan et Rockefeller des Etats-Unis, Rothschild de l'Europe ; Oppenheimer de l'Allemagne et l'Afrique du Sud, et Schneider de la France sautèrent sur le continent comme des hyènes affamées.

Bethlehem Steel et Standard Oil des Rockefeller, et Morgan Guaranty Trust, associé à US Steel et General Eletric, opéraient au Gabon et dans l'Union Minière au Congo. La Banque belge de la Société Générale dans Angola Diamond exploitait des diamants sur un territoire d'un million de km² en partenariat avec la Diamond Corporation en Côte d'Ivoire et l'Angola Minerals Research Company, associée au gouvernement angolais.

Les Rothschild, propriétaires de la Banque d'Angleterre et amis intimes de Lord Randolph Churchill (père du futur Premier ministre Winston Churchill), créèrent la Standard Bank en Afrique du Sud et furent les principaux bailleurs de fonds de Cecil Rhodes et de la compagnie De Beers. Londres devint le



Empires coloniaux en Afrique après la Conférence de Berlin en 1884.

premier centre de traitement de diamants au monde. La City de Londres fut, jusqu'en 1939, le centre de l'économie mondiale.

Les banques allemandes, telles que la Deutsche Bank et la Dresdner Bank, entrèrent en Afrique comme alliées des trusts Mannesman, Krupp, Bayer, Hoechst et Siemens. Français et Belges étaient ensemble dans la Société Générale, agissant en Afrique française et au Congo. La Banco di Roma et la Banco di Napoli étaient actives en Libye, et la Banco Ultramarino dans les colonies portugaises. En 1905, les Allemands fondèrent la Banque allemande de l'Afrique de l'Est en Tanzanie.[9] En 1901, la Banque du Sénégal devint la Banque de l'Afrique Ocidentale (BAO), ayant des liens avec la puissante Banque d'Indochine.[10]

Après la Première Guerre mondiale, les Anglais et les Français obtinrent pratiquement le monopole absolu du système bancaire africain à travers les banques National & Gridlays, Standard Bank et Barclays.

Les administrations coloniales garantirent à leurs impérialismes un monopole sur leurs territoires. Les cargaisons du Congo pour la Belgique ne pouvaient être transportées que par des sociétés belges ; la France établit des droits de douane très élevés pour les produits de ses colonies transportés par des navires étrangers ; les colons des colonies portugaises payaient des prix exorbitants pour les produits importés ; les Anglais imposaient des droits de douane élevés pour les exportations japonaises et américaines vers leurs colonies. Avec leurs appareils de répression – l'armée, la police, les groupes paramilitaires et les tribunaux –, ils garantissaient l'exploitation capitaliste / impérialiste de l'Afrique, baignée dans le sang de ceux qui résistèrent.

William Lever, qui a mis en place le complexe industriel d'Unilever, commença par produire du savon à Liverpool en 1902. Il obtint des Belges des concessions de terres en grande quantité au Congo, pour la culture de la palme. En 1910, il acheta une usine au Nigeria, puis d'autres en Sierra Leone et au Libéria. Il absorba ses deux concurrents, l'African et l'Estern, et forma la United Africa Company (UAC), monopolisant l'ensemble du secteur.

La Firestone acheta les plantations d'hévéas du Libéria pour alimenter son usine d'Akron, Ohio, puis l'usine Ford de Detroit. L'approvisionnement en matières premières a généré des profits de plusieurs millions de dollars pour l'industrie impérialiste. L'Europe a également importé du café, du cacao, des arachides, des bananes et du coton de ses colonies et exporté des machines et des produits textiles.

L'exploitation minière fut la grande exploitation de l'Afrique. La Guinée fournissait du fer, de la bauxite et des diamants ; le Ghana de la bauxite ; la Côte d'Ivoire du manganèse et des diamants ; le Sénégal du phosphate de calcium et de l'aluminium ; la Mauritanie du fer ; le Togo du phosphate ; le Gabon du manganèse, de l'uranium, du pétrole et du fer ; l'Angola du pétrole, des diamants, du manganèse et du minerai de fer ; la Sierra Leone du minerai de fer ; le Congo des diamants, du cuivre et de l'étain ; la Rhodésie du Nord du cuivre, du zinc et du manganèse ; la Rhodésie du Sud du carbone, du chrome et de l'amiante. L'Afrique du Sud est encore aujourd'hui le premier producteur mondial d'or (avec la moitié de la production mondiale). Elle produit 40 % des pierres précieuses (telles que les diamants), se classant troisième après le Congo et le Ghana (qui produit également du chrome, du plomb et de l'uranium). En 1956, l'Afrique produisait 96 % des diamants du monde ; 69 % du cobalt ; 63 % de l'or ; 15 % d'étain ; 37 % de manganèse ; 32 % du phosphate ; 24 % de cuivre ; 4 % du minerai de fer et de la bauxite ; 66 % du cacao ; 26 % de l'arachide et 14 % du café.

Cecil Rhodes et la conquête

Les rois de l'exploitation minière dans le monde sont actuellement les Oppenheimer et les Morgans, qui, en plus de leurs banques, possèdent l'Anglo American Corporation, Consolidated Gold Fields South Africa Ltd., et des dizaines d'autres sociétés. Avec la Central Selling Organization (maintenant Diamond Trading Co), ils ont le contrôle exclusif du marché mondial du diamant et 85 % de sa production. Ils sont liés à Imperial Chemical Industries (ICI) (associé à l'IE de Dupont) et IG Farben dans l'industrie chimique et dans l'industrie militaire. En Afrique du Sud, la African Explosives a pratiquement le monopole de la vente d'explosifs sur le continent.

Dans les années 1920, ils achetèrent la société de la figure de proue de l'impérialisme en Afrique, Cecil Rhodes, fondateur de De Beer Consolitad Mines. En 1888, Rhodes a construit avec les Rothschild un monopole mondial de l'industrie du diamant. Il a commencé ses conquêtes dans les champs de diamants de Kimberley, en Afrique du Sud, et s'est unifié avec la Compagnie Française et avec la Compagnie Centrale de Kimberley.

Il est responsable du plus grand génocide de Noirs : on estime que 60 000 Africains ont été tués. Il avait son armée paramilitaire privée, la British South Africa Police (BSAP), qui procéda à des assassinats systématiques à partir de 1889. Dans la guerre contre les Metabeles, en Rhodésie, il a tué plus de 1500 personnes en une seule bataille, avec sa principale arme, la mitrailleuse Maxim 0.45 (qui tirait 500 projectiles par minute).

Il fut premier ministre de la Colonie du Cap entre 1890 et 1896, et durant cette période, il établit le Glen Grey Act, qui visait à expulser les Noirs de leurs terres pour qu'ils aillent travailler en ville ; la Loi des Seigneurs et des Serviteurs (1890), qui a réintroduit la pratique de la torture pour les travailleurs noirs ; la Loi *Franchise and Ballot* de 1892, qui élimina effectivement les droits de vote des Africains. Il légalisa l'acquisition illégale et illégitime de terres par la force armée, sur base de laquelle environ 1,5 million de km² de terres sud-africaines furent volés.[11]

Les banques et les entreprises industrielles de l'impérialisme ont été les grands bénéficiaires de la colonisation africaine et du pillage des ressources naturelles.

Sur la photo, William Lever, fondateur de la société Unilever.



Ayant obtenu des concessions frauduleuses des rois tribaux, Rhodes et son partenaire Charles Rudd obtinrent l'accord du gouvernement britannique pour monter leur compagnie, la British South Africa Company (BSAC), qui gouvernait et assurait la police de toute la région, de la rivière Limpopo aux Grands Lacs de l'Afrique australe. Il fonda sur ces territoires la colonie de la Rhodésie du Sud (le Zimbabwe actuel) et la Rhodésie du Nord (la Zambie). Il enfonça un coin entre les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique. Il en vint à dominer un territoire de 1 million de km². Seul le surpassa en cruauté le roi Léopold II, qui décapita le roi Msiri pour obtenir les concessions du royaume Yeke au Katanga, et incorpora le territoire au Congo.

Ce faisant, il contrecarra le rêve britannique de tracer une *ligne rouge* sur la carte, « *du Cap au Caire »,* avec une ligne de chemin de fer pour garantir la répression militaire dans tous les domaines (tout comme la France rêvait de relier ses colonies d'ouest en est, et les Portugais avaient leur *carte rose*). La Belgique et l'Allemagne furent les principaux obstacles, jusqu'à ce que le Royaume-Uni prenne le Tanganika (aujourd'hui la Tanzanie) aux Allemands, après leur défaite dans la Première Guerre mondiale.

Rhodes voulait aussi que le Protectorat du Bechuanaland (le Botswana actuel) rejoigne la BSAC. Mais les rois tribaux de cette région voyagèrent en Grande-Bretagne et convainquirent le gouvernement de les laisser sous le girond du British Colonial Office (BCO). Les dénonciations contre Rhodes amenèrent également à ce que le BCO continue à administrer l'Afrique Centrale Britannique (le Malawi actuel).

Rhodes, idéologue de l'apartheid sud-africain, apologiste de l'impérialisme anglo-saxon et raciste invétéré, écrivit qu'il aidait la race blanche dans le développement du monde : « *Nous sommes la première race au monde, et plus grande est la portion du monde où nous habitons, mieux ce sera pour la race humaine.* »

Racisme et exploitation

Le racisme était fondamental pour l'exploitation brutale du travail des peuples de l'Afrique noire. En général, le racisme est au service de l'exploitation capitaliste parce qu'il contribue à maintenir un régime de travail discriminatoire qui réduit le coût de la main-d'œuvre et augmente ainsi les profits.



Le Britannique Cecil Rhodes était un symbole de la colonisation impérialiste de l'Afrique.

En Afrique, la préconception impérialiste raciste était la base idéologique pour que, jusqu'à aujourd'hui, la majorité des Noirs n'aient pas un salaire égal aux Blancs, ni du travail technique, de la terre fertile, de l'éducation, et soient forcés de vivre dans de grandes favelas sans assistance sociale ni santé et hygiène de base, assurant ainsi une force de travail bon marché et en grande quantité dans les fermes et les mines.

L'un des éléments fondamentaux fut l'expropriation de la terre des autochtones. Les colons blancs produisaient ainsi sur ces terres et exploitaient la main-d'œuvre noire. En Afrique du Sud et en Rhodésie, il fut interdit aux Noirs de planter sur leurs terres à des fins commerciales ; dans les régions du Congo, il était interdit aux Noirs de chasser ; et en Afrique-Orientale anglaise, ils étaient obligés de planter exclusivement du coton et des arachides.

En 1923, les autorités britanniques appliquèrent sur leurs territoires le « Native Autority Ordenance » instituant le travail forcé sur le chemin de fer et les routes. Au Nigeria, les propriétaires des entreprises d'étain ont bénéficié du travail forcé, tout comme les grandes entreprises du bois au Gabon et en Côte d'Ivoire. Les Français ont fait de même en Afrique équatoriale et au Soudan français. Lors de la construction de la ligne de chemin de fer au Congo Brazzaville, en 1921, on estime que 25 % des 10 000 « *volontaires* » sont morts de faim et de maladies. Les Portugais

étaient les principaux fournisseurs de la traite des esclaves et de l'exploitation forcée dans leurs colonies, mais ils ont également envoyé beaucoup d'indigènes dans les mines de l'Afrique du Sud.

Conséquences

L'exploitation de l'Afrique a contribué au processus de concentration de capitaux de l'impérialisme, dominé par des monopoles dans diverses activités. Ils prenaient la matière première et amenaient des produits manufacturés. Ils n'étaient pas intéressés par un développement industriel et subordonnaient la croissance économique aux intérêts des pays impérialistes. Même les activités industrielles et artisanales précoloniales furent détruites. Ils ont réalisé les projets économiques qui les intéressaient, tels que la construction de ports, de routes et de voies ferrées, pour le transport de ces productions. La spécialisation dans l'industrie extractive axée sur l'exportation a pratiquement mis fin au commerce interafricain. Les zones où ces ressources étaient absentes furent totalement négligées.

Même aujourd'hui, les monopoles contrôlent environ 80 % du volume du commerce en Afrique. Les Etats-Unis assument aujourd'hui le rôle de certaines nations européennes, avec un investissement croissant dans l'industrie extractive et des institutions financières associées aux banques françaises et belges qui dominent encore dans leurs anciens territoires. La City a cédé la place à Wall Street.

L'Afrique est un continent riche en matières premières, exploité par les puissances impérialistes à travers des groupes multinationaux liés à des gouvernements africains corrompus et qui ont engendré des bourgeoisies noires parasitaires totalement dépendantes de ces puissances.

L'utilisation de la force militaire pour établir et maintenir le contrôle fut constante et sanglante. Le navire à vapeur, les chemins de fer et, particulièrement, les mitrailleuses étaient fondamentaux pour la conquête du continent. Les gouvernements coloniaux étaient la police au service des consortiums bancaires et industriels impérialistes.

Des trésors culturels furent volés, emmenés en Europe et vendus aux enchères pour compenser les coûts des expéditions. Les chefs tribaux étaient subjugués, trompés ou tués, d'autres se vendirent directement aux colonisateurs ; les tribus furent décimées, comme les Zoulous, les Matabeles), les Mashonas, le royaume du Niger, la principauté de Kano, les Fulanis, les Dinkas, les Maasaïs, les Soudanais et les habitants du Bénin.

Les frontières modernes du continent furent artificiellement créées : elles reflétaient les intérêts étrangers et non l'histoire des peuples et des nations africaines. Près d'un millier de royaumes tribaux furent transformés en un peu plus de 50 Etats « indépendants ». C'était un processus qui ne tenait pas compte des vraies bases ethniques et géographiques et qui, dans de nombreux cas, a conduit à la construction de certains pays économiquement invivables. La division des groupes ethniques dans différents Etats a entravé la lutte de libération nationale et a génère des conflits jusqu'à aujourd'hui.

Le modèle d'Etat européen a été copié sur le plan organisationnel et institutionnel, sans avoir rien à voir avec la tradition africaine, dans le but de construire une bureaucratie et une bourgeoisie despotique et répressive, courroie de transmission de l'impérialisme.

L'exploitation est toujours brutale, au service des capitaux impérialistes. Il suffit de citer un exemple : Glencore,

Les guerriers zoulous ont combattu les forces britanniques avec héroïsme, mais ils ont été vaincus.





Actuellement, la société Glencore est l'une des plus importantes dans l'exploitation des minerais stratégiques en Afrique.

une société minière basée en Suisse et active au Congo, exploite le cobalt (comme sous-produit de l'extraction du cuivre et du nickel), un minerai dont le prix a doublé parce qu'il est essentiel dans la production de la nouvelle génération de voitures électriques et de téléphones portables. Ce produit est consommé par des entreprises comme Apple, BMW, Toyota, Fiat, Chrysler, General Motors, HP, Microsoft et Sony (on estime que la demande sera multipliée par 47 d'ici 2030). Selon Amnesty International, cette entreprise exploite 40 000 enfants qui gagnent entre 1 et 2 dollars par jour. Ils travaillent sans matériels de protection et souffrent par conséquent de maladies pulmonaires et cutanées ; en outre, ils portent des sacs pesant entre 20 et 40 kilos. Une démonstration de la méthode d'utilisation de la force de travail locale, à faible coût.

Entre 1900 et 1990, la population africaine est passée de 100 millions à 500 millions d'habitants. Selon les données de l'ONU, plus des deux tiers de la population de l'Afrique noire vivent dans des conditions de pauvreté et 40 % dans des conditions de pauvreté extrême. 10 % des enfants au Congo meurent avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans, et plus de 40 % ont des retards de croissance en raison de la malnutrition.

La colonisation africaine fut une source de développement pour l'impérialisme européen, qui imposa à cet effet le travail forcé, le flux migratoire avec le déplacement des populations (ce qui démantelait les cultures et les économies précoloniales), les cultures obligatoires, l'appropriation forcée de terres, le taux élevé de la mortalité dans les mines et les plantations, la brutalité contre les mouvements de résistance et de protestation.

Il ne fait aucun doute que la tâche principale de la classe ouvrière africaine est d'expulser définitivement les puissances impérialistes et leurs entreprises du continent, en tant que partie indissoluble de la révolution socialiste en Afrique. Cela ne se fera qu'avec la méthode de lutte de la classe ouvrière, dirigée contre l'impérialisme, mais également contre la nouvelle bourgeoisie africaine et ses gouvernements fantoches, en rompant avec tous les dirigeants réformistes et nationalistes, qui ne posent pas ces tâches comme essentielles.

Notes

1 V.I. Lénine, *L'impérialisme, phase suprême du capitalisme*, Chap. 10 : La place de l'impérialisme dans l'histoire.
2 Ibidem 3 Ibidem 4 Ibidem
5 Ce n'est pas la seule : des accords bilatéraux et autres conférences eurent lieu, comme en 1904 entre la France et le Royaume-Uni (l'Entente cordiale) ou la Conférence d'Algésiras, où la France perdit le Maroc mais fut récompensée par d'autres territoires.
6 Niall Ferguson, *Império, como os Britânicos fizeram o mundo moderno*, Planeta, 2010.
7 Adam Hochschild, *Fantasma do rei Leopoldo* (1999)., Companhia das Letras.
8 Walter Rodneu, *Como a Europa subdesenvolveu a Africa*. Seara Nova, p. 225.
9 Ibidem, p.230
10 Ibidem, p.233
11 *We don't want to erase Cecil Rhodes from history. We want everyone to know his crimes*.". http ://www.telegraph.co.uk/education/ universityeducation/12064939/ Wedont- want-to-erase-Cecil-Rhodes-from- history.

Bibliographie

• Boukharine, Nikolai, *L'impérialisme et l'économie mondiale*, 1915. (Lénine a écrit une introduction à ce livre en décembre 1915, en soutenant son analyse principale.)
• Chaliand, Gerard. L'enjeu africain. Géostratégies des puissances, Paris, Seuil, 1980, 157 p
• Dumont, René. Démocratie pour l'Afrique. La longue marche de l'Afrique noire vers la liberté avec Charlotte Paquet, 1991 (Le Seuil, Paris, coll. « L'Histoire immédiate »)
• Ferguson, Niall. Empire : How Britain Made the Modern World, Allen Lane.
• Guerra, Henrique. Angola. Estrutura Económica e Classes Sociais. União dos Escritores Angolanos, 1988.
• Jones, Cr ; Trotsky, León ; Breitman, George. A Revolução e o Negro, Editions Iskra, 2015.
• Lénine, V. I. L'impérialisme, phase suprême du capitalisme, 1916,
• N'krumah, Kwame. *Le néo-colonialisme : Dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Editions Présence Africaine, « Le panafricanisme »,, 268 p 1967
• Rodney, Walter. How Europe Underdeveloped Afric a (1972)
• Shawki, Ahmed. Libertação Negra e Socialismo. Editora Sundermann, 2017.
• Trotsky, León. "Teses sul-africanas ».
• Woodis, Jack. África, as Raízes da Revolta. Edipe.

Le nouveau rôle de la Chine en Afrique

Alejandro Iturbe

Dans d'autres articles de cette revue, il est fait référence au rôle du gouvernement chinois dans les processus politiques de plusieurs pays africains : quelle est la signification de cette influence ?

Dans la seconde moitié du 20e siècle, après la transformation de la Chine en Etat ouvrier en 1949/50, celle-ci et le maoïsme ont toujours été présents en Afrique, à cette époque à travers le soutien de certains mouvements de libération et, depuis 1962, dans une dispute d'influence avec la bureaucratie de l'URSS. Ce fut le cas du FNLA en Angola ou de la ZANU au Zimbabwe. Un soutien et une influence qui se poursuivaient alors, si ces mouvements prenaient le pouvoir.

Malgré la dispute interbureaucratique avec le Kremlin, la politique du maoïsme était fondamentalement la même que celle du stalinisme classique : que ces organisations fassent des alliances de classe avec la bourgeoisie et ne dépassent pas les limites des exigences démocratiques. Et si elles arrivaient au pouvoir, le stalinisme et le maoïsme étaient également d'accord : garder le pays dans le cadre du capitalisme et construire des régimes répressifs de parti unique.

Aujourd'hui, la Chine profite des « espaces vides » laissés par les puissances impérialistes et elle a considérablement étendu son influence économique et politique en Afrique noire. Elle ne le fait toutefois plus en tant qu'Etat ouvrier, mais en tant qu'Etat capitaliste.[1]

Les investissements chinois

En 2015, l'*International Busssines Times* estimait que la Chine avait alloué 150 milliards de dollars à l'Afrique au cours des cinq dernières années, le tout réparti entre investissements directs, prêts et accords de coopération (pour la construction d'infrastructures, d'écoles et d'hôpitaux). En 2010, les échanges avec ce continent atteignirent 210 milliards.

Voyons quelques exemples. Au Nigeria, en échange du droit préférentiel sur les ventes aux enchères de pétrole, les investissements et les projets s'accumulent pour atteindre 21 milliards d'euros ; en Ethiopie et en Algérie, les investissements arrivent à 15 milliards pour chacun, et en Angola et en Afrique du Sud à 10 milliards. Dans certains pays plus petits ou moins développés, tels que le Zimbabwe, la Guinée Equatoriale, la Mauritanie et la Zambie, les chiffres sont inférieurs (autour de 4 milliards), mais très significatifs par rapport au PIB de ces pays. Avec l'Angola, la Chine a conclu un accord pour « exporter » 250 000 travailleurs chinois (dans des conditions de semi-esclavage) afin d'aider à « moderniser » le pays. En retour, le gouvernement de Luanda importe de la Chine tout le matériel nécessaire à la construction de routes et d'infrastructures de base.

A la suite de cette avancée dans la pénétration économique, l'influence politique du gouvernement chinois se développe. Au Zimbabwe, la clique bourgeoise-étatique qui a forcé la démission du vétéran Robert Mugabe a d'abord « demandé la permission » aux autorités de Beijing (alias Pékin), et plusieurs autres régimes dictatoriaux africains bourgeois survivent grâce au soutien chinois.

Quel genre de pays est la Chine d'aujourd'hui ?

Tous ces éléments semblent donner raison à ceux qui prétendent que la Chine est aujourd'hui la « puissance émergente » du monde ou, en langage marxiste, un pays impérialiste ou, du moins, sous-impérialiste (comme l'affirment plusieurs secteurs de la gauche mondiale).

Depuis de nombreuses années, cette caractérisation est pour nous controversée. Les limites de cet article nous empêchent d'aborder ce problème avec la profondeur qu'il mérite[2]. Mais voici une brève synthèse de notre analyse.

Dans nos articles, nous définissons la Chine comme un pays **capitaliste dépendant atypique**. Elle est capitaliste parce que l'économie fonctionne sur base de la recherche du profit par les entreprises, dont la base fondamentale est la **plus-value extraite aux travailleurs chinois dans la production**. Il est dépendant parce que les deux éléments de son modèle d'accumulation (les investissements et les exportations) sont contrôlés par les capitaux impérialistes. Mais nous affirmons qu'il



Le Premier ministre chinois, Xi Jinping, et l'ancien président zimbabwéen, Robert Mugabe

s'agit d'une dépendance atypique (qui la différencie d'autres pays ayant ces caractéristiques) pour deux raisons. La première est qu'il y a une planification économique centralisée par le gouvernement (une sorte d'« héritage » de l'époque de l'Etat ouvrier), avec des outils politiques et monétaires solides pour influencer l'économie.

La deuxième, un aspect spécifique de la première, est que le marché monétaire et financier chinois est contrôlé de manière centralisée par la Banque populaire de Chine (la banque centrale) et dispose d'une très large base propre, fondée sur les importantes réserves de change, accumulées par les larges soldes favorables de la balance commerciale. Il y a, oui, des banques privées nationales et étrangères, mais elles ont un poids secondaire et minoritaire.

Un trait impérialiste dans des pays qui ne le sont pas

Ces importantes réserves monétaires permettent à l'Etat chinois et aux entreprises d'Etat de ce pays d'avoir divers fonds d'investissement et des investissements directs dans d'autres pays, de posséder des entreprises à l'étranger, de conclure des accords avec les gouvernements, etc. Le chiffre a augmenté au cours de la dernière décennie. En 2013, il atteignait 140 milliards de dollars.[3] Comme nous l'avons vu, une partie fut dirigée vers l'Afrique.

La définition de la Chine comme impérialiste ou sous-impérialiste est basée sur le raisonnement suivant : Lénine a défini que la caractéristique centrale de l'impérialisme est l'exportation de capital financier. Donc, les pays qui ont des entreprises qui le font (et extraient donc la plus-value d'autres pays) acquièrent un caractère impérialiste.

Nous pensons que cette caractérisation est erronée, car elle part de l'absolutisation d'un élément (l'existence d'entreprises exportatrices de capitaux) pour définir mécaniquement le caractère global de ce pays et sa localisation dans la « hiérarchie internationale ». Si nous y regardons de plus près, nous constatons qu'au stade actuel du développement du capitalisme, il y a même des entreprises de ce type dans des pays que personne ne peut qualifier d'impérialistes (Argentine, Chili, Pérou, Venezuela, etc.).

Il est vrai que ces entreprises agissent comme des multinationales (de façon semblable à celle des entreprises impérialistes) : elles exploitent les travailleurs et extraient la plus-value de leurs investissements à l'étranger ; elles pillent les ressources naturelles et envoient une grande partie de leurs bénéfices à la société mère. Mais il est nécessaire de situer cette réalité dans le contexte de l'ensemble du pays d'origine. Nous devons analyser si cette plus-value obtenue à l'étranger est l'axe principal, autour duquel tourne l'économie du pays, ou si elle ne représente, au contraire, qu'un élément contradictoire (et privilégié) dans un processus général dans lequel ce pays livre la majorité de la plus-value acquise aux pays centraux, par le biais de différents mécanismes.

Le cas de la Chine est très complexe en raison du volume de capital disponible pour l'Etat et la bourgeoisie chinoise (et de la taille des investissements qu'ils réalisent à l'étranger), ainsi que de l'autonomie financière relative à laquelle nous nous sommes référés. Mais le modèle économique chinois ne tourne pas autour de la plus-value obtenue à l'étranger. Au contraire, il donne la plus grande partie de cette plus-value, et celle extraite dans le pays, au capital financier impérialiste.

Si nous analysons les investissements chinois réalisés, nous constatons que la plupart d'entre eux visent à maintenir les réserves monétaires ou à garantir la fourniture et le transport des matières premières et de la nourriture importées. Secondairement, le pays cherche à remédier un peu à la surproduction d'acier, de construction civile et de produits mécaniques existante dans le pays. Ces investissements sont subsidiaires et subordonnés au modèle d'accumulation dans son ensemble, et ils sont au service de ce modèle. Ils servent donc, en dernière instance, à garantir la plus-value à l'impérialisme.

Conséquences politiques

Le fait que nous menons ce débat – nécessaire du point de vue d'une analyse marxiste sérieuse – ne signifie pas que nous ne soyons pas conscients du rôle globalement négatif de l'Etat et des entreprises chinois en Afrique noire. D'une part, nous l'avons vu, ils pillent les ressources naturelles et exploitent les travailleurs. De l'autre, à la suite de ce qui précède et pour maintenir cette situation, la Chine appuie et soutient des dictatures bourgeoises sanglantes.

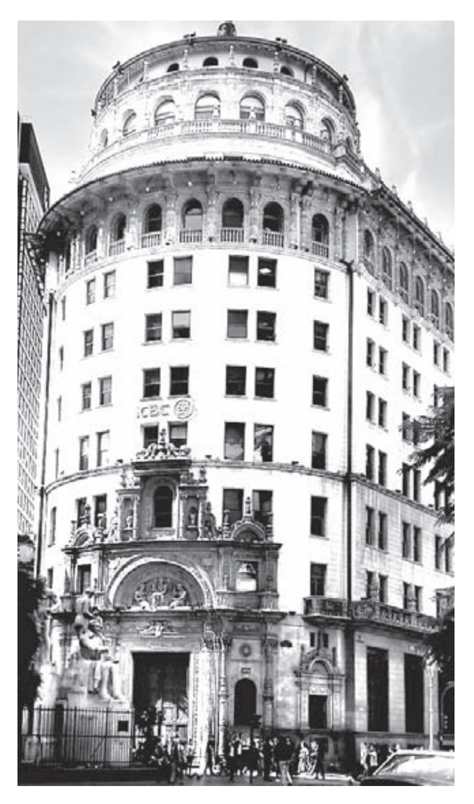
Il ne fait donc aucun doute que nous nous mettons du côté des travailleurs et des peuples de ces pays africains, contre cette influence de la Chine. Pour une véritable libération nationale de ces pays, il faut, en plus de l'expropriation des entreprises des puissances impérialistes, exproprier également les entreprises chinoises et renverser, par la lutte des travailleurs et du peuple, les gouvernements bourgeois que les deux (les pays impérialistes et la Chine) soutiennent et défendent.

Notes

1 Le capitalisme a été restauré en Chine à partir de 1979, avec le gouvernement de Deng Xiao Ping.

2 Pour ceux qui souhaitent approfondir cette question, nous renvoyons aux articles de Martín Hernández, *China, mito y realidad*, dans la revue *Marxismo Vivo* n°2 (janvier 2001), et d'Alejandro Iturbe, *Certezas e interrogantes que plantea la crisis económica en China,* en https://litci.org/es/menu/mundo/asia/china/certezas-e-interrogantes-que-plantea-la-crisis-economica-en-china/

3 Données extraites de l'article *Quelles entreprises la Chine possède-t-elle dans le monde ?* de Richard Anderson, analyste économique à la BBC.



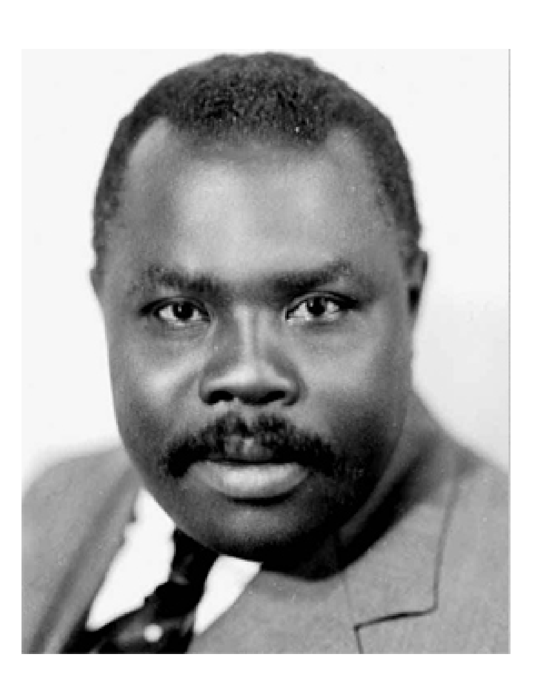
Siège de l'ICBC (Industrial & Comercial Bank of China) à Buenos Aires (Argentine).

Les révolutions et l'indépendance

Jose Moreno Pau

« Avant d'être des Américains, des Anglais, des Français, des Belges, nous sommes des Noirs, nous sommes des Africains.

On nous le fait bien sentir par les faveurs et les privilèges que les Caucasiens (ou les Blancs) se taillent à nos dépens. Ils sont vraiment cocasses, ces tartuffes qui nous apprennent à mourir pour leur patrie pendant qu'ils ruinent la nôtre. Nous n'avons que faire d'ânonner sans cesse « nos ancêtres les Gaulois ». Nous n'avons aucune prétention à être de la race aryenne, la race à rien, comme disait un blagueur. Nous avons une terre, un continent, une patrie : l'Afrique. »



Le Jamaïcain Marcus Garvey fut l'un des précurseurs de l'africanisme et ses idées ont influencé de nombreux intellectuels noirs de l'époque..

Ce discours fut prononcé par Kojo Tovalou Houénou au congrès de l'UNIA (Universal Negro Improvement Association) à Harlem, New York, en août 1924.

L'éveil de la « conscience noire » est un processus qui débute avec les premières résistances à l'esclavage et les révoltes d'esclaves en Amérique. Les *palenques*, les *quilombos*, comme celui de Palmares au Brésil, seront rappelés plus tard par les leaders de l'indépendance africaine. Mais le principal exemple américain pour l'Afrique fut celui de Haïti, la première République noire, qui a littéralement acquis son indépendance par le feu et le sang en 1804, après avoir vaincu les troupes françaises de Napoléon. La violence de la révolution haïtienne a donné lieu à la politique de rapatriement des esclaves vers le continent africain par les autorités impérialistes et leurs fondations « philanthropiques » ainsi que par certains Afro-Américains comme Blyden, qui soutinrent la création de colonies de rapatriement.

Plus tard, en 1920, le retour en Afrique fut préconisé par le leader noir étasunien d'origine jamaïcaine, Marcus Garvey, qui organisa l'UNIA (la première organisation internationale noire). Dans la « Déclaration des droits des peuples noirs du monde », l'UNIA, en plus de promouvoir l'égalité des droits et la justice sociale, exigeait la reddition de l'Afrique aux Africains : une approche cette fois pleinement anticolonialiste. Elle dénonçait en plus la Société des Nations pour avoir refusé le droit à l'autodétermination aux peuples africains. Le garveyisme eut une grande influence en Afrique, avec des sections à Dakar (Sénégal) et au Nigeria, qui furent persécutées par les autorités coloniales.

Un autre dirigeant afro-américain important, également l'un des fondateurs du panafricanisme, fut W.E.B. Du Bois, qui participa à la première conférence panafricaniste à Londres en 1900. Son organisateur, Sylvester Williams, avait rencontré, à l'école de Trinidad, le fils du roi africain Ashanti (du Ghana actuel), déporté sur l'île par les autorités britanniques. La conférence fut conçue pour rassembler des leaders noirs et des intellectuels, comme le meilleur moyen de lutter contre le racisme, et Du Bois en rédigea le manifeste. Après la conférence, le groupe participant prit le nom d'Association Panafricaine, et comptait initialement 50 membres africains et 150 membres non africains.

Il faudra 19 ans avant que Du Bois ne parvienne à réunir à nouveau un congrès panafricain. Entre-temps eut lieu la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle des troupes africaines participèrent aux armées des puissances en conflit. L'Allemagne essaya de maintenir la neutralité africaine dans la guerre avec l'argument que l'utilisation des troupes noires, tant en Europe qu'en Afrique, « diminuait le prestige de la race blanche », mais les Français et les Anglais, désireux de se partager les colonies allemandes, ne suivirent pas ce conseil. En plus des enrôlements pour intégrer les troupes, les colonies africaines furent profondément dévalisées pour nourrir les armées et envoyer des matières premières aux industries européennes. La famine qui en découla dura jusqu'en 1925 dans certaines régions comme le Gabon. Diagne, au Sénégal, et Du Bois, aux Etats-Unis, soutinrent le recrutement de troupes noires. En même temps, Du Bois soutenait qu'il n'y aurait pas de paix durable sans libertés démocratiques pour les Noirs. La Première Guerre mondiale montrera aux « *peuples non européens qu'ils ont le droit, et la capacité, de prendre en charge leur propre destin* ».[1]

Le Congrès panafricain de 1919 comptera avec Du Bois et Blaise Diagne comme principaux animateurs. Ils n'obtiendront cependant le soutien d'aucun pouvoir. Deux ans plus tard, les deux dirigeants se sépareront : le conservateur Diagne utilisera une erreur de traduction (« *une terre commune* ») comme s'il s'agissait d'une référence à la Commune de Paris et au communisme (dont l'influence allait croissant) pour faire approuver des résolutions plus modérées.

Un autre tournant qui marquera la conscience africaine fut l'invasion italienne de l'Ethiopie en 1935. Depuis la fin du 19e siècle, avec la victoire des Ethiopiens sur les troupes italiennes, « l'éthiopisme » devint la référence des aspirations noires. La prise

d'Addis-Abeba et l'exil de son souverain Haïlé Sélassié montrèrent aux Africains qu'ils ne pouvaient rien attendre de la Société des Nations, où Sélassié présenta en vain leurs protestations. Les organisations de solidarité avec l'Ethiopie seront un autre lieu de rencontre pour les militants noirs.

Les revendications des congrès panafricains suivants continueront sur la voie de la lutte contre la discrimination raciale. George Padmore (un communiste noir de Trinidad) considérera ces congrès comme des « organisations nationalistes petites-bourgeoises ». L'influence du marxisme grandissait parmi les peuples noirs, et après la Seconde Guerre mondiale, Du Bois lui-même se rapprochera des idées socialistes : il organisera avec Padmore et Amy Aswood Garvey (première épouse de Garvey) le Congrès panafricain de Manchester. N'krumah, futur président du Ghana, y participa également. Dans ce congrès de 1945, on exigea l'autonomie et l'indépendance des colonies africaines, et le droit des Africains à la résistance, même violente, si leurs revendications n'étaient pas entendues.

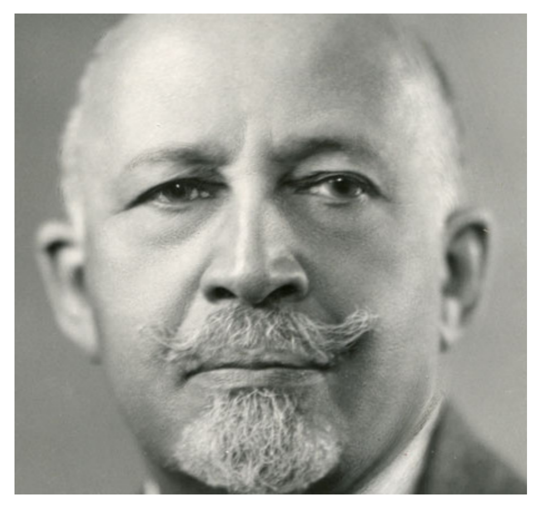
Le trotskisme dans l'indépendance africaine : C. L. R. James

Dans son texte *L'Impérialisme, phase suprême du capitalisme* Lénine analyse comment le partage du monde est une des caractéristiques de l'impérialisme.

Il explique :

« *Seule la possession de colonies donne au monopole des garanties complètes de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir ; plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont laborieuses, plus la lutte pour l'acquisition de colonies est acharnée.* »Cette analyse de l'impérialisme sera fondamentale pour la compréhension de la colonisation de l'Afrique et du reste de la planète. Ce sera Trotsky qui approfondira le problème africain et influencera une génération de révolutionnaires noirs. Parmi eux, C.L.R. James et son ami George Padmore. Trotsky adoptera le mot d'ordre de « république noire » pour la lutte contre l'impérialisme britannique et la minorité blanche de l'Afrique du Sud.

C.L.R. James lui rendra visite au Mexique en 1939. A cette époque, il écrit *Les jacobins noirs*, à propos de la première révolution noire et l'indépendance d'Haïti. Une œuvre importante, qui influencera les panafricanistes. James rencontre N'krumah aux Etats-Unis et l'aide à entrer en contact avec Padmore à Londres pour préparer le Congrès panafricain de Manchester.

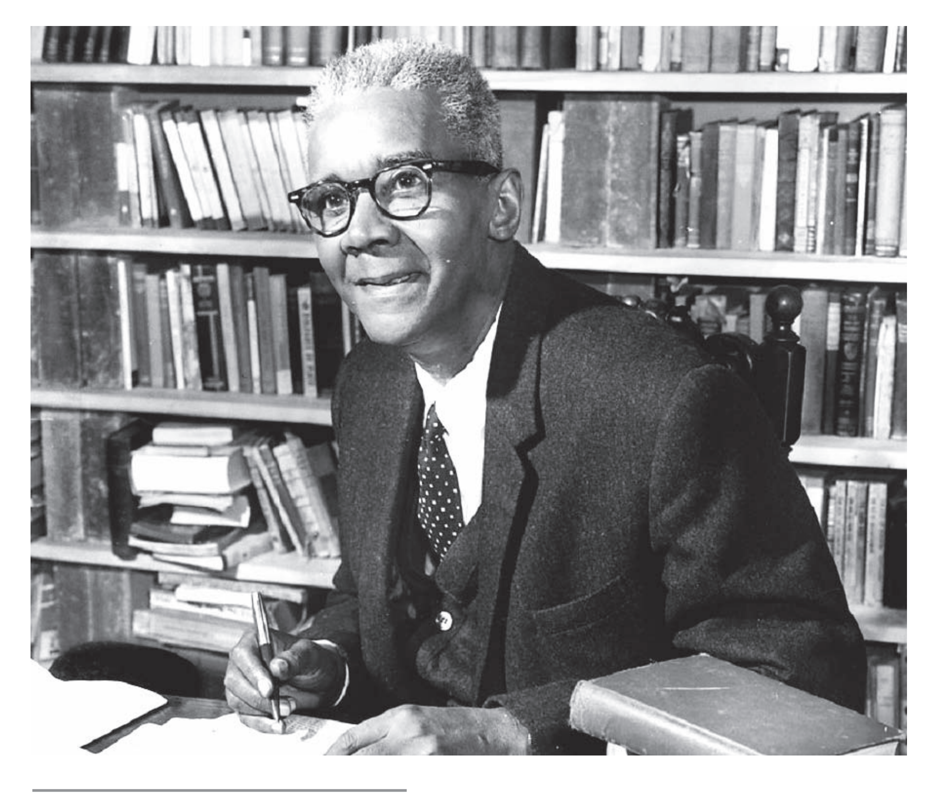


W.E.B. Du Bois, un autre précurseur du panafricanisme aux Etats-Unis.

La fin de la Seconde Guerre mondiale, avec une participation de soldats africains au conflit encore plus importante que lors de la Première Guerre mondiale, va poser la question de la récompense pour leurs sacrifices dans la lutte contre le nazisme et le fascisme. Ce sera l'objectif du congrès de Manchester.

Dans les années 1930, le Komintern[2] avait perdu le soutien des Africains suite à sa politique de rapprochement des « démocraties occidentales », c'est-à-dire des puissances coloniales comme l'Angleterre et la France. Ce fut la raison de la rupture de Padmore avec le stalinisme, en 1934. Cependant, le triomphe soviétique dans la Seconde Guerre mondiale et la division du monde entre les deux blocs de la Guerre froide rendront à nouveau à Moscou son influence sur le continent africain. L'assassinat de Trotsky en 1938 et la crise de la Quatrième Internationale après la Seconde Guerre mondiale vont dégager la voie au stalinisme en Afrique.

Depuis l'arrivée de la bureaucratie stalinienne au pouvoir, l'URSS n'avait pas l'intention d'étendre la révolution. Elle avait en fait freiné toute tentative révolutionnaire dans le monde, puisque tout triomphe des masses (et non des élites) pouvait remettre en cause sa propre dictature totalitaire. De



C.L.R. James fut l'auteur du célèbre livre Les Jacobins Noirs, *sur la première révolution triomphante des esclaves noirs, en Haïti.*

plus, en Chine dans les années 1920, Staline avait déjà inauguré la politique de soutien aux bourgeoisies nationalistes des pays coloniaux et semi-coloniaux. Une politique qui, avec les Fronts populaires, est confirmée et étendue aux « bourgeoisies démocratiques » dans les années 1930. Sur le continent africain, la bureaucratie soviétique n'a donc même pas favorisé la formation de partis « communistes », et s'est contentée de gagner le soutien de certains dirigeants.

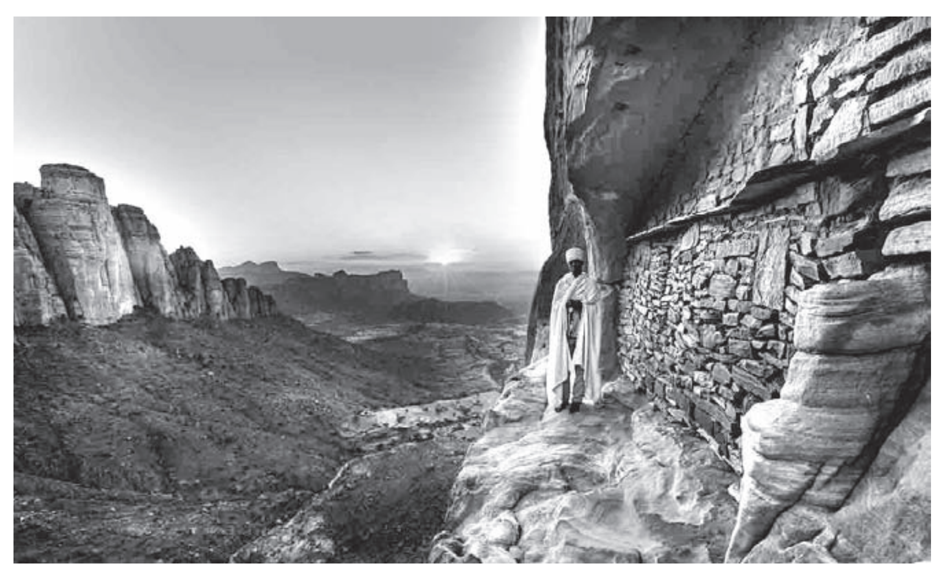
La décolonisation : entre les accords et la révolution

Il y a un premier accord de facto entre les Etats-Unis et l'URSS pour mettre fin aux colonies. L'impérialisme américain était intéressé par la fin des empires coloniaux européens afin de mieux pénétrer ces marchés.

Mais la France ne voulait pas renoncer à son empire colonial et avança dans sa politique d'« assimilation » : la constitution de 1946 accorde théoriquement à la population coloniale les mêmes droits qu'à la population française, ce qui retardera de quelques années la lutte pour l'indépendance dans les colonies françaises. Rappelons que, deux ans auparavant, à Brazzaville (Congo français), le général de Gaulle avait présidé une conférence qui déniait tout droit à l'indépendance (et même à l'autonomie), malgré ses propres paroles dans lesquelles il déclarait que les peuples devaient s'élever peu à peu jusqu'à diriger leurs propres affaires.

Cependant, la décolonisation va devenir une dynamique imparable. En général, il s'agissait de processus convenus avec les métropoles. Pour les puissances coloniales, le maintien de leurs empires supposait une grande dépense budgétaire. Les intérêts économiques pouvaient être préservés et augmentés jusqu'à épuisement s'ils convertissaient les anciennes colonies en pays dépendants. Tel sera le but du **néo-colonialisme**.

S'il est vrai que la décolonisation allait se produire, ils ne s'attendaient pas à ce que cela se produise dans un laps de temps aussi court. La lutte du peuple africain pour sa libération eut à voir avec cette accélération. Des grèves générales eurent lieu dans diverses colonies : Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire, Zanzibar, Guinée, Afrique centrale... Il y a une insurrection à Madagascar en 1947, et l'apparition des Mau-Mau en 1952 au Kenya. Les colonies italiennes de Libye et de Somalie obtinrent en 1949 le soutien de l'ONU pour leur indépendance. La plus grande colonie britannique, l'Inde, était déjà devenue indépendante en 1947.



L'Ethiopie est restée une nation indépendante quand la quasi-totalité du continent africain était colonisée par les puissances européennes.

L'Empire britannique montera le *Commonwealth*,[3] entre pays «égaux », et obtiendra que pratiquement toutes ses colonies viennent à faire partie de ladite confédération après l'indépendance. L'objectif principal sera de réduire les taxes entre les pays membres et d'augmenter les taxes pour les non-membres.

La France a comme projet « l'Union française », un projet « assimilationniste » : une assemblée consultative serait constituée dans laquelle la moitié des membres serait de la métropole, ainsi qu'un haut conseil formé de membres du gouvernement et de quelques représentants des territoires d'outre-mer. En réalité, l'égalité légale proclamée n'a jamais existé. Les 70 millions d'habitants des colonies ne pouvaient choisir qu'un cinquième des sièges à l'Assemblée nationale, tandis que les 40 millions de Français choisissaient le reste. Les guerres d'Indochine et d'Algérie contre les indépendantistes, et la défaite de la France dans chacune d'elles, marquent l'échec de ce projet qui sera remplacé par celui de la Communauté française en 1960.

Le sénégalais Léopold Sédar Senghor fut en faveur de la « voie assimilatrice » alors qu'en Côte-d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny se définit pour l'émancipation, mais « dans le cadre français ». En fait, ce dernier finira par être jusqu'au dernier moment un promoteur de l'Union française. Son parti (le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire) s'allia au Parti communiste français et occupa plusieurs ministères à Paris dès 1956. Houphouët critiquait N'krumah pour avoir choisi l'indépendance, contraire à sa proposition de fédéralisme avec la France. De retour en Côte-d'Ivoire, il n'eut pas d'autre choix que de proclamer l'indépendance en 1960, sous la menace d'une influence croissante des organisations panafricaines indépendantistes. Son régime se transforma rapidement en une dictature personnelle qui dura jusqu'à sa mort, en 1993. Une dictature qui a bénéficié aux entreprises étrangères, principalement les françaises, lesquelles obtinrent le droit de rapatrier jusqu'à 90 % de leurs bénéfices.



Le militant communiste noir George Padmore, né sur l'île de Trinidad dans les Caraïbes, a abordé le problème africain (et les noirs en général) d'un point de vue marxiste).

N'krumah : un leader panafricain à la tête de l'indépendance

Le premier pays de l'Afrique noire à avoir obtenu son indépendance fut la colonie britannique de la Gold Coast (le Ghana actuel).

Kwame N'krumah promouvait les mobilisations pour l'indépendance par des grèves et des émeutes et fut emprisonné, mais son influence politique ne faisait que croître parmi le peuple. Son parti remporta les élections et les autorités britanniques choisirent de le libérer et de lui confier la formation d'un gouvernement autonome, avec lequel, trois ans plus tard, il proclama l'indépendance, en 1957. C'est ainsi que naquit le Ghana, baptisé tel par N'krumah en mémoire de l'ancien empire africain. En 1960, 18 pays accédèrent à l'indépendance : ce fut « l'année de l'Afrique ».

N'krumah invita George Padmore au Ghana pour renforcer ses projets panafricains. Il espérait faire du Ghana une plate-forme pour l'indépendance de toutes les colonies et construire ainsi une fédération africaine. En effet, il fit quelques premiers pas en appuyant la Guinée-Conakry, où Sékou Touré promouvait l'indépendance en votant Non lors du référendum sur le nouveau projet de la Communauté française. L'union Ghana-Guinée devait être le début des Etats-Unis africains. Mais l'échange de parlementaires et un drapeau commun, avec deux étoiles noires, n'éliminèrent pas l'existence de deux armées, deux monnaies et deux diplomaties séparées. Le projet en resta au stade d'une simple collaboration.

La Guinée et le Ghana étaient économiquement asphyxiés. Les mesures libérales qu'ils appliquaient n'eurent aucun effet en raison du contrôle sur le prix des exportations, de la part des entreprises européennes. N'krumah n'imposa jamais le monopole du commerce extérieur, une mesure nécessaire s'il voulait lutter contre les prix qui leur étaient imposés.

D'autre part, il organisa deux conférences panafricaines et la première réunion des pays africains indépendants. En 1958, Padmore et Patrice Lumumba participèrent également à la conférence d'Accra (la capitale du Ghana). Ils soutinrent l'indépendance du reste des pays africains, à commencer par le Congo belge, pays de Patrice Lumumba.

Ses plans pour l'unité africaine n'eurent aucun soutien, même s'il expliquait que, sans unité, ils continueraient à dépendre des puissances coloniales. Par contre, les nouveaux gouvernements promurent le secteur public et se rapprochaient du « bloc socialiste », mais au prix d'un grand endettement.

N'krumah fit peser ce poids sur les travailleurs, pour lesquels il augmenta les impôts. Aux grèves, il répondit par la répression et l'emprisonnement des syndicalistes. La même voie répressive et totalitaire sera suivie par le Guinéen Sékou Touré.

N'Krumah fut destitué par un coup d'Etat en 1966, lors d'un voyage officiel en Chine. Au Ghana, il n'y eut pas de protestations contre le coup d'Etat. En Guinée, Touré commença une période de répression sanguinaire contre toute opposition. On estime que des milliers de personnes furent tuées au cours de son mandat, qui s'est terminé avec sa mort en 1984.

N'krumah passa ses dernières années en Guinée, d'où il continua à promouvoir le panafricanisme et à dénoncer le néo-colonialisme, qui manifestait déjà ouvertement son fonctionnement. Concernant ses erreurs, il parvint seulement à la conclusion que « la voie pacifique ne suffisait pas ». Rien sur son messianisme (il se faisait appeler « le rédempteur » après s'être proclamé président à vie), ni sur la répression du peuple et des travailleurs.

Patrice Lumumba connut un pire sort. Il avait dénoncé l'esclavage et la barbarie du colonialisme belge lors de la cérémonie de l'indépendance et en présence du roi Baudouin qui, humilié, abandonna la séance.

Lumumba dut affronter l'armée belge et la sécession de la riche région minière du Katanga. Presque tous les panafricanistes et les dirigeants nationalistes bourgeois, comme l'égyptien Nasser, le soutenaient « en paroles ». N'krumah envoya même des troupes, mais il les laissa à la disposition de l'ONU, de sorte que l'aide à Lumumba, contre l'impérialisme belge, n'aboutit à rien. Eisenhower, président des Etats-Unis, considéra Lumumba comme un problème sérieux et organisa sa chute : moins de trois mois après l'indépendance et son arrivée au pouvoir, Lumumba fut destitué, puis assassiné, par celui qui sera pendant des décennies le dictateur sanguinaire du Congo, Mobuto Sese Seko.

L'indépendance des colonies portugaises

Comme nous l'avons dit, la plupart des indépendances en Afrique noire furent convenues avec la France ou l'Angleterre. Ce n'était pas le cas des colonies portugaises : l'impérialisme décadent portugais choisit de n'assimiler qu'une infime minorité d'Africains et de laisser le reste sans aucun droit. Leurs « déclarations civilisatrices » maintenaient leurs colonies sans établissements d'enseignement secondaire, et encore moins d'universités. C'est pourquoi les jeunes Africains que les Portugais voulaient « assimiler »



Amílcar Cabral, né en Guinée portugaise (aujourd'hui la Guinée-Bissau) fut l'un des théoriciens de la lutte pour l'indépendance des colonies portugaises en Afrique. Sur la photo, à côté du leader cubain Fidel Castro.

n'avaient d'autre choix que de se former à Lisbonne. Là, des étudiants comme Amílcar Cabral entrèrent en contact avec les idées panafricanistes que leur apporta un groupe de marins brésiliens noirs.

Dans les colonies portugaises se sont formées plusieurs guérillas, qui n'obtinrent quasi aucun succès militaire et qui optèrent pour la théorie maoïste de la « guerre populaire prolongée », car ils ne prévoyaient pas une défaite rapide de l'armée portugaise. Cependant, pour un impérialisme de second ordre comme le portugais, la guerre coloniale impliquait d'énormes dépenses économiques, et surtout politiques. Ces conflits furent une partie fondamentale du processus révolutionnaire portugais qui a finalement renversé la dictature en 1974. C'est avec la « révolution des œillets » que commencèrent les négociations pour l'indépendance des colonies.

En Angola, les trois guérillas, MPLA, FNLA et UNITA s'affrontèrent entre elles. L'Unita, et plus tard le FNLA, passèrent du côté impérialiste et soutinrent l'entrée des troupes de l'Afrique du Sud de l'apartheid. La victoire du MPLA signifia un nouvel encouragement à la lutte sur le continent africain, comme l'a déclaré l'Argentin Nahuel Moreno dans son travail sur l'Angola : « *Le triomphe du MPLA sur les racistes a donné un coup de fouet au mouvement noir en Afrique australe* ». Mais le conflit perdura pendant des années. Le MPLA obtint la reconnaissance internationale de « gouvernement légitime ». Il se définissait comme étant « d'orientation marxiste ». Mais cela n'a pas empêché sa direction (principalement la famille dos Santos) de devenir les plus grands bourgeois du pays.

Les cas de la Guinée Bissau et du Cap Vert furent différents. Il s'agit de colonies dans lesquelles Amílcar Cabral réussit à construire une véritable armée et à libérer la plus grande partie du territoire avant la « révolution des œillets ». Cabral aspirait à satisfaire les besoins fondamentaux de la population sans permettre à une nouvelle bourgeoisie locale de remplacer la bourgeoisie coloniale. Il alla en outre au-delà du panafricanisme, en suggérant que la lutte anticoloniale devait également aider à renverser le fascisme de la dictature portugaise. Théoriquement, il se rapprochait du maoïsme. Mais, n'ayant pas trouvé une bourgeoisie nationaliste guinéenne pour former « l'alliance des quatre classes », il proposa ce rôle à la petite bourgeoisie. Il lui disait toutefois que, soit elle soutenait la révolution, soit elle la trahissait et se suicidait en tant que classe sociale.

Il défendait également l'idée qu'il ne fallait pas avoir peur du peuple, que c'était le peuple qui devait exercer la « démocratie révolutionnaire » et que, dans les zones libérées, le pouvoir devrait appartenir aux paysans. Sa victoire contre l'impérialisme portugais, ses aspirations à l'unité africaine et un processus révolutionnaire plus profond que celui de ses mentors (N'krumah et Sécou Touré) ont conduit à son assassinat dans la ville de Conakry en 1973. Malgré sa mort, concoctée par certains de ses collaborateurs avec les services de la dictature portugaise, ces colonies déclarèrent leur indépendance sans attendre des accords avec la métropole. Les différends de Cabral avec Sékou Touré peuvent aussi être à l'origine de ce crime. Avec l'indépendance, ce sera l'armée qui dirigera les deux pays, avec un régime de parti unique, sans syndicats indépendants ni droit de grève. Aujourd'hui, la Guinée Bissau, avec sa démocratie bourgeoise, est l'un des pays les plus pauvres du monde.

Thomas Sankara : le dernier mythe et le combat pour la deuxième indépendance

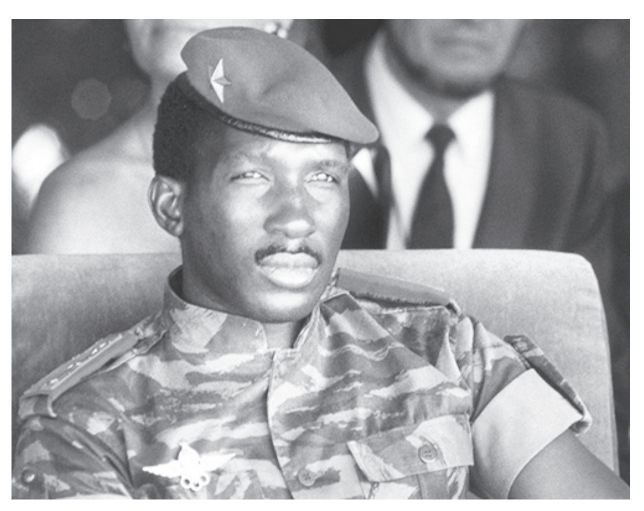
Dans la Haute-Volta voisine (le Burkina Faso actuel), un groupe de jeunes soldats arriva au pouvoir en 1984. A leur tête se trouvait Thomas Sankara, un capitaine de 34 ans qui avait été emprisonné par le gouvernement militaire précédent, mais qui dut être libéré après des mobilisations massives de soutien.

Le jeune militaire sera connu comme le « Che Guevara africain ». Les mesures qu'il a promues dans son pays furent prises en exemple dans d'autres pays de l'Afrique. Pour lutter contre la pauvreté, il estima qu'il était nécessaire de rompre avec l'impérialisme.

Il expulsa les troupes françaises et proposa la souveraineté alimentaire : produire de la nourriture pour la population et non pour l'exportation et le profit. A cette fin, il redistribua la terre des propriétaires aux paysans et il se battit en outre contre la désertification du pays, dégradé par l'abattage massif des forêts et des savanes. Il soutint également la fabrication de tissus nationaux pour fabriquer les vêtements traditionnels du pays, donnant ainsi du travail à des milliers de femmes. La lutte pour l'égalité des femmes fut une autre caractéristique de Sankara.

Sa lutte contre la corruption est également restée gravée dans la mémoire collective : il vendit les voitures officielles et il utilisait une Renault 5 (dont il continuait à payer les mensualités) pour se rendre tous les jours au siège du gouvernement. Il baissa le salaire des ministres et alla jusqu'à éliminer la climatisation de son bureau parce qu'il considérait que, si sa ville n'avait pas de climatisation, il ne devait pas en avoir lui non plus. Il citait Marx en disant qu'on ne pense pas aux mêmes choses ni de la même manière si on vit dans une cabane ou dans un palais. Un an après la prise du pouvoir, il rebaptisa la Haute-Volta de son nom actuel, le Burkina Faso (« la terre des hommes honnêtes »).

Thomas Sankara voulait faire face à l'impérialisme et cela impliquait, déjà en ces années-là, de lutter contre l'une des principales formes que ce dernier avait trouvées pour maîtriser les pays dépendants : la dette extérieure. Il proposa de construire un front uni contre cet asservissement. A la conférence de l'OUA (Organisation pour l'Unité



Thomas Sankara, leader du Burkina Faso (anciennement Haute-Volta) entre 1984 et 1987.

Africaine), en juillet 1987, il expliqua que si la dette n'était pas payée, les prêteurs n'allaient pas mourir de faim, mais que, par contre, eux-mêmes allaient mourir s'ils la payaient.

Sankara fut un nationaliste panafricaniste et anticolonialiste. Il essaya de changer son pays et le continent africain, en faisant face au néo-colonialisme et en aspirant à une véritable indépendance. Mais il le fit avec un programme incomplet et avec la mauvaise méthode. Pour réaliser cette « deuxième indépendance », il faut aussi rompre avec le capitalisme. Sankara n'arriva pas jusque-là.

Il appliqua en même temps le modèle répressif du castrisme cubain : il importa l'idée des CDR (Comités de Défense de la Révolution), qui devaient être les organes de la prétendue « démocratie participative » (pas du « pouvoir ouvrier »). Mais ils devinrent les organes de contrôle sur toute opposition, ainsi qu'un nid de corruption. Sankara élimina également la liberté de la presse (comme à Cuba) et persécuta les syndicats.

Il n'impulsa donc pas la mobilisation indépendante de la classe ouvrière, soutenue par les paysans pauvres, pour les mener au pouvoir. Il tenta au contraire la fausse utopie de vouloir transformer le pays et le continent en s'appuyant sur une armée « normale » (selon le modèle bourgeois). Une armée qui, peu de temps après, accepta les ordres de l'impérialisme français. En 1987, Blaise Compaoré, militaire lui aussi et membre de son gouvernement, mena le coup d'Etat pour le renverser et instaurer un régime dictatorial qui dura jusqu'en 2014.

Thomas Sankara représente l'une des expressions les plus avancées du nationalisme bourgeois africain. Mais il entra en collision avec les limites insurmontables de ses concepts et la pratique politique qui en découle. Aujourd'hui, la classe ouvrière est une réalité beaucoup plus puissante à travers le continent. Cela nous permet de dire que les meilleures aspirations de dirigeants tels que Sankara, Cabral, Lumumba et beaucoup d'autres sont plus proches de se réaliser, à travers la révolution ouvrière et socialiste.

____

1 África Unité, p. 59.

2 L'Internationale Communiste, la IIIe Internationale

3 Alias « Communauté des Nations », pour regrouper les anciennes colonies britanniques avec la Grande-Bretagne, maintenant comme pays « indépendants » ou « égaux ».

Bibliographie

Hélèna D'Almeida-Topor, *L'Afrique du 20e siècle à nos jours*. Paris : Armand Colin, 2010.
Mário De Andrade, *Amílcar Cabral : ensayo de biografía política*, Siglo XXI, 1981.
Omer Freixa, *Amílcar Cabral : hombre de acción y de palabra*, *El País*, 2018.
V. I. Lénine, *El imperialismo, fase superior del capitalismo*, 1916
Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique des origines a nos jours*. Paris : Ellipses Editions, 2014.
Bernard Lugan, *Atlas Historique de l'Afrique des origines a nos jours.* Editions du Rocher, France, 2004.
Elikia M'bokolo, . *Afrique noire, Histoire et civilisations*, Tome 2. París : Hatier, 2008.
Nahuel Moreno, *Angola : la revolución negra en marcha*, Archivo León Trotsky, tomado de Editorial Pluma, Bogotá, 1977.
Amzat Noukari-Yabara, *Africa Unité ! Une histoire du panafricanisme*. Paris : éditions La Decouverte, 2014.
L. Trotsky, *Sobre las Tesis sudafricanas*, 1935 (Archivo León Trotsky).*Allocution de Kojo Tovalou Houénou au Congrès de l'UNIA*, Gradhiva, 10 | 2009, 204-205.
Historia Geral da África desde 1935, editado por Ali A. Mazrui y Christophe Wondji. – Brasília : UNESCO, 2010. Thomas Sankara parle, *La révolution au Burkina Faso 1983-1987*, Pathfinder, 2012.

L'Afrique inventée dans une perspective impérialiste

*Rosenverck Estrela Santos**

La population noire de la diaspora a ses racines en Afrique. On sait toutefois peu de choses sur l'histoire et la culture de ce continent. Les catastrophes environnementales, ce qu'on appelle les « conflits tribaux » (les ethniques), les génocides, l'association automatique du continent avec la jungle et les grands animaux, la faim et la misère sont des images qui peuplent la mentalité des Brésiliens et de nombreuses autres populations dans le monde.

Cela est dû à l'absence totale et au déni de l'histoire de l'Afrique dans les écoles, la télévision, les journaux, les films et les magazines d'une part, et d'autre part à la déformation totale et au stéréotype véhiculés dans les espaces informatifs et médiatiques. Une telle négation et /ou déformation a pour objectif de rejeter toute référence historico-culturelle, rendant ainsi la population noire plus à même d'assimiler les références et les normes européennes, entre autre celles de beauté, de vérité, de religion, de politique.

Il est donc nécessaire de réaffirmer que, pendant plusieurs siècles, l'Europe a entrepris un processus de domination politique, économique et culturelle dans diverses régions du monde. Tant le colonialisme, à partir du 15e siècle, que l'impérialisme du 19e siècle, ont laissé des marques profondes qui subsistent encore aujourd'hui dans des continents comme l'Afrique, l'Amérique et l'Asie. L'une de ces marques, qui prédomine dans l'imaginaire des populations, est la vision historique produite par les Européens.

Selon Philip Curtin. l'Afrique a longtemps été accusée de ne pas avoir d'histoire propre, puisque c'était un continent habité par une race inférieure.[1] En ce sens, selon les puissances européennes et leurs intellectuels, les Africains ne possédaient pas de civilisation et n'en construisaient pas une. L'Afrique du Nord, considérée comme l'Afrique blanche, fut donc séparée de la dénommée Afrique noire. L'historiographie traditionnelle donnait de l'importance à l'écriture et divisait ainsi l'existence humaine en deux étapes : la préhistoire, où il n'y avait pas d'écriture, et l'Histoire proprement dite, qui débute avec l'émergence de l'écriture. Comme l'Afrique est un continent où l'oralité prévaut, on en arriva à la conclusion qu'elle n'avait pas d'Histoire. Actuellement, une telle division est dépassée, puisque l'Histoire utilise d'autres sources que le texte écrit, comme des images, des graphismes, des symboles divers et des monuments qui informent autant que le « texte classique », et que, d'autre part, on a déjà pleinement conscience de la richesse de l'écriture africaine. En effet, comme le dit Luis Albuquerque, l'Histoire de l'Afrique connaît un tournant après la Seconde Guerre mondiale, avec les luttes pour l'émancipation des pays africains jusqu'alors sous le joug de l'Europe.[2] Le continent était étouffé depuis le 19e siècle par l'impérialisme européen, qui considérait que l'Histoire africaine ne commençait qu'après son arrivée.

Curtin fait un examen intéressant concernant l'exclusion de l'Afrique dans l'Histoire.[3] Selon sa réflexion, ce n'est qu'une des facettes d'une exploitation géographiquement plus étendue, qui a fonctionné en Europe même, à travers l'Histoire élitiste.

Selon José Maria Nunes Pereira, au Brésil, l'étude de l'Histoire a été construite selon le modèle de l'eurocentrisme, dérivé du colonialisme culturel auquel il est soumis.[4] Il n'y a donc presque rien dans les cursus universitaires sur l'histoire afro-asiatique. La population brésilienne, tout comme les médias académiques, souffre de deux maux concernant la vision qu'elle a du continent africain : astigmatisme et myopie culturelle. Astigmatisme, parce qu'elle n'arrive pas à avoir une vision globale, et myopie, parce qu'elle n'établit pas de dialogue et de lien entre le Brésil et l'Afrique.

La façon de voir l'Afrique est un exemple frappant de ce colonialisme culturel. L'Afrique est vue à partir des notions suivantes : une totalité amorphe, dont la diversité n'existe qu'à travers les tribus ; un continent sans civilisation, produit des sociétés européennes et, plus récemment, des américaines ; un continent de coutumes exotiques, alors que l'Europe aurait des valeurs universelles.



Une ville Anunnaki dont les ruines ont été découvertes récemment à Abzu (Afrique du Sud).
Avant l'arrivée des colonisateurs européens, l'Afrique avait une longue histoire et une riche culture.

En d'autres termes, il existe une vision de l'Afrique, comparée à celle de l'Europe, résumée dans le tableau ci-contre.

Au Brésil par exemple, la formation de notre nationalité est dissimulée, en reléguant la contribution africaine à la cuisine, à la danse, au folklore, au mysticisme, à la langue, et en négligeant tout le travail et la sueur dans les champs, les mines, les constructions, pendant des siècles d'esclavage. Comme l'a souligné Pereira, dans ce processus d'invention de la barbarie et du primitivisme, pour la majorité de la population mondiale, et spécialement pour les Brésiliens, l'Afrique en est réduite aux images des *quatre T* : Tribu, Tambour, Terreiro,[1] Tarzan.[5]

C'est pourquoi nous considérons la connaissance de l'Histoire africaine comme essentielle, parce qu'elle est une partie inséparable de notre Histoire, de notre réalité et des formes d'exploitation et d'oppression qui nous affectent.

Afrique	Europe
Coutumes exotiques	Valeurs universelles (démocratie, liberté, etc.)
Croyances, superstitions	Philosophie, science, religion
Tribus primitives	Etats, civilisation
Retard	Progrès
Luttes tribales	Luttes sociales, luttes de classe

La bourgeoisie européenne ronge le continent africain comme des rats !

Dans le processus de la formation du capitalisme et de sa reproduction, certaines conséquences apparaissent et deviennent des marques de ce système. Parmi celles-ci, soulignons l'exploitation, l'inégalité sociale et le paupérisme. Qu'est-ce que l'Afrique a à voir avec cela ? En fait, dans le même processus d'accumulation et de reproduction du capital, nous avons l'accumulation de la misère et des formes d'exploitation.

Karl Marx clarifie que la genèse de la formation du capitalisme et du processus d'accumulation du capital est marquée par la violence, l'inégalité et beaucoup d'exploitation, et que le continent africain – tout comme l'américain et l'asiatique – était essentiel par l'usurpation de sa richesse et l'exploitation de ses habitants. « *La découverte de terres aurifères et argentifères en Amérique, l'extermination, l'esclavage et l'enfouissement de la population indigène dans les mines, le début de la conquête et du pillage des Indes orientales, la transformation de l'Afrique en réserve de chasse commerciale de "peaux noires" caractérisent l'aube de l'ère de la production capitaliste. Ces processus idylliques constituent des moments fondamentaux de l'accumulation primitive. […] En Angleterre, à la fin du 17e siècle, ces moments ont été combinés de manière systémique, donnant naissance au système colonial, au système de la dette publique, au système fiscal moderne et au système protectionniste. De telles méthodes, comme le système colonial, sont basées, en partie, sur la violence la plus brutale.* »[6]

Pour rendre compte de ce phénomène extrêmement violent, Marx ne se prive pas d'adjectifs dénigrants pour caractériser les actes européens et les formes de conscience et de discours que les Européens utilisent encore pour justifier de tels actes. Il utilise une ironie intense, une caractéristique de toute son œuvre, pour analyser le processus d'accumulation du capital et les justifications des Européens. Ironie de l'éthique chrétienne et puritaine qui parlait de l'amour de Dieu alors que, dans sa contribution au processus de domination coloniale, elle tuait indistinctement des hommes, des femmes et des enfants indigènes, et réduisait en esclavage les Africains et les Africaines. Voici son commentaire : « *Avec le développement de la production capitaliste pendant la période manufacturière, l'opinion publique européenne a perdu ce qui lui restait encore de pudeur et de conscience. Les nations se vantaient cyniquement de toute l'infamie pour constituer un moyen d'accumulation de capital.* »[7]

Dans la suite du texte dénonçant le cynisme de l'Europe, Marx insiste sur le fait que les Européens ont leur croissance basée sur l'exploitation de la traite négrière et la destruction de l'Afrique, en même temps qu'ils l'associent à leur supposée sagesse politique. Il dit, en outre : « *Alors qu'elle introduisait l'esclavage des enfants en Angleterre, l'industrie du coton était, en même temps, l'impulsion pour la transformation de l'économie esclavagiste des Etats-Unis, auparavant plus ou moins patriarcale, en un système commercial d'exploitation. En général, l'esclavage déguisé des salariés en Europe avait besoin, en tant que socle, de l'esclavage tout-court du Nouveau Monde*. »[8]

Notez les adjectifs et les expressions utilisés par Marx dans son texte : extermination, esclavage, transformation de l'Afrique en réserve de chasse, violence la plus brutale, travail des enfants, exploitation, etc. Il le fait pour montrer toute la brutalité et la violence liées à la naissance du capital en expropriant les paysans en Europe, en exterminant les indigènes en Amérique, en asservissant, tuant et usurpant la richesse du continent africain.

La pauvreté, l'inégalité, le racisme sont donc absolument liés au processus de constitution et de reproduction du capitalisme. Ces formes d'exploitation, d'oppression et d'humiliation sont construites à partir de la traite d'esclaves en Afrique et de la colonisation en Amérique, et elles s'installent avec la révolution industrielle, suite au processus d'expulsion des paysans de leurs terres et de formation d'une armée de réserve industrielle. Selon Williams : « *L'esclavage n'est pas né du racisme : au contraire, le racisme fut le résultat de l'esclavage*. »[9]

Ce n'est pas par hasard que ce sont des phénomènes historiques essentiels du système capitaliste. C'est pourquoi Marx n'hésitait pas à lier le processus d'accumulation primitive du capital au massacre de l'esclavage, au colonialisme, à la production de la misère parmi les paysans et les ouvriers européens, ainsi qu'à l'exploitation du travail des femmes et des enfants africains.[10]

Oui, l'impérialisme du 19e siècle fait partie de ce processus qui *ronge le continent africain,* qui a commencé au 15e siècle avec le colonialisme et la traite d'esclaves – avec le soutien du Vatican

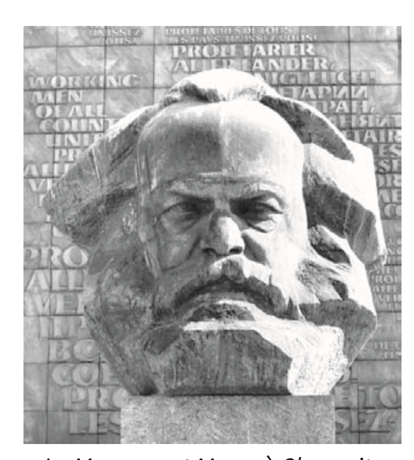
1 Terreiro est le lieu où l'on célèbre au Brésil des cultes africains tels que le candomblé. (NdT)

– et qui a pour cadre la conférence de Berlin, entre 1884 et 1885, caractérisée par la répartition du continent africain entre les puissances impérialistes européennes et l'occupation militaire, politique et économique de l'Afrique.[11]

Lors de cette conférence, des pays tels que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Portugal, la Belgique, entre autres, ont ratifié la domination de l'Afrique et scellé l'exploitation des richesses minérales, de la terre et de la main d'œuvre africaine. A cette fin, ils ont, *grosso modo*, envahi militairement le continent, confisqué des terres, organisé des formes de travail forcé et créé une série d'impôts asphyxiants pour les travailleurs africains. Les *Codes du Travail indigène* représentaient de véritables règles d'exploitation compulsive du travail africain.

Ironiquement, comme Marx le dénonçait, tout ce processus de violence, d'exploitation et d'oppression – matérielle et symbolique – s'est fait, selon les Européens, au nom de l'extension de la civilisation et de l'humanisation du continent africain. Les Européens, tout en affirmant qu'ils apportaient le progrès matériel et spirituel aux peuples d'Afrique et qu'ils luttaient pour la fin de la traite d'esclaves, entreprirent toutes sortes de contrôles politiques et économiques visant à accroître leurs profits et à réduire les tensions sociales en Europe-même. Comme l'a souligné Eric Hobsbawm : « *A partir du moment où le grand impérialiste Cecil Rhodes observa en 1895 que, pour éviter la guerre civile, il fallait devenir impérialiste, la majorité des observateurs devinrent conscients du soi-disant "impérialisme social", c'est-à-dire de la tentative d'utiliser l'expansion impériale pour diminuer le mécontentement interne moyennant l'avancée économique ou la réforme sociale, ou d'autres manières*. »[12]

L'Afrique a été, sans aucun doute, le continent le plus attaqué par l'impérialisme européen, une attaque basée sur la doctrine des trois C : Commerce, Christianisme et Civilisation. La bourgeoisie européenne, soutenue par l'Eglise (catholique et protestante) et les Etats-Unis, a occupé directement et indirectement le continent africain, à la recherche de richesses, d'ostentation et de soulagement pour ses tensions internes.

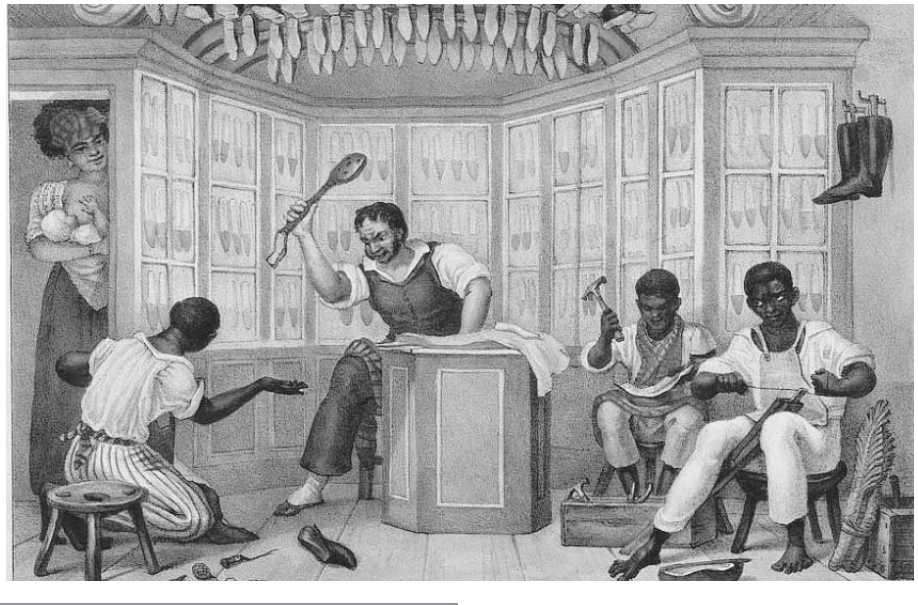


Le Monument Marx, à Chemnitz (Allemagne).
Dans Le Capital, *Marx étudie l'importance de la colonisation de l'Afrique et de l'esclavage dans le développement du capitalisme.*

C'est pourquoi Hobsbawm affirme l'impossibilité de séparer les raisons économiques de l'invasion des territoires coloniaux de l'action politique et des discours nécessaires à sa légitimation.[13] La conquête coloniale devenait un symbole des puissances européennes, et leur richesse, leur développement capitaliste et leur luxe ont été soutenus sur la base de beaucoup de violence et d'exploitation de l'Afrique et de ses habitants. Eric Williams[14] observe que cela se ressemble fort à ce qui se passait au 15e siècle, à l'époque du colonialisme et le début du processus de pillage, quand la douceur du sucre dans les tasses de café ou de thé des Européens et le plaisir du tabac étaient possibles en teignant les océans de par le monde avec le rouge du sang africain, en particulier dans l'Atlantique noir, où s'érige en symbole le navire négrier.[15]

Les conséquences de ce processus furent brutales non seulement pour le continent africain, mais pour tous les peuples de la diaspora. Hobsbawmx[16] met en évidence certains de ces impacts de l'expansion capitaliste sur les autres parties du globe :

- L'impact économique de l'impérialisme était significatif, mais ce que celui-ci avait de plus significatif était, bien sûr, sa profonde *inégalité* ;
- Ce que l'impérialisme apportait aux élites effectives ou potentielles du monde dépendant était donc essentiellement l'*occidentalisation* ;
- Il a créé à la fois les conditions de la formation de *dirigeants anti-impérialistes*, et les conditions qui, comme nous le verrons, ont commencé à donner de la résonance à leurs voix ;
- L'héritage culturel le plus puissant de l'impérialisme fut *une éducation façonnée à l'occidental* pour les minorités de divers types ;
- Au 19e siècle, les *non-européens* et leurs sociétés étaient de plus en plus présents, et ils étaient généralement *traités comme inférieurs*, indésirables, faibles et arriérés, voire puérils ;
- *L'exotique* fait de plus en plus partie de l'éducation quotidienne, comme dans la littérature pour enfants, les magazines.



La Boutique de Cordonnier du peintre français J.B. Debret.
Pour de nombreux africains, la colonisation européenne signifiait une vie d'esclavage sur leur terre ou à l'étranger.

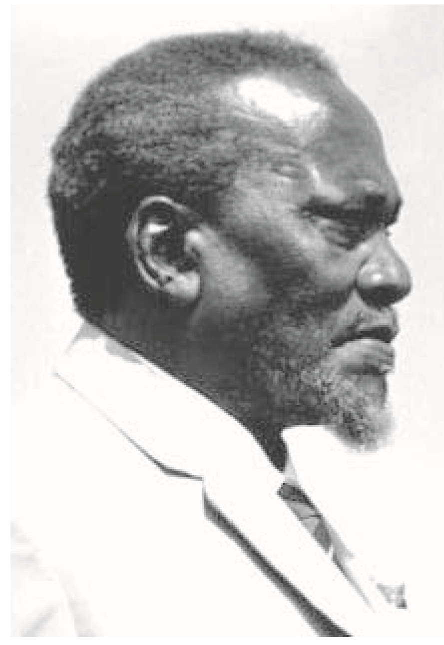
Serrano et Waldman mettent en évidence que l'impérialisme entreprit un gigantesque massacre culturel.[17] L'Angola, par exemple, comptait 97 % d'analphabètes l'année de l'indépendance, le Mozambique 98 %, la Guinée-Bissau 99 %. En d'autres termes, l'occupation impérialiste en Afrique a fait peu ou rien en termes de développement des pays africains.

Bien au contraire, comme l'affirment Parada, Meihy et Mattos, l'impérialisme européen a dessiné une carte artificielle de l'Afrique qui sera plus tard le substrat d'innombrables guerres civiles ; il a établi la division du monde entre le centre et la périphérie, entre civilisés et barbares ; il a déconstruit l'économie africaine et l'a rendue accessoire, spécialisée et prédatrice ; de plus, il a déstructuré les modes de production existants en imposant le statut de propriété foncière, l'impôt indigène, la culture et le travail forcés.[18]

En même temps, les idéologies de l'impérialisme – le racisme, le christianisme et le darwinisme social – ont fait du continent africain un espace de barbarie, de primitivisme et de criminalité.

Entre-temps, nous ne pouvons considérer la division et la conquête de l'Afrique que dans le cadre de l'Histoire européenne, comme l'a averti l'historien nigérian Uzoigwe. En ce sens, le rôle des élites africaines, qui dans de nombreux cas visaient à maintenir leur pouvoir et leurs richesses, était fondamental pour le succès de l'invasion impérialiste en Afrique. Selon Uzoigwe, tant les facteurs européens que les africains doivent être pris en considération. Il rejette « *l'idée que la division et la conquête étaient inévitables pour l'Afrique, comme un fait inscrit dans son histoire* ». Au contraire, il les considère comme « *la conséquence logique d'un processus de dévoration de l'Afrique par l'Europe, commencé bien avant le 19e siècle* ». Il admet « *que ce sont des motifs d'un ordre essentiellement économique qui ont encouragé les Européens et que la résistance africaine à l'invasion croissante de l'Europe a précipité la conquête militaire effective* ».[19]

C'est-à-dire que tant l'initiative complaisante de l'élite africaine que la résistance tenace de la majorité de la population du continent doivent être considérées lorsqu'on réfléchit sur l'impérialisme en Afrique dans une dimension africaine.



Jomo Kenyatta, leader de l'indépendance du Kenya

La résistance africaine et les leçons nécessaires pour la classe ouvrière brésilienne

Selon Terence Ranger,[20] la résistance africaine peut être analysée sous les aspects suivants : les Africains n'ont jamais accepté la dénommée *paix coloniale,* c'est-à-dire la prétendue pacification que les Européens auraient apportée au continent par la lutte contre la traite négrière ; les Africains se sont battus pour maintenir leur souveraineté, et leur résistance ne s'est pas faite via des mouvements peu importants ou désorganisés, comme le prétendaient les Européens. Ainsi, diverses formes de résistance ont été utilisées, entre autre des maladies simulées, lenteur du travail, évasions, pillages, destructions de moyens de transport, banditisme social, révoltes sociales, grèves. Les raisons de la résistance étaient nombreuses : perte de la souveraineté ; suppression de la légitimité des sociétés africaines ; idéologies religieuses qui ont servi de ferment à de nombreuses révoltes ; exploitation économique ; oppression culturelle.

En effet, Ranger insiste sur les trois postulats qui doivent être considérés dans la perspective africaine de la résistance : 1) la résistance africaine était fondamentale, car elle montrait que les Africains ne se soumettaient jamais à la « pacification » européenne ; 2) il ne s'agissait pas de résistances désespérées ou illogiques ; 3) les mouvements de résistance n'étaient pas insignifiants et sans importance, au contraire, ils ont eu des impacts dans leur contexte historique, et ils ont, aujourd'hui encore, une résonance remarquable.[21] *L'organisation* et la *généralisation* de la résistance paraissent encore plus claires si l'on y ajoute la liste des oppositions et des révoltes armées, ainsi que les mouvements de résistance indirecte antérieurs à l'agression économique européenne. La recherche sur les fondements idéologiques de la résistance s'enrichit si l'on y ajoute un nouvel élément : les premières manifestations d'une *conscience* chez les ouvriers et les paysans, l'idée de la souveraineté et la recherche d'un nouvel ordre moral.

Il n'y a pas de doute que la résistance africaine fut organisée dès les premiers moments de l'occupation européenne, et qu'elle prend forme dans la mesure où les populations ressentent dans la chair la marque de l'exploitation et de l'oppression européenne sur leur propre territoire et qu'apparaissent des idéologies et des mouvements qui seront fondamentaux dans le processus de décolonisation du continent, tels que la Théorie de la Négritude et le Mouvement panafricaniste. Des personnages tels que W. E. B. Du Bois, Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, Aimé Césaire, Léopold Senghor, Amilcar Cabral, Patrice Lumumba et Frantz



L'impérialisme européen a créé le stéréotype des peuples noirs africains en tant que « race inférieure ». La bande dessinée Tintin au Congo de l'artiste belge Hergé en est un exemple.

Fanon ont été des leaders des manifestations qui – théoriquement, et dans certains cas en prenant les armes – ont contribué au processus de lutte et de résistance des pays africains.

On ne peut pas nier que des facteurs externes tels que la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide ont été importants dans ce processus de décolonisation, mais, comme le signalent Parada, Meihy et Mattos, on ne peut pas leur attribuer un poids trop grand, comme l'a fait une grande partie de l'historiographie de l'Europe, sans prendre en compte la dynamique interne du continent avec ses plus de 30 millions de kilomètres carrés et ses milliers de langues.[22] C'est pourquoi les années 1950 et 1960 ont marqué de manière décisive la décolonisation politique des pays africains.

Selon Muniz Ferreira, « *l'Afrique était soudainement confrontée à la nécessité de se battre pour son indépendance économique, avant même de conclure le processus de lutte pour son émancipation politique. Faute de personnel technique, de technologie industrielle, de capitaux et même de marchés, et alors que le processus de dissolution des économies traditionnelles ne menait pas nécessairement à la formation d'un important contingent de consommateurs au pouvoir d'achat effectif, pratiquement l'ensemble des pays africains ont été confrontés à une vie indépendante soumise à une situation de dépendance dans le domaine de l'économie internationale.* »[23]

Qui plus est, au cours du 20e siècle – dans le processus de restructuration économique, de mondialisation et de crise du capital – l'Afrique a dû faire face aux politiques néolibérales imposées par leurs bourgeoisies, et à la persécution des mouvements sociaux et de la classe travailleuse africaine. Comme le dit Muniz Ferreira : « *La majorité des pays du continent africain, en proie à des contradictions internes, politiquement instables et économiquement stagnant, durent faire face aux transformations qui ont eu lieu dans la vie internationale au cours des deux dernières décennies du 20e siècle.* »[24]

Davantage de misère, de conflits sociaux et de guerres civiles ont éclaté en Afrique, associés à la persécution des mouvements sociaux de la classe travailleuse par des gouvernements autoritaires, de nature capitaliste et, dans certains cas, d'idéologie stalinienne. Cependant, les mouvements sociaux, le mouvement féministe, les syndicats et les autres mouvements de la classe travailleuse ont déclenché une série de luttes pour la démocratisation des Etats africains et la conquête de droits sociaux et politiques.[25]

Certains auteurs, parmi lesquels José Flávio Sombra Saraiva, ont proposé une plus grande insertion de l'Afrique dans le capitalisme, par le biais de ce qu'il considère comme *la renaissance africaine au 21e siècle*. Pour Saraiva, « *des réformes économiques libéralisantes, la réduction des vulnérabilités externes générée par un solde d'exportation et une attraction accrue d'investissements étrangers directs sont des faits qui, entre autres, sont accueillis comme le signe de la viabilité économique pour les Africains et surprennent même les auteurs de rapports d'organismes internationaux tels que le FMI et la Banque mondiale* ».[26]

Grace à un tour de passe-passe discursif, l'auteur esquive tous les problèmes engendrés par le néolibéralisme et la mondialisation sur le continent africain, ainsi que le fait que toute la misère et l'exploitation de l'Afrique vient justement de son insertion dans le capitalisme, de la traite des esclaves jusqu'à l'impérialisme. Le capitalisme a transformé le continent africain en une réserve de chasse d'êtres humains, d'exploitation du travail et d'expropriation de richesses. Pour le continent africain, l'issue ne peut être, et n'a jamais été, son insertion dans le capitalisme mondial. Au contraire, soit la classe travailleuse africaine et l'Afrique rompent avec le capitalisme et construisent le socialisme, en cherchant le dépassement de l'inégalité et l'émancipation humaine, soit la barbarie, commencé au 15e siècle, va s'approfondir.

En ce sens, l'exploitation du continent africain, depuis l'époque coloniale jusqu'au néo-libéralisme du 21e siècle, a été légitimée par la pratique répressive basée sur le racisme et les discours sur l'infériorité du peuple africain et de ses descendants. Le peuple brésilien, et surtout la population noire, héritière directe de l'Afrique, serait à l'image de ce continent : arriéré, primitif, barbare, incapable, improductif et paresseux. La population noire du Brésil, comme celle de l'Afrique et des peuples africains, devrait être civilisée et dominée par le capitalisme impérialiste pour produire une richesse qu'elle n'est pas en condition de générer par ses propres moyens. Pour cela, une série de manipulations idéologiques ont été construites, de la déformation complète de l'Histoire africaine jusqu'à la création des mythes d'infériorité des descendants d'origine africaine, comme au Brésil avec le mythe de la démocratie raciale et l'idéologie du blanchiment.[2]

Face à ces considérations, nous constatons que la constitution du capitalisme et ses effets sur la prolifération de la pauvreté et des inégalités en Afrique – ainsi que dans d'autres parties du monde – ne peut être pensée sans un lien direct avec les rapports de classes et de races. Le racisme et l'exploitation de classe ont été conjointement à la base du système de production capitaliste et de l'impérialisme européen.



Bien que la Constitution de 1988 considère le racisme et la discrimination contre la population noire comme un « crime », ils sont très présents dans la réalité actuelle du Brésil.

2 Le paradigme de la « démocratie raciale », élaboré par des intellectuels brésiliens dans les années 1930, fait l'éloge de l'égalité entre les citoyens, indépendamment de leur appartenance ethnique, au-delà de toute distinction de classe.
Le blanchiment (blanqueamiento) se réfère à un courant idéologique qui voit la modernisation comme l'assimilation des Noirs dans la civilisation blanche. Sous ce concept, la première République brésilienne après l'indépendance (1888–1889) promouvait l'immigration de Blancs européens.(NdT)

En fin de compte, comment lutter contre le capitalisme si on ne reconnaît pas le racisme ? Comment lutter contre les inégalités au travail en raison des pratiques discriminatoires quotidiennes, si on ne reconnaît pas ces actions discriminatoires ? Comme le dit Silva : « *L'esclavage et le patriarcalisme sont des éléments constitutifs et actuels dans le processus de formation de la société brésilienne selon les configurations historico-conjoncturelles. A ce titre, ils ne sont pas étrangers aux racines latentes de notre question sociale, ils sont présents dans le contexte de la colonisation par la question ethnique et le travail forcé, source de nombreux conflits sociaux et raciaux qui n'ont pas encore été surmontés.* »[27] Dans le cadre de cette construction, le mythe de la démocratie raciale nie les déterminations raciales de l'inégalité sociale en niant le racisme brésilien, et il ferme les portes à une analyse consciente de l'histoire brésilienne qui a ses racines dans la propriété latifundiaire, l'économie dépendante et l'esclavage. Ces trois éléments font partie de notre ethos civilisateur et imprègnent nos esprits, nos connaissances et nos positions politiques. Ce n'est pas pour rien que le modèle civilisateur de notre pays est eurocentriste et urbanocentriste.

Cela a de lourdes conséquences dans la lutte de la classe travailleuse. En ne reconnaissant pas le racisme comme une idéologie organique de la domination, les travailleurs noirs n'attaquent pas l'instrument idéologique central du maintien de leurs conditions sociales et ouvrent la porte à la création d'une armée de réserve industrielle composée de la population noire, qui a deux résultats : la marginalité du secteur noir et la surexploitation des travailleurs blancs.

Dans un autre sens, les travailleurs blancs, en ne reconnaissant pas le racisme comme l'un des déterminants des inégalités au Brésil, n'omettent pas seulement d'attaquer une théorie de la légitimité et du renforcement historique du capitalisme, mais ils finissent en outre par présenter comme allant de soi que la condition de la population noire est conséquence d'une formation scolaire inadéquate ou même d'une incapacité à travailler. Ces manières de voir trouvent une résonance dans l'historiographie brésilienne et la conditionnent, comme en témoigne l'étude de Silva sur trois des grandes icônes de l'œuvre intellectuelle brésilienne: Gilberto Freire, Sérgio Buarque de Holanda et Caio Prado Jr.

En ce sens, il est fondamental de révéler les déterminations de classe et de race dans la structuration des inégalités sociales et de la production de la pauvreté. C'est une tâche qui incombe à tous les mouvements sociaux, puisque l'unité de la classe travailleuse doit être l'unité concrète qui prend en compte les réalités différenciées des hommes, des femmes, des Noirs et des Blancs au Brésil. Ce que la bourgeoisie tente à tout prix de cacher, nous devons le mettre en avant comme une forme de lutte et de déstructuration des bases idéologiques du capitalisme.

En faisant cela, nous parviendrons à unir les exploités et les opprimés dans une action commune – à l'instar de nombreux moments dans l'histoire du Brésil tels que les quilombos –, contre le capital et ses instruments de domination et pour la construction de la révolution socialiste.

____

* Rosenverck Estrela Santos est enseignant de la Chaire interdisciplinaire en Etudes africaines et afro brésiliennes de l'Université fédérale du Maranhão (Brésil).

1. Curtin, Philip, *Tendencias recientes de las investigaciones históricas africanas y contribución a la historia en general*. Dans : Joseph Ki-Zerbo (org.), Historia Geral da África, vol. I. San Pablo, Ática ; París, Unesco, 1982.
2. Albuquerque, Luís, *Reflexões sobre a história de África no século XIX*. I Reunião Internacional de História de África. Lisboa: Centro de Estudos de História e cartografia antiga, 1989.
3. Curtin, Philip, op. cit.
4. Pereira, José Maria Nunes, *Colonialismo, racismo, descolonização.* Dans : Cândido Mendes, Estudos Afro-asiáticos, Año 1, n.º 2, 1978.
5. Pereira, José Maria Nunes, op. cit.
6. MARX, Karl, *Le Capital*, Livre I, chap. 31, Genèse du capitaliste industriel. https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-31.htm
7. Ibidem
8. Ibidem
9. Williams, Eric, *Capitalismo e escravidão*. San Pablo: Compania das Letras, 2012, p. 34.
10. MARX, Karl, op. cit..
11. Hernandez, Leila Leite, *A África na sala de aula: visita à história contemporânea.* 2ª ed. San Pablo: Selo negro, 2008; Uzoigwe, Godfrey N., *Partilha europeia e conquista da África: apanhado geral*. Dans : Boahen, Albert Adu, África sob dominação colonial, 1880-1935. San Pablo: Cortez; Brasília: Unesco 2011. (Coleção História Geral da África; vol. 7.)
12. Hobsbawm, Eric, *A era dos impérios 1875-1914.* 5ªed. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1998, p. 105.
13. Ibidem
14. Williams, Eric, op. cit.
15. Gilroy, Paul, *O Atlântico Negro.* Rio de Janeiro, UCAM, editora 34, 2001.
16. Hobsbawm, Eric, op. cit. p. 110-124.
17. Serrano, Carlos ; Waldman, Maurício. *Memória d'Africa: a temática africana em sala de aula*. San Pablo: Editora Cortez, 2010.
18. Parada, Mauricio ; Meihy, Murilo ; Mattos, Pablo, *História da África contemporânea*. Rio de Janeiro : Ed. PUC-Rio : Pallas, 2013.
19. Uzoigwe, Godfrey N., op. cit., p. 31
20. Ranger, Terence. *Iniciativas e resistência africanas em face da partilha e da conquista.* Dans : Boahen, Albert Adu, op. cit.
21. Ibidem, p. 72
22. Parada, Mauricio ; Meihy, Murilo ; Mattos, Pablo, op. cit.
23. Ferreira, Muniz Gonçalves, *A África contemporânea: dilemas e possibilidades.* Dans : Geledès, Instituto da mulher negra, 2017. (https://www.geledes.org.br/wp-content/uploads/2017/03/africa-contemporanea.pdf. Consulté le 15/01/2018).
24. Ibidem, p. 8
25. Founou-Tchouigoua, Bernard ; Kasanda, Albert, A África Subsaariana. Dans : Amin, Samir ; Houtart, François (org.), *Mundialização das resistências: o estado das lutas 2003*. San Pablo: Cortez, 2003, p. 8.
26. Saraiva, José Flávio Sombra, *A África no século XXI: um ensaio acadêmico*. Brasília: FUNAG, 2015, p. 27. Silva, Ivone Maria Ferreira da. *Questão social e serviço social no Brasil: fundamentos sócio-históricos*. Cuiabá: EdUFMT, 2008.

Les régimes politiques après l'indépendance

Alejandro Iturbe

La plupart des nouveaux pays de l'Afrique noire sont apparus dans les processus d'indépendance qui se sont développés après la Seconde Guerre mondiale face aux puissances coloniales. Dans de nombreux cas, l'indépendance fut le résultat de luttes difficiles et de guerres de libération nationale.



Patrice Lumumba, leader de l'indépendance de l'ex-Congo belge (aujourd'hui République démocratique du Congo).

Parmi ces luttes et ces guerres de libération, il y a celles de la République Démocratique du Congo (ex-Congo belge et ex-Zaïre) qui a accédé à l'indépendance en 1960 ; et de l'Angola, qui est devenu indépendant du Portugal en 1975.

L'Afrique du Sud a connu un processus différent : L'indépendance fut obtenue par la bourgeoisie blanche d'origine néerlandaise (les Boers), pour ensuite construire le régime d'apartheid sur la population noire.[1] Au Zimbabwe (ex-Rhodésie), il y a eu d'abord une période indépendante menée par la bourgeoisie blanche d'origine anglaise, qui a tenté de répéter l'expérience de l'Afrique du Sud dans les années 1960, puis une guerre du peuple noir contre la bourgeoisie blanche, dirigée par le ZANU (Union Nationale Sud-africaine du Zimbabwe), qui a triomphé à la fin des années 1970.

Après l'indépendance, dans plusieurs de ces pays, il y a eu des guerres civiles entre les factions de la guérilla noire. Ces affrontements entre factions trouvent leur origine dans la combinaison des querelles sur le contrôle du nouvel Etat avec une politique d'intervention indirecte de l'impérialisme qui soutient certaines de ces factions. Dans certains cas, s'y sont ajoutées des rivalités entre les différents groupes ethniques noirs sur lesquels ces factions de guérilla se sont appuyées et dont l'impérialisme a cherché à tirer parti.

Ce fut le cas de la République démocratique du Congo et de la confrontation entre le gouvernement de Patrice Lumumba et les forces de Moïse Tsombe qui avaient le soutien de la Belgique, des Etats-Unis et de la France.[2] Ce fut également le cas de l'Angola et de la longue guerre civile entre le gouvernement du MPLA (soutenu par l'URSS) et l'alliance entre le FNLA et l'UNITA (soutenue par les Etats-Unis et la Chine).

Une alternative qui s'est refermée par la droite

Dans chaque pays, les processus, bien qu'ayant des spécificités, avaient beaucoup de caractéristiques et d'éléments communs. L'un de ces éléments communs est la nature des directions qui les ont dirigés. Ces mouvements de libération nationale étaient des organisations d'idéologie et de programme nationaliste bourgeois à forte empreinte anti-impérialiste (même si certains se définissaient comme « marxistes léninistes »), avec des dirigeants petits-bourgeois et une base populaire-plébéienne.

A la suite des luttes pour l'indépendance, ces mouvements ont détruit les institutions politico-militaires de l'impérialisme dans leurs pays. Leur propre structure politico-militaire devint alors la base d'un nouvel Etat. Dans ces conditions, ces organisations ont eu la possibilité de définir de manière autonome le cours de la révolution. Cela a été favorisé par le fait que les bourgeoisies de la période coloniale (les fonctionnaires et les colons européens) ont été expulsés ou ont abandonné le pays en y laissant leurs biens.

Dans la plupart de ces pays, il n'y avait pratiquement pas de bourgeoisies noires,à l'époque coloniale, mais au mieux, des secteurs petits-bourgeois noirs ou des fonctionnaires noirs privilégiés (comme les *évolués* congolais). Une grande partie de la direction des mouvements de libération venait de ces secteurs. (C'est notamment le cas de Patrice Lumumba.)

Ces mouvements et ces gouvernements avaient deux alternatives. La première était de suivre la « voie cubaine » : centraliser au sein de l'Etat les principaux leviers de l'économie et, sur la base d'une planification centralisée, initier une économie de transition vers le socialisme et la construction de nouveaux Etats ouvriers (les premiers en Afrique). La seconde était de construire un Etat bourgeois. En accord avec leur caractère de classe et leur programme, ces directions ont opté pour cette dernière option.

Toutes ont le mérite incontesté d'avoir mené de grandes luttes anticoloniales triomphantes. Mais face à

l'alternative que nous avons analysée, elles ont opté pour la deuxième voie. On ne peut comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans ces pays que comme une conséquence de ce choix.

Les régimes staliniens bourgeois

En étudiant les processus révolutionnaires de la deuxième après-guerre, Nahuel Moreno a consacré beaucoup d'attention à ceux qui ont eu lieu dans les pays colonisés.[3] Dans l'un de ces documents, il analyse:

« Il y a des révolutions qui ont avorté, qui n'ont abouti à aucune réalisation socialiste et qui ont stagné dans une révolution politique, qui ont seulement donné naissance à un nouveau régime en remplacement du précédent, totalitaire, envahisseur ou colonial. Apparemment, ce ne sont que des révolutions nationales démocratiques qui ont triomphé. Mais ce n'est pas le cas, car, comme nous l'avons déjà longuement expliqué, en dessous de ce processus, ce qui est en cours, c'est une révolution socialiste, bien qu'elle s'exprime dans un premier temps en tant que révolution démocratique ou coloniale. Ceux qui ont fait avorter ces révolutions, les empêchant d'avancer, d'atteindre leur terme, pour empêcher la révolution socialiste de triompher, ce sont les leaders du mouvement de masse, et principalement le stalinisme mondial. » «

Moreno se réfère par la suite précisément à ces mouvements qui détruisent d'abord l'Etat colonial et ses forces armées, puis se limitent à la reconstruction de l'Etat bourgeois, à l'instar du FLN algérien.[4]

Des processus similaires, qui se sont même arrêtés plus tôt, ont eu lieu dans d'autres pays coloniaux. Ce fut entre autres le cas des anciennes colonies portugaises :

« Il y eut des victoires des guerres anti-coloniales en Afrique qui ne sont pas parvenues à un régime ouvrier et paysan, c'est-à-dire que les nouveaux gouvernements n'ont pas été jusqu'à rompre avec la bourgeoisie ou avec l'impérialisme (dans les pays où il n'y avait pas de bourgeoisie noire relativement forte). Les gouvernements des guérillas victorieuses dans les anciennes colonies portugaises en Afrique (Angola et Mozambique), bien qu'ils aient eu des frictions fortes avec l'impérialisme yankee, a continué d'entretenir des relations étroites et semi-coloniales avec le faible impérialisme portugais, et de cette façon, avec tout l'impérialisme mondial. Et avec le temps qui passe, même les frictions profondes avec l'impérialisme yankee diminuèrent [...] *Nous les appelons des régimes staliniens bourgeois parce que ces colonies sont gouvernées par les partis nationalistes staliniens qui, en dépit de frictions, de chocs et d'affrontements (même armés) avec l'impérialisme yankee, reconstruisent rapidement l'Etat bourgeois semi-colonial.* [...] *Bien qu'il n'y ait pas de parti bourgeois au pouvoir, nous ne les appelons pas ouvriers et paysan, parce que le parti nationaliste-stalinien ne rompt pas avec l'impérialisme ou le régime bourgeois. »*



Che Guevara à l'époque où les troupes cubaines participaient à la guerre civile au Congo (1965).

Une évolution qui se ressemble aux régimes bonapartistes sui generis

Il existe bien sûr des spécificités à chaque pays : persistance ou non de bourgeoisies coloniales d'origine européenne, existence ou non de secteurs bourgeois noirs, poids plus ou moins grand du stalinisme dans les mouvements anticoloniaux dirigeants, etc. Mais dans la mesure où aucun pays n'avance vers la création de nouveaux Etats ouvriers et vers la transition au socialisme, ils finissent tous (tôt ou tard) par acquérir des traits similaires aux régimes que Trotsky appelait « bonapartiste sui generis » quand il analysait le régime mexicain du général Lázaro Cárdenas, dans les années 1930.[5]

Ce sont donc des régimes bourgeois à travers lesquels la faible bourgeoisie nationale voulait négocier dans de meilleures conditions avec l'impérialisme. C'est pourquoi ils ont adopté une idéologie nationaliste bourgeoise (« défendre le pays contre l'impérialisme »), ils ont initié un certain degré de coordination avec les autres nations semblables (le Panafricanisme), et ils ont même flirté avec des idées telles que le « socialisme national » ou le « socialisme africain ».

Dans d'autres écrits de la même période, Trotsky a expliqué qu'une caractéristique importante de ces régimes des pays arriérés est de *« tirer parti des antagonismes entre différents pays et groupes de pays impérialistes pour se défendre »*. Au moment de l'émergence des nations africaines, ces régimes ont également profité des contradictions entre les pays impérialistes, d'une part, et du bloc de l'URSS et des Etats ouvriers, d'autre part, pour essayer de se créer leur propre espace. Une expression de cette dynamique fut la création, en 1961, du Mouvement des Pays Non-Alignés (MPNA), qui comptait 29 membres.[6]

Initialement, la participation africaine était faible (seulement 6 nations étaient présentes). Mais elle alla croissant par la suite. En 1963, l'Organisation pour l'Unité Africaine fut créée avec les mêmes principes que la MPNA, avec 31 pays membres. En 1970, la IIIe Conférence du MPNA se tint à Lusaka, la capitale de la Zambie.



Le nonagénaire Robert Mugabe était, jusqu'à récemment, le président « éternel » du Zimbabwe.

Autres caractéristiques importantes

Tout comme les régimes analysés par Trotsky, ces régimes ont pris des mesures anti-impérialistes (expropriations et nationalisations, ou promotion de branches de l'économie par l'Etat) afin d'avoir un plus grand contrôle de l'économie nationale, mais celles-ci ne dépassaient jamais les limites du système capitaliste ni de l'Etat bourgeois. Cet aspect s'inscrit dans ce que Trotsky lui-même a défini comme « capitalisme d'Etat ».

D'autre part, pour contrebalancer la pression impérialiste, ils s'appuyaient sur un certain degré de mobilisation des masses, et à cet effet, ils leur donnaient des concessions pour obtenir leur soutien et leur identification au régime. En même temps, ils devaient exercer une emprise solide sur elles, pour empêcher que cette mobilisation ne les déborde, avance à des niveaux plus élevés et menace le système capitaliste et l'Etat bourgeois.

C'est pourquoi il s'agissait de régimes différents des démocraties bourgeoises (articulées autour des élections et du Parlement). Leurs institutions centrales (avec des combinaisons différentes, de poids relatif selon les cas) sont le chef ou le commandant, les forces armées et le parti-régime (auquel les syndicats ou les organisations sociales sont disciplinées).

Parallèlement à cela, vu l'absence de secteurs de la bourgeoisie (ou l'existence de secteurs très faibles), le contrôle de l'Etat est un facteur décisif pour réaliser leur « accumulation primitive » comme classe bourgeoise. Pour cette raison, soit ils ont toujours durement réprimé leurs adversaires, soit les affrontements entre les différentes factions ont acquis le caractère de guerre civile.

Une profonde contradiction

Au-delà des spécificités de leur genèse, ces régimes ont deux éléments communs. D'une part, compte tenu de leur origine, ils gouvernent des pays qui atteignent un certain degré d'indépendance ou d'autonomie relative vis-à-vis de l'impérialisme (nous insistons sur le concept de « relatif »). D'autre part, ils doivent « institutionnaliser » (ou, ce qui revient au même, « geler » et arrêter) les révolutions ou les processus révolutionnaires sur lesquels ils se sont appuyés.

C'est pourquoi ce sont des régimes qui expriment une combinaison contradictoire. Ils sont bourgeois et freinent les révolutions et ils sont donc réactionnaires et ennemis des travailleurs. D'autre part, ce trait central est combiné avec des aspects progressistes : leurs frictions avec l'impérialisme et leur résistance à lui, et les concessions aux masses (pour lesquelles celles-ci les soutiennent et s'identifient à eux, pendant toute une période).

A cause de ces frictions et de leur résistance à l'impérialisme, celui-ci les a souvent attaqués par des sanctions, des tentatives de coups d'Etat et même des agressions militaires directes ou indirectes (comme au Congo et en Angola). Quand cette situation s'est produite, nous n'avons eu aucun doute de défendendre le pays attaqué, face à l'impérialisme.

De nouveaux secteurs bourgeois « nationaux »

A partir du contrôle des nouveaux Etats bourgeois émergent de nouvelles bourgeoisies nationales (ou se développent des secteurs faibles préexistants), sur base du parasitage et de l'usufruit de «leur» Etat. Dans les secteurs centraux dominants (et dans leur cercle d'influence), certaines de ces accumulations capitalistes sont vraiment obscènes par rapport à la pauvreté générale de la population (parfois désespérée).

La fortune de Robert Mugabe, jusqu'à récemment « président éternel » du Zimbabwe, a été calculée en 1,75 millards de dollars. Il possède la principale société nationale d'exploitation de diamants, de nombreuses fermes et maisons dans son pays et à l'étranger, et des comptes en Suisse et dans plusieurs paradis financiers. Sa femme s'appelle «Gucci Grace» parce qu'elle ne porte que des vêtements et des accessoires de cette marque.[7]. La tentative de la désigner comme son héritière au pouvoir fut l'un des déclencheurs du coup d'Etat de la direction des Forces armées du Zimbabwe.

Au Congo, « *deux rapports indépendants, l'un du Congo Research Group new-yorkais et l'autre de Bloomberg, indiquent que le président Joseph Kabila et ses plus proches parents ont établi un vaste réseau d'affaires avec plus de 80 entreprises au Congo et à l'étranger, plus de 100 permis d'extraction d'or et de diamants sur un territoire de 450 kilomètres à la frontière avec l'Angola et jusqu'à 71 000 hectares de terres cultivables.* [...] *Le réseau des entreprises atteint presque tous les secteurs de l'économie congolaise : exploitation minière, alimentaire, agricole, bancaire, télécommunications, marché immobilier et même une compagnie aérienne.* [...] *Les enquêtes concluent que les entreprises ont généré des bénéfices de centaines de millions de dollars au cours des cinq dernières années. »*.[8]

Le cas de la famille de José Eduardo dos Santos, l'ancien président de l'Angola récemment remplacé, est encore plus « obscène » : sa fortune a été évaluée par le *New York Times* à 20 milliards de dollars (dans un pays dont le PIB était de 90 milliards de dollars en 2016). Sa fille Isabel est présidente de la compagnie pétrolière d'Etat Sonangol et elle intervient comme entrepreneure non seulement dans le secteur de l'énergie, mais aussi dans ceux de la banque et des télécommunications. En 2016, le magazine *Forbes* la considérait comme la femme la plus riche d'Afrique.[9]

En analysant le gouvernement du général Lázaro Cárdenas, au Mexique, Trotsky a élaboré la notion de « régime bonapartiste sui generis ».





Kwame N'krumah, premier président du Ghana, fut l'un des fondateurs du Mouvement des Pays Non Alignés en 1961.

Les changements régressifs de ces régimes

Les limites du capitalisme n'étant pas dépassées, l'impérialisme et ses alliés nationaux maintiennent intacts ou reconstruisent les bases économiques qu'ils utiliseront plus tard pour avancer et dominer ces pays. Leur indépendance est donc très instable et transitoire, parce que leurs gouvernements l'érodent de façon permanente. Se référant à la Libye et à son leader d'alors, Moreno soulignait dans les années 1980 :

« Kadafi est un cheval de Troie contre l'indépendance, car tant qu'aucun progrès n'est fait vers l'expropriation de la bourgeoisie, tant qu'aucun Etat ouvrier ni aucune économie planifiée n'est implantée, le danger que la crise ne mène la bourgeoise indépendante à se soumette à la politique de l'impérialisme sera toujours présent. Toute la politique de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie nationale à la tête de ces Etats conduit toujours à une perte d'indépendance, à une impasse : pour maintenir l'indépendance, il faut avancer vers le socialisme. Mais elles ne veulent pas aller dans cette direction. »[10]

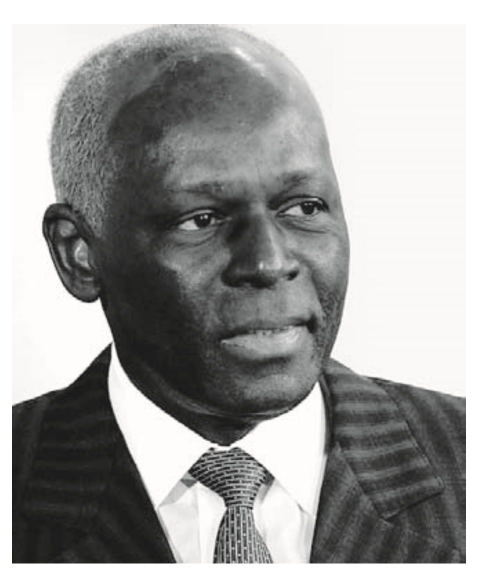
Il y a un postulat : celui qui ne rompt pas avec le capitalisme impérialiste finit par devenir, tôt ou tard, son instrument. C'est ce qui s'est passé avec ces régimes : ils ont fini par miner l'indépendance relative de leurs pays.

Dans le cadre de l'offensive de recolonisation, développée par l'impérialisme depuis les années 1980 et 1990, le refus de dépasser le capitalisme et l'Etat bourgeois conduit ces dirigeants inévitablement à devenir des agents de l'impérialisme. Cela s'est manifesté, dans le cas de l'Angola, par l'abandon de la part du MPLA de son « marxise-léninisme » autoproclamé. Elles perdent ainsi leur aspect progressiste central (les frictions avec l'impérialisme et la résistance à lui). On peut discuter si elles sont les « agents préférés » ou si l'impérialisme préférerait d'autres protagonistes. (Ici, toute une série de facteurs spécifiques entrent en jeu.) Mais le contenu de ces régimes devient le fait de garantir à l'impérialisme l'appropriation d'une grande partie de la richesse nationale, à travers le bradage de ressources naturelles et d'entreprises publiques et le paiement de la dette extérieure.

Samora Machel, le premier président du Mozambique indépendant, a dirigé un type de régime politique que Nahuel Moreno a appelé « stalinien-bourgeois ».



Dans certains cas, comme en Angola, il y a eu un certain développement et une «modernisation» capitaliste du pays. Mais ce fut dans le cadre de l'avancement de la semi-colonisation du pays et de l'accentuation des inégalités sociales très profondes, avec un petit secteur de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie privilégiée, et une écrasante majorité vivant dans une grande pauvreté.[11] Il n'y a plus aucune possibilité de maintenir les quelques concessions données auparavant aux masses, et les régimes commencent à les attaquer de façon permanente. Il n'y a plus moyen de convaincre les masses qu'il s'agit de « leur régime ».



La fortune accumulée par l'ancien président angolais José Eduardo dos Santos et sa famille dépasse les 20 milliards de dollars.

L'augmentation de la faim et de la misère, le transfert de la souveraineté et de la richesse nationale et l'affichage obscène de la richesse de la part des privilégiés du régime nourrissent la haine des masses qui rompent avec ceux-ci et commencent à se battre de plus en plus pour les renverser. Le cas du Zimbabwe est encore plus pathétique : le régime de la ZANU ne peut même pas afficher le « développement » économique de l'Angola et souffre d'une dégénérescence « à l'état pur ».

Les secteurs bourgeois qui soutiennent le régime et en profitent répondent à cette rupture des masses avec la suppression de tout aspect démocratique et une répression très dure qui, dans certains cas, n'est plus sélective et devient massive, au point d'atteindre parfois des niveaux génocidaires. En perdant leurs aspects progressistes et en « s'endurcissant » face aux masses, ils se transforment en dictatures classiques.

Quelques conclusions

Dans plusieurs articles de ce magazine, nous analysons de manière spécifique la situation de plusieurs pays africains.

Cependant, nous pouvons tracer quelques caractéristiques communes :

- Bradage des richesses naturelle aux pays impérialistes (et à d'autres, qui ne le sont pas, comme la Chine et le Brésil) ;
- Récupération par ces pays impérialistes de l'espace politique qu'ils avaient perdu avec l'indépendance de ces nations ;
- Emergence de nouveaux secteurs bourgeois à partir du parasitisme de l'Etat (avec, dans certains cas, de violents conflits pour le contrôle de ces Etats) ;
- Corruption profonde associée à ce parasitisme ;
- Des attaques très dures envers les masses ;
- Commencement, par ces dernières, de processus de résistance et de luttes.

Il y a une conclusion principale que Nahuel Moreno a déjà signalée : *« Pour maintenir l'indépendance, il faut avancer vers le socialisme ».* Il appliquait ce que Trotsky a analysé dans sa Théorie de la Révolution Permanente et la combinaison entre les tâches démocratiques et les socialistes.

Un sujet que nous abordons dans le prochain article.

____

1 Le régime de l'apartheid sud-africain a été démantelé entre 1990 et 1994, un processus que nous avons analysé dans d'autres articles de ce magazine.

2 Lumumba a été renversé à la fin de l'année 1960, puis séquestré et assassiné en janvier 1961, mais la guerre civile a continué encore pendant plusieurs années .

3 Voir dans *Revoluciones del siglo XX. le chap. 11, Las révoluciones abortadas. <http://www.lct-cwb.be/images/pdfs/Moreno_es/36_NM.pdf>*

4 Sur ce sujet, en plus de l'œuvre de Moreno déjà été mentionnée, voir : <https://litci.org/es/menu/teoria/historia/la-independencia-de-argelia/>

5 Voir l'article de Léon Trotsky, *L'industrie nationalisée et l'administration ouvrière*, 12.5.1939.

6 En dépit de son nom, se référant à une équidistance dans la supposée division du monde entre « pays capitalistes » et « pays socialistes », le MPNA a été en réalité impulsée par le bloc de pays sous contrôle du stalinisme. La Yougoslavie en a été un des grands promoteurs et Cuba y a participé dès le début. Avec cette politique, la direction stalinienne de l'URSS a cherché à gagner de l'influence au détriment des pays impérialistes et, en même temps, à freiner par son influence les processus révolutionnaires anticoloniales et anti-impérialistes.

7 <http://portalmoznews.com/2017/11/fortuna-bilhoes-dolares-mugabe-roubou-exposta.html> et <http://www.bbc.com/portuguese/internacional-42008970>

8 <http://www.lavanguardia.com/internacional/20170729/43160792102/cortijo-kabila-congo-fortuna.html>

9 <http://www.dw.com/pt-002/fortuna-oculta-do-presidente-angolano-supera-largamente-a-do-primeiro-ministro-chin%C3%AAs/a-16345160>

10 *Revoluciones del siglo XX - o.c.*

11 L'auteur angolais Pepetela a brossé dans son roman *Se o passado não tivesse asas* (Si le passé n'avait pas d'ailes) un tableau très vif du processus en Angola : la « modernisation » du pays, l'émergence de nouveaux secteurs bourgeois et petit-bourgeois, en contraste avec la pauvreté de l'ensemble de la population.

Les tâches démocratiques et la révolution permanente

Alejandro Iturbe

La situation actuelle des pays de l'Afrique noire démontre de manière très aiguë la validité des aspects centraux exposés par Léon Trotsky dans sa théorie de la révolution permanente.



Dans sa Théorie de la révolution permanente, Léon Trotsky analysa la relation entre les tâches démocratiques et les socialistes dans les processus révolutionnaires.

Dans les Thèses (écrites à la fin de l'élaboration qu'il développa en 1929), Trotsky dit :

Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale *ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.*[1]

Dans le language marxiste, les « tâches démocratiques » sont celles mises en avant par la bourgeoisie à l'époque révolutionnaire, quand celle-ci a combattu et détruit les structures économiques et les Etats féodaux pour devenir la classe dirigeante de la société. Dans ces tâches, elle s'appuya sur la lutte des masses insurgées et les mena dans des processus dont le modèle historique fut celui de la Révolution française (1789).

Les principales tâches révolutionnaires accomplies par la bourgeoisie à cette époque furent l'unité nationale de différents pays européens, la destruction du régime féodal et la construction de la démocratie bourgeoise parlementaire, et la distribution des terres (jusque-là la propriété majoritaire de la noblesse).

Parallèlement à ces révolutions, un autre processus révolutionnaire se développa qui n'était déjà plus dirigé contre l'ancien féodalisme, mais contre le capitalisme qui commençait à mettre en œuvre sa prédominance mondiale : la lutte pour l'indépendance des diverses nations coloniales conquises par les puissances centrales dans les siècles précédents. Sur le continent américain, cette période commence avec l'indépendance des Etats-Unis (1776), et se poursuit en Haïti (1804) et avec le processus de libération des colonies espagnoles (commencé en 1810). A chaque fois, il y a eu des guerres révolutionnaires contre les nations colonialistes afin de défendre et de consolider l'indépendance. La dynamique du Brésil fut différente : ceux qui déclarent l'indépendance en 1821 sont une branche de la monarchie et de la cour portugaise installée dans le pays.

Les tâches démocratiques sous le capitalisme impérialiste

Cependant, dans de nombreux pays et régions, la bourgeoisie fut incapable de mener à bien une ou plusieurs tâches démocratiques qui, par conséquent, restaient en suspens. D'autre part, le développement du capitalisme créait de nouvelles tâches démocratiques et la nécessité de lutter pour elles. Il s'agit par exemple de la résurgence de l'esclavage à grande échelle aux Etats-Unis, au Brésil, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, au service du développement capitaliste (essentiellement avec l'enlèvement et le transfert forcé d'esclaves noirs africains). Ou de la colonisation presque totale de l'Afrique dans la dernière partie du 19e siècle (quand presque toutes les nations américaines avaient déjà réalisé leur indépendance).

En outre, au 20e siècle, une nouvelle forme de domination fut développée par les puissances impérialistes : la semi-colonisation. C'est-à-dire, le contrôle de pays formellement indépendants dans l'arène politique, mais dépendants et dominés sur le terrain économique et financier par les anciennes ou nouvelles puissances impérialistes. (C'est pourquoi, finalement, ils sont dominés aussi sur le terrain politique.) Une tâche fut mise à l'ordre du jour : la « libération nationale » ou la « deuxième et définitive indépendance ».

D'autre part, pour vaincre la résistance des masses et assurer ses propres acquis, le capitalisme impérialiste doit faire appel de façon quasi permanente à la violence et à la répression contre les masses, par des coups d'Etat, des guerres, des invasions et des occupations, des dictatures, des régimes bonapartistes, ou par la répression « institutionnelle » dans les régimes bourgeois « démocratiques ».

L'actualité de la théorie de la révolution permanente

D'après tout ce que nous avons analysé, la lutte pour les anciennes et les nouvelles tâches démocratiques est à l'ordre du jour. Mais cette lutte ne vise plus le système et les classes féodales (ou ce qui en reste), mais bien le capitalisme impérialiste dans son ensemble : c'est-à-dire la bourgeoisie impérialiste et les bourgeoisies nationales (qui sont leurs agents). Cela signifie que la lutte pour les tâches démocratiques fait partie d'un processus plus vaste qui les englobe : la révolution ouvrière et socialiste et ses tâches propres. Trotsky fut le premier à souligner très clairement cette continuité, ou « connexion interne », des différentes tâches révolutionnaires, lors des débats entre marxistes russes qu'il développa entre les révolutions de 1905 et de 1917. Puis, à partir de l'expérience de la révolution réussie, et de celle qui fut vaincue en Chine (1923-1928), il écrit la formulation définitive de sa théorie. Nous avons déjà mentionné une de ses principales conclusions : les tâches démocratiques ne peuvent être résolues de manière « *intégrale et réelle* » qu'à travers « *la dictature du prolétariat* ».

Cela signifie que la classe ouvrière prend le pouvoir en tant que leader de « *la nation et des masses opprimées* » et commence à résoudre ces tâches démocratiques en même temps que les tâches de la révolution socialiste :

La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente.[2]

Dans une autre thèse, il ajoute un autre concept central : le caractère international de la révolution socialiste.

La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. (…) La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale, et s'achève sur l'arène mondiale.[3]

En étudiant les processus révolutionnaires après la Seconde Guerre mondiale (qui ont suivi un cours différent de la révolution russe), le trotskiste argentin Nahuel Moreno a reformulé certaines des considérations faites par Trotsky dans ces Thèses. D'une part, il a revendiqué l'obtention de l'indépendance dans plusieurs pays africains et dans d'autres régions, de même que le renversement de régimes dictatoriaux à travers l'action révolutionnaire des masses, comme de grands triomphes. D'autre part, cette « extension » de l'application de la théorie fut réalisée dans le cadre de la revendication de son essence :

Toutes les révolutions actuelles sont socialistes par l'ennemi auquel elles font face - la bourgeoisie et son appareil étatique - et par le caractère de classe de ceux qui les font, les travailleurs. [4]

Dans ce texte et dans d'autres, il développe le concept suivant : les révolutions démocratiques qui ne progressent pas vers la construction de nouveaux Etats ouvriers et vers la transition au socialisme sont vaincues ou régressent et sont avortées.

Enfin, il encadre cette considération dans le caractère international de la révolution permanente : « *Les révolutions nationales sont des épisodes importants de cet affrontement mondial* »[5] (entre révolution et contre-révolution à l'échelle mondiale).

La conclusion que tirent Trotsky et Moreno est que, en même temps qu'il nous faut être les promoteurs et les participants de ces processus de lutte, nous devons aussi combattre la politique des directions bourgeoises et petites-bourgeoises.

La révolution permanente en Afrique noire

Tous ces concepts valent de manière aiguë en Afrique noire. En ne progressant pas vers la révolution socialiste à l'échelle nationale (et encore moins en promouvant son expansion internationale), les processus révolutionnaires développés dans les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale finirent par reculer et avorter ou être vaincus. La politique appliquée par les dirigeants bourgeois et petit-bourgeois en est responsable. Beaucoup d'entre eux ont été soutenus par le stalinisme ou y ont été intégrés. De cette façon, les victoires obtenues grâce aux luttes révolutionnaires furent perdues ou érodées à l'extrême.

Dans la plupart des pays, l'indépendance est aujourd'hui une fiction. Ils sont devenus des semi-colonies de l'ancienne métropole ou d'autres puissances impérialistes. Dans certains pays, il y a des éléments coloniaux, comme ceux qui font partie de la CFA (Communauté Financière Africaine), qui ont subordonné leur souveraineté monétaire à la surveillance française. Les articles de cette revue à propos de plusieurs pays de ce continent abondent



Le trotskiste argentin Nahuel Moreno reformula et étendit certaines des considérations de Trotsky sur les révolutions démocratiques dans le cadre de la révolution permanente.

en données sur cette réalité. Les nouveaux régimes politiques cessèrent d'être l'expression de la souveraineté pour devenir des agents du bradage et du pillage.

L'aspiration à « l'unité panafricaine » ne reste que sur le papier (tout comme le Panarabisme ou la Grande Patrie latino-américaine) et aujourd'hui personne n'en parle. Certaines tentatives partielles, comme la Fédération du Sénégal et du Mali ou la Sénégambie (la fusion du Sénégal et de la Gambie), ont rapidement échoué. Pire encore, des guerres éclatent constamment entre certains pays en raison des conflits entre leurs bourgeoisies. En outre, de nombreux groupes ethniques fomentent des guerres sécessionnistes dans lesquelles la lutte motivée par l'oppression va de pair avec les aspirations de secteurs bourgeois pour leur propre espace de bradage et de pillage.

La fin de l'apartheid en Afrique du Sud n'impliqua pas la fin de l'exploitation et de la misère pour la majorité des travailleurs et des Noirs par la bourgeoisie blanche. Elle n'a fait qu'y ajouter le développement d'une nouvelle bourgeoisie noire, issue principalement des cadres de l'ANC et du Cosatu.

Dans de nombreux endroits, les droits et libertés démocratiques ne furent pas non plus garantis. En Angola et au Zimbabwe, il n'y a pas d'élections, ou elles ne sont que « symboliques » afin de sauvegarder le pouvoir du MPLA et du ZANU. Au Congo, Joseph Kabila les a reportées pour perpétuer son régime. Au Soudan, la population du Darfour et les luttes contre le régime sont sévèrement réprimées. Ce sont des régimes dictatoriaux, ou ils sont en train de le devenir. Même dans les pays qui, comme l'Afrique du Sud, maintiennent un régime démocratique bourgeois, les gouvernements n'hésitent pas à réprimer par le feu et le sang, comme lors du massacre des travailleurs de la mine de Marikana, en 2012.

La CFA (Communauté Financière Africaine) regroupe divers pays d'Afrique dont la monnaie est supervisée par l'impérialisme français.

Il y a donc diverses tâches démocratiques pour lesquelles les travailleurs et les peuples africains doivent lutter : se libérer du joug impérialiste, renverser les dictatures, unifier un continent dont les pays souffrent de problèmes très similaires, etc.

Celles-ci ne seront toutefois pas menées à bien par les bourgeoisies nationales (qui font partie du problème), mais bien par les travailleurs, dirigeant les masses opprimées et combattant non seulement l'impérialisme, mais aussi les bourgeoisies qui en sont les agents.

C'est la seule manière de résoudre ces tâches démocratiques, en les combinant, nécessairement, avec les tâches socialistes qui les rendront « efficaces et intégrales ».



L'unité des pays d'Afrique noire ne sera réalisée que par une Fédération des Républiques Socialistes du continent.

Comme nous l'avons dit, ces luttes commencent et peuvent remporter des victoires dans chaque pays. Mais l'aspiration à l'unité de l'Afrique noire ne pourra se réaliser que par une Fédération de Pays Africains Socialistes, où les nombreuses richesses du continent sont mises au service de la satisfaction des besoins des travailleurs et des masses, et dans laquelle, en même temps, les droits et les spécificités des multiples groupes ethniques différents sont respectés. Ce sera, en outre, un puissant levier de la révolution mondiale sur la voie de la défaite définitive du capitalisme impérialiste dans le monde entier, tâche stratégique sans laquelle tout triomphe national ou régional sera toujours menacé.

Dans cette lutte, difficile mais possible grâce à la grande tradition combative des peuples africains, il est nécessaire de construire des partis révolutionnaires nationaux pour les diriger, qui fassent partie d'une organisation internationale révolutionnaire. La LIT-CI est au service de cette tâche.

____

1 L. Trotsky, *La révolution permanente - Qu'est-ce que la révolution permanente ?* -thèse 2
2 Ibidem, thèse 8
3 Ibidem, thèse 10
4 N. Moreno, *Actualisation du Programme de Transition*, thèse 15 - http://lct-cwb.be/images/pdfs/Moreno/1980_actualisation_programme_transition.pdf
5 N. Moreno, Revoluciones del siglo 20 - http://www.lct-cwb.be/images/pdfs/Moreno_es/36_NM.pdf - Revolutions of the XX Century https://www.marxists.org/archive/moreno/1986/r20c.pdf- (chap. 6)

Qu'est-ce qui (ne) change (pas) en Angola ?

António Tonga

Depuis son indépendance, il y a 42 ans, l'Angola a toujours été gouverné par le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA). Le MPLA original, fortement parrainé par l'appareil stalinien et par Cuba, a noyé dans le sang la période révolutionnaire qui avait conduit à l'indépendance.



Agostinho Neto, dirigeant historique du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola et premier président après l'indépendance du pays.

Après la mort d'Agostinho Neto, son dirigeant historique et premier président de la République, le pays et le parti n'ont connu qu'un seul leadership : celui de José Eduardo dos Santos (JES), alias Zedú.

JES a dirigé le pays au cours d'une guerre civile cauchemardesque, qui dévasta la population, le territoire et les infrastructures, et ne prit fin qu'avec l'exécution de Jonas Savimbi, le dirigeant de l'UNITA (la plus grande force d'opposition). Suivirent des années avec des taux mirobolants de croissance économique, ce qui permit l'établissement d'une puissante élite qui détient le monopole de l'exportation du pétrole et d'autres matières premières : la bourgeoisie de Futungo de Belas (une station balnéaire). La crise économique mondiale, et la dernière crise pétrolière en particulier, frappèrent toutefois l'Angola, condamnant les travailleurs et le peuple à la misère la plus aiguë, avec des conséquences dans la structure politique du pays.

En 2017, João Lourenço fut élu comme troisième président de la République en 42 ans d'indépendance. Certains l'ont surnommé le *bulldozer*, à cause de la façon dont il semble vouloir lutter contre la corruption et l'héritage de José Eduardo dos Santos et de son clan. Mais est-ce vraiment le cas ?

Le caractère bourgeois de la kleptocratie du MPLA

La réalité du MPLA est donc celle d'une machine bureaucratique qui a monté un appareil autour des entreprises d'Etat, permettant que la clique proche de JES et de sa famille, l'élite dirigeante du MPLA et les nombreux généraux des Forces armées d'Angola deviennent les propriétaires du pays, profitant de tous les revenus résultant de la dilapidation de matières premières telles que le pétrole, les diamants et le fer. Son hégémonie économique repose sur l'utilisation de l'ancien parti-armée et de son appareil de pouvoir étatique, pour créer un monopole de l'extraction pétrolière qui représente 95 % des exportations angolaises,[1] un peu comme la *bolibourgeoisie* (la bourgeoisie « *bolivarienne* ») au Venezuela.

Loin des années de lutte contre le colonialisme portugais, le MPLA est donc un parti bourgeois, dirigeant un régime dictatorial et autoritaire qui s'impose par la répression quotidienne et par la peur engendrée par la période postcoloniale et la guerre civile, un parti dont les massacres et les trahisons à la classe ont enterré tout souvenir de son caractère progressiste dans la lutte anticoloniale.

En 2011, un rapport du FMI sur la performance économique de l'Angola nota un *trou* de 32 milliards de dollars dans les comptes de la compagnie pétrolière Sonangol entre 2007 et 2011 (équivalent à 25 % du PIB angolais en 2012), et une dépense d'un peu plus 42 milliards en opérations « non budgétisées ».[2] En effet, depuis sa fondation, la Sonangol, héritière d'Angol, de l'administration portugaise, fut maintenue sous la direction directe du Président de la République. Et le monopole de ses profits est administré de manière clientéliste en faveur d'une bourgeoisie nationale avide et des intermédiaires et spéculateurs du monde pétrolier.

Aujourd'hui, la bourgeoisie angolaise a beaucoup de noms et de visages, mais tous sont liés aux secteurs auxquels nous nous référons, le clan des dos Santos – dont JES et Isabel dos Santos, sa fille, la femme la plus riche d'Afrique –, mais aussi Bornito de Sousa, Kopelina, Zé Maria, Bento Kangamba, Higino Carneiro, Fernando da Piedade dos Santos (Nandó), ou encore Álvaro Sobrinho et Manuel Vicente. Ils gravitent tous autour du sommet du pouvoir et ils accomplissent la tâche que l'impérialisme leur a imposée : la gestion de la misère des Africains, condamnant ainsi le continent africain à l'improductivité et à la dépendance.

Les laquais angolais du capital et de la bourgeoisie portugaise

Ce fut sur ce nuage de fumée, basé sur une couche dirigeante du MPLA originaire d'une classe d'assimilés à la culture portugaise (fonctionnaires du régime colonial et/ou petit-bourgeois), qu'eut lieu l'accumulation primitive de capital de la clique au pouvoir, qui s'empara de la moitié des plus de 500 entreprises publiques angolaises.

La bourgeoisie du Portugal, membre périphérique et semi-colonial de l'Union Européenne, a trouvé en Angola

une grande possibilité de liquidités et d'ouverture d'un marché privilégié pour ses principaux groupes économiques.

Il est notoire au Portugal qu'Isabel dos Santos détenait 20 % de la Banco BPI jusqu'au début de 2017 et qu'elle détient plus de 30 % du géant de télécommunication NOS, 25 % de la Banco EURO BIC et de 18 % d'Amorin Energía ; et que le général António Mosquito détient 27,5 % du groupe propriétaire de la radio TSF et le quotidien Diário de Notícias et une position dominante dans l'entreprise de construction Soares da Costa, entre autres. Cependant, en dépit de la forte présence de la bourgeoisie angolaise dans les grandes entreprises portugaises, le niveau de dépendance du système bancaire angolais par rapport au portugais, ainsi que le niveau de pénétration des grands groupes économiques en Angola, sont de loin l'élément le plus central, compte tenu de la fragilité de l'économie angolaise.

Du point de vue macroéconomique, environ 20 % du volume général des importations angolaises vient du Portugal (le premier fournisseur, avant la Chine et les Etats-Unis), alors que dans la balance commerciale portugaise, ce pourcentage représente à peine un peu plus de 5 % du volume des exportations et encore moins des importations. En voyant ces chiffres, le côté faible de cette « dépendance mutuelle » saute aux yeux.

La dépendance envers la Chine et les Etats-Unis

Les relations de dépendance ne concernent pas uniquement le Portugal. Ce modèle parasitaire de la nouvelle bourgeoisie angolaise s'inscrit parfaitement dans la stratégie européenne et nord-américaine de néocolonisation, qui apporte un soutien officiel au régime depuis 1992. Le MPLA garantit que l'Angola remplit son rôle dans la division internationale du travail, c'est-à-dire le rôle de fournisseur de matières premières, en plus d'être un point d'appui essentiel à la stabilité superstructurelle de la sous-région de l'Afrique subsaharienne, potentialisée par une collaboration directe avec les Etats-Unis et la Chine.

La Chine, principal destinataire des exportations angolaises, trouve dans le pays l'un de ses plus importants partenaires d'approvisionnement en tant qu'*usine du monde*. A titre d'exemple, « l'association » a été très profitable pour la Chine, qui lui a « cédé » 260.000 de ses travailleurs semi-esclaves pour contribuer au projet de modernisation de l'Angola, alors que celui-ci importait tout le matériel pour la construction de nouvelles voies de communication, d'infrastructures de base, etc.



Le MPLA gouverne le pays depuis 1975. Ses cadres dirigeants se transformèrent en une nouvelle bourgeoisie, comme ce fut le cas de José Eduardo dos Santos.

D'autre part, la « coopération » avec les Etats-Unis fut le grand garant du projet du MPLA, ce qui se traduisit par le cadeau servile du grand atout stratégique du pays à l'impérialisme américain, le bradage de la Sonangol aux intérêts des grands groupes pétroliers américains comme Chevron, Esso ou Connoco-Phillips.[3] Les Etats-Unis sont le troisième plus gros fournisseur angolais, principalement dans le secteur de la technologie de pointe et de l'équipement militaire, l'Angola ayant été, ces dix dernières années, le pays d'Afrique australe qui investit le plus dans la défense. Les vagues massives de réfugiés au Nord, provoquées par les chefs de guerre de la République Démocratique du Congo (fortement sabotée par l'impérialisme), la question de l'indépendance de Cabinda, et surtout la volonté de détruire et de purger toute source de contestation, ont été une constante qui alimente les importations militaires.

Crise économique et drame social

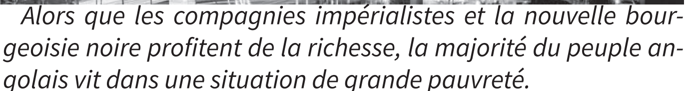
Si l'économie angolaise connut entre 2001 et 2013 une croissance fulgurante, avec des taux à deux chiffres, cela n'améliorait pas les conditions de vie des travailleurs et de la population. Plus de 60 % de la population vit avec moins de deux euros par jour, dans une lutte quotidienne pour la survie.[4] Il n'y a pas eu de développement des infrastructures essentielles telles que des hôpitaux publics et de qualité, de vrais réseaux sanitaires, des services de gaz et d'électricité dignes de ce nom, un réseau de services postaux, une éducation et des établissements d'enseignement gratuits et dignes.

La crise économique et pétrolière provoqua une chute brusque du niveau de vie déjà précaire. Et la dévaluation brutale du kwanza (la monnaie angolaise) dans un pays dépendant pour les biens de première nécessité jeta les travailleurs angolais dans des difficultés alarmantes.

Le taux de mortalité infantile est tel que pour 1000 naissances, 90 enfants n'atteignent pas l'âge de cinq ans.[5] Le manque de médicaments (l'un des secteurs les plus dépendants d'importations) et le manque d'établissements de santé et d'unités sanitaires ont fait de l'habituelle fièvre jaune une épidémie qui épuisa rapidement non seulement le stock national d'antidotes au virus, mais aussi le stock mondial.[6] En 2014, dans certaines zones de Luanda, le scénario était celui des morgues en plein air, donnant une image impressionnante du manque de sensibilité de l'Etat et de banalisation grotesque de la dignité humaine.[7]

Le manque de distribution d'eau, de gaz et d'électricité affecte de vastes secteurs du territoire angolais, contrastant avec les somptueux sièges des entreprises publiques qui administrent ces secteurs dans un pays où la propagande gouvernementale affirme que 42 % de la population a accès au réseau public d'électricité[8] et 41 % à l'eau potable.[9]





Alors que les compagnies impérialistes et la nouvelle bourgeoisie noire profitent de la richesse, la majorité du peuple angolais vit dans une situation de grande pauvreté.

Isabel dos Santos, fille de l'ancien président JES, est considérée comme la femme la plus riche d'Afrique.

Vivre à Luanda, le centre politique, économique et social où sont représentés les groupes ethniques angolais, c'est subir le désastre social que le népotisme prédateur impose aux populations. De façon routinière, des centaines de milliers de Luandais se réveillent à 4 heures du matin pour se déplacer de la périphérie vers la ville dans les « candongueiros » bondés, car en Angola, les transports publics sont un mirage absolu, avec des routes embouteillées de véhicules privés dans une circulation totalement chaotique. Et l'inégalité absurde des gratte-ciel des sièges luxueux contraste avec les égouts à l'air libre, les enfants pauvres qui lavent les voitures, ou les « zungueiras » qui vendent toutes sortes de produits au milieu des embouteillages, tout en portant leur bébé sur le dos.

Criminalisation de la pauvreté et répression politique

Dans la fosse sociale de la périphérie de Luanda, il y a un climat de criminalisation de la pauvreté et de lutte meurtrière contre les criminels. La police angolaise agit en toute impunité, toujours avec l'assentiment immédiat du pouvoir politique ; il est tout à fait normal que des Angolais de la périphérie soient battus ou « kidnappés » à l'air libre, toujours avec la justification d'activité criminelle (appartenance à quelque bande) ou du mal famé trafic de drogue.

Le nombre d'exécutions sommaires a augmenté à tel point qu'à certaines heures les gens ne descendent plus dans la rue afin de ne pas se voir associés à de présumés criminels, évitant ainsi la possibilité d'être exécutés.

La lutte contre la dictature se développe

Cependant, la classe ouvrière et le peuple angolais réagissent et se révoltent contre la dictature vampirique du MPLA : les foyers de contestation sont de plus en plus amples.

Un épisode de la lutte de la classe ouvrière angolaise fut le mouvement 15+2, où un petit groupe de jeunes, qui se réunissaient pour réaliser des lectures motivées par leur indignation à propos de l'état du pays, furent emprisonnés et formellement accusés de conspiration en vue d'un coup d'Etat. Au sein de ce groupe, il y avait des activistes reconnus, comme le rappeur luso-angolais Luaty Beirão (dissident politique d'une famille du sommet du régime) ou Nito Alves (célèbre pour plusieurs escarmouches avec la police et pour porter des T-shirts provocants contre le régime).

L'emprisonnement arbitraire et la violence extra-légale dont les jeunes et leurs familles furent la cible menèrent à la grève de la faim de Luaty et d'autres membres du groupe. Cela conduisit à l'émergence d'un puissant mouvement de solidarité, de répudiation et de dénonciation du régime angolais, qui aboutit à d'innombrables veillées et mobilisations contre la dictature et pour la libération de ceux que l'on surnommait de *Revus*, en particulier à Lisbonne.[10]

Cette pression nationale et internationale mit en évidence toutes les faiblesses du régime angolais, dévoilant l'intervention du pouvoir politique non judiciaire ainsi que la falsification de preuves dans le procès. Celui-ci se poursuivit jusqu'au jugement, mais, une fois les militants condamnés, le régime décida d'accorder l'amnistie à ces jeunes, démontrant ainsi l'impact du mouvement et la sympathie qu'il avait déchaînée.

Lutte contre la criminalisation de l'avortement

Au même moment, il y eut une lutte en Angola contre le vote à l'Assemblée nationale pour la criminalisation totale de l'avortement.[11] Cette proposition fut cependant approuvée sans un seul vote contraire, l'opposition parlementaire (UNITA, CASA-CE, et PRS) s'étant abstenue en bloc, considérant la question « trop clivant » pour manifester une intention de vote.[12]

Des organisations telles que l'Ondjango Feminista, constituées de jeunes femmes de l'élite instruite de l'Angola, indignées par l'abus grotesque des droits de la femme, appelèrent à des mobilisations dans lesquelles des centaines de travailleuses, de vendeuses ambulantes et d'étudiantes participèrent, dans un pays où 15 femmes sur 100 meurent en raison d'un avortement à risque, et cela dans un continent où 21,6 millions d'avortements clandestins sont pratiqués chaque année.

Le panorama des luttes des ouvriers et des paysans angolais ne serait pas complet sans que l'on souligne les luttes importantes pour un salaire décent des enseignants et des infirmiers, des catégories professionnelles essentielles abandonnées par un Etat angolais qui dévalua le kwanza à tel point qu'il ne parvient plus à payer un salaire.

Le bulldozer et ce qui ne change pas en Angola

Les travailleurs et le peuple angolais ont donc vu la promesse de prospérité après la guerre civile telle que reflétée dans les miroirs des gratte-ciel des sièges somptueux des corporations angolaises. C'est dans ce contexte de mécontentement et de rejet du gouvernement que se situe le départ de JES et la montée de l'ancien ministre de la Défense João Lourenço (JLo) en tant que nouveau président.

Malgré le processus profondément frauduleux des élections en Angola, l'élection de JLo a suscité certaines attentes chez les Angolais, quant à la possibilité tant désirée d'un changement.

Après une centaine de jours de gouvernement, nous pouvons conclure qu'il y a une tentative de répondre à la rupture des millions d'Angolais avec le régime. Durant cette période, il y a eu plus de 300 nominations et plusieurs dizaines de destitutions, une des plus importantes étant celles d'Isabel dos Santos de la présidence du Conseil d'administration de Sonangol, ainsi que la séparation du reste du clan dos Santos des postes d'intérêt public.

Il y a un consensus parmi de nombreux secteurs de la société angolaise autour de l'idée selon laquelle le pays est confronté à un problème de corruption très grave, associé à l'attribution des revenus et des actifs de l'Etat. Nous sommes bien d'accord, mais il faut aller plus loin.

Ce que nous constatons de la politique de JLo est le maintien du pouvoir présidentiel fort en tant qu'axe central du régime, et un semblant de lutte contre la corruption. La politique des destitutions médiatise la question de la corruption et la centralise en tant que déterminante des problèmes du pays, en essayant de transmettre à la population l'idée de la possibilité d'une solution superficielle. Il suffit toutefois de constater, dans le cas de Sonangol, la nomination de Carlos Saturnino – actuellement poursuivi par la justice européenne pour corruption –, pour comprendre que JLo change de veste mais ne fait pas peau neuve.

Pour les travailleurs et les pauvres, pour ceux qui vivent dans les *musseques* (les bidonvilles), pour les femmes, pour ceux qui veulent un salaire décent et une vie décente, pour ceux qui veulent une santé, une éducation et un logement décents, pour ceux qui luttent pour les droits démocratiques dans leur pays, rien ne change avec Jlo.

Le gouvernement de João Lourenço représente un virage contrôlé dans le même cercle fermé qui gouverne l'Angola depuis des décennies. JLo ne lutte pas vraiment contre la corruption ni ne change la vie de ceux qui travaillent, et il ne remet pas en cause le régime dictatorial du MPLA et son système de dépendance néocoloniale en tant qu'exportateur de matières premières et d'oppresseur et exploiteur de ses populations. C'est pourquoi il n'arrive pas à nous offrir plus qu'une grande danse de chaises musicales et un peu de remue-ménage dans la superstructure. Face à la ruine économique et à la situation de vie et de mort à laquelle la classe ouvrière est exposée, la seule issue est la rupture avec le projet néo-colonialiste du MPLA dans son ensemble, et non une alternative en son sein.

Le *Jikulumessu* angolais[13]

Tout au long de ce texte, nous avons voulu souligner l'accomplissement de la trahison du MPLA, qui brade toute la matière première du pays à ses propriétaires nord-américains, européens et chinois. Et surtout, qu'afin de survivre, il maintient le pays à genoux, en dépendance absolue de ces grandes puissances.

C'est donc à partir de cet état des choses que la coopération inégale entre la bourgeoisie angolaise et la bourgeoisie mondiale a lieu : la seconde soutient la première, y compris quand le peuple angolais est ruiné et quand l'élite angolaise gaspille de manière criminelle et corrompue les rentrées du pillage néo-colonialiste. Cet accord tacite est valable, tant que l'Angola ne deviendra pas productif, n'encouragera pas l'industrie transformatrice et n'investira pas dans l'élevage, dans l'agriculture, dans une hygiène publique de base et dans un système énergétique qui permette de rompre la dépendance aux gestionnaires et de faire face aux coupures quotidiennes d'électricité. La classe ouvrière angolaise est coincée entre le marteau et l'enclume.

Encore une fois, après que les acquis de la lutte pour l'indépendance de l'Angola ont été trahis et mis à plat, il est nécessaire d'évincer les valets angolais de l'impérialisme, de revendiquer le double pouvoir populaire, de le construire dans les entreprises, les *musseques* et les écoles, et de le mettre en place, ensemble avec les revendications des peuples angolais, au nom d'une véritable union de ceux-ci.

Le *jikulumessu* angolais tentera de s'assurer non seulement les libertés démocratiques que la dictature, contrainte à contrôler le bradage des matières premières comme besoin vital, ne peut pas garantir ; mais il organisera aussi une alternative indépendante des travailleurs et des peuples angolais pour réaliser ce qui fut interrompu avec la chute du double pouvoir dans la période du PREC : la conquête du pouvoir par notre classe et la lutte pour la conquête du vrai socialisme. La lutte pour le *jikulumessu* angolais doit être la lutte révolutionnaire pour une deuxième indépendance, de la bourgeoisie angolaise et de l'impérialisme, tout comme de la dictature qui les sert tous les deux.

1 www.worldbank.org/en/country/angola/overview
2 Jorge Costa, João Teixeira Lopes et Francisco Louçã, *Os Donos Angolanos de Portugal*..
3 Pour une liste des entreprises opérant en Angola, voir www.sonangol.co.ao/Portugu %C3 %AAs/ %C3 %81reasDeAtividade/Explora % C3 % A7 % C3 % A3o % 20E % 20Produ % C3 % A7 % C3 % A3o / Pages / Petrol % C3 % ADferas-em-Angola.aspx
4 www.angola24horas.com/index.php ?option=com_k2&view=item&id=7204 :estudo-revela-que-60-por-cento-dos-angolanos- vivem-com-menos-de-dois-dolares-diarios&Itemid=650
5 http://apps.who.int/gho/data/node.sdg.3-2-viz ?lang=en
6 www.indexmundi.com/angola/economy_profile.html
7 Voir la vidéo de Makaangola par le journaliste et activiste bien connu Rafael Marques – www.youtube.com/watch ?v=HBUiTKIXa1o
8 www.angop.ao/angola/pt_pt/noticias/sociedade/2017/7/32/Angola-Acesso-electricidade-atinge-por- Cento-dos-agregadosfamiliares, 0ebc4e00-fe2c-41a8-8f34-9188aeae475c.html .
9 Données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'UNICEF
10 La seule plainte qui eut un impact international d'importance avant ce combat fut celle des violations flagrantes des droits de l'homme dans la région du Lundas (principalement dans Lunda-Norte) par l'industrie d'extraction de diamants, avec en premier lieu Endiama, l'entreprise d'Etat successeure de la Diamangue coloniale.
11 Les Angolaises qui effectuent un avortement dans les cas de malformation du fœtus, de danger de mort pour la mère, ou de grossesse résultant d'un viol, étaient passibles de peines allant de 4 à 10 ans de prison. Cette loi était plus restrictive que celle en vogue qui datait de l'administration portugaise de 1886.
12 www.dn.pt/mundo/interior/aprovada-em-angola-nova-lei-que-penaliza-aborto-com-prisao-5687684.html
13 Jikulumessu est un personnage genre Robin Hood, d'une nouvelle télévisée en Angola.

La lutte pour la libération : entre héroïsme et barbarie

Cristina Ribeiro

Entre 1961 et 1974, les Angolais prirent les armes afin d'expulser le colonisateur portugais. Le résultat fut qu'ils provoquèrent une révolution au Portugal et que l'Angola acquit son indépendance. C'est vrai, mais ce n'est qu'une partie de la vérité, bien que très importante. De l'autre côté de la barricade des évènements, il existe des versions très variées. [1]

La version officielle glorifie le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA), le parti-mouvement qui prit le pouvoir après l'indépendance, en novembre 1975. D'autres récits, de la part d'historiens, de journalistes ou de survivants de certains des épisodes sanglants de l'histoire récente de ce pays, révèlent des évènements qui nous aident à comprendre pourquoi la révolution angolaise non seulement ne rompit pas avec le capitalisme, mais fut, en outre, incapable de mettre en place un régime politique tant soit peu démocratique et un modèle de répartition des richesses moins inégale.

Le poids du passé

Ecrire sur l'histoire récente de l'Angola, cela nous oblige à regarder plus en arrière, même si ce n'est que du coin de l'œil. Il est impossible de comprendre le pays sans prendre en compte les près de six millions d'Africains, pour la plupart des paysans, capturés et emmenés en navires de l'autre côté de l'Atlantique afin d'être asservis. Ce furent des siècles de raids, de destruction de villes, de champs et de vies. Après la fin de la traite d'esclaves, vers 1850, suivit la colonisation tout aussi violente, une boucherie cruelle. Les Africains ont toujours résisté au colonisateur portugais, et il ne fut pas facile de le vaincre, étant donné sa supériorité militaire. Mais le territoire et sa population finirent par être dominés par le Portugal, qui en exploita la richesse et le travail.

Dès lors, pour le dominateur, il y avait deux types de personnes en Angola : les « civilisés » (tous les Blancs, ainsi qu'une infime minorité de Noirs et de Métis, pour autant qu'ils étaient alphabétisés[2] et avaient un emploi permanent dans le secteur moderne de l'économie), et les « indigènes » (les Africains restés dans leurs sociétés d'origine ou qui, même en dehors d'elles, ne répondaient pas aux deux exigences mentionnées plus haut).[3] En 1960, il y avait 4 millions d'« indigènes » et moins de 200 000 « civilisés ». Une statistique facile à comprendre, dans la mesure où 97 % des Africains de plus de 15 ans étaient analphabètes (données de 1950).[4] Les Portugais ne voulaient pas qu'ils soient scolarisés et il n'y avait pas d'école pour les Africains. Ils les voulaient en tant que main-d'œuvre pour le travail forcé dans l'agriculture et l'exploitation minière.

Comme l'écrivit l'historienne Maria da Conceição Neto :

La dualité juridique imposée à l'Afrique colonisée reflétait l'idéologie de la supériorité raciale blanche et était utilisée par toutes les puissances coloniales, malgré certaines différences conceptuelles et pratiques. Ainsi, il y avait des indigènes et des citoyens dans les colonies françaises, des sujets et des citoyens dans les colonies britanniques, des « indigènes » et des « citoyens » dans les colonies portugaises et, pendant quelque temps, des tribalisés et des immatriculés dans la colonie belge du Congo.[5]

Quand cette dualité légale se révélait insuffisante pour fournir la quantité de travail exigée par les colons ou pour détourner les richesses des Africains, on partait purement et simplement en guerre. Ce fut le cas de la guerre de Mukubais, au début des années 1940, quand l'armée et l'administration coloniale dans le sud de l'Angola montèrent une opération afin de voler le bétail d'une paisible localité de bergers. De nombreux Mukubais furent tués ou emprisonnés dans des camps de concentration, puis envoyés à São Tomé y Príncipe ou dans des régions du nord de l'Angola, loin de leurs terres au sud du territoire.[6]

Le régime de l'« indigénat » ne sera modifié qu'à partir de 1961, avec le déclenchement d'une série de révoltes en Angola.

Les révoltes de 1961

Les années 1950 furent une période d'intense organisation de groupes opposés au système colonial à Luanda et dans d'autres villes de l'Angola, à l'image de processus similaires dans d'autres colonies africaines dans l'après-guerre immédiat. Il y avait des groupements nationalistes, tels que le Mouvement pour l'Indépendance de l'Angola (MIA), l'Armée de Libération de l'Angola (ELA) et l'Union des Populations de l'Angola (UPA), ainsi que le Parti Communiste Angolais (PCA), créé en 1955. La base sociale de ce dernier était composée de fonctionnaires publics, d'employés du commerce, d'infirmières, de travailleurs et d'étudiants, blancs, noirs ou métis. C'étaient toutes des organisations clandestines, très petites, incapables de croître en raison de la forte surveillance



Hôtel de ville de Luanda en 1961, année de plusieurs révoltes contre la domination portugaise en Angola.

de la PIDE (Police Internationale pour la Défense de l'Etat), la police politique de la dictature d'Oliveira Salazar. En 1959 et 1960, il y eut une série d'emprisonnements et plusieurs groupes nationalistes furent pratiquement détruits.

La première révolte de 1961 ne se produisit toutefois pas dans une ville, mais bien à la campagne, plus précisément dans la *Baixa de Casanje*, une région à l'est de Luanda, où vivaient 150 000 personnes, dont 85 000 fermiers des ethnies Mbuddo et Bakongo, forcés de cultiver et de vendre du coton pour la Cotonang, une multinationale luso-belge. Le 4 janvier, les travailleurs s'armèrent de *catanas* et de *canhangulos* (des fusils artisanaux) et refusèrent de travailler. La répression ne tarda pas : l'armée de l'air portugaise lança des bombes au napalm sur la population, provoquant entre 10 000 et 20 000 morts.[7]

Un mois plus tard, le 4 février, une révolte éclata à Luanda. A l'aube, plusieurs groupes d'hommes et de femmes armés de bâtons, de fusils et de couteaux se rendirent dans les prisons de la ville pour libérer les militants nationalistes emprisonnés. Selon l'historien Carlos Pacheco, la rébellion fut organisée dans divers quartiers, avec la formation de groupes de dix hommes chacun, tous des travailleurs.[8] Le chef de cette initiative aurait été un prêtre lié à l'UPA. La tentative échoua et se solda par des dizaines de morts et de prisonniers du côté des « révoltés ».

Le mois suivant, il y eut une double tragédie. Le 15 mars, des centaines de paysans bakongos, dirigés par l'UPA, tuèrent beaucoup de colons blancs (les estimations varient de 300 à 700, hommes, femmes et enfants) et leurs employés noirs et métis. Les maisons furent pillées, les plantations brûlées et les villages rasés. Ce fait fut utilisé pour justifier le début d'un véritable massacre de la population de cette région du nord-ouest de l'Angola. Entre 20 000 et 50 000 Angolais furent tués par l'armée et les colons portugais. Les survivants fuirent en désespoir de cause vers le Congo-Léopoldville voisin,[9] devenu récemment indépendant. « *Des milliers d'Angolais sont venus de loin, des fins fonds du pays, à la recherche d'armes et de munitions pour se défendre, pour défendre leurs proches et les gens de leur kimbo,*[10] *et expulser les Portugais de leurs terres »,* relate Hugo Azancot de Meneses, l'un des fondateurs du MPLA.

Le MPLA et l'UPA

C'est précisément à Léopoldville que les deux mouvements de libération de l'Angola, l'UPA et le MPLA, s'installèrent au début des années 1960. La proximité de l'Angola et le fait qu'il constituait sa plus grande ligne frontalière furent les éléments décisifs pour élire ce pays comme le siège des deux mouvements. L'UPA existait depuis 1957 alors que la formation du MPLA était plus récente. Selon Hugo Azancot de Meneses : « *Le MPLA, né et baptisé en Tunisie en janvier 1960, fut immatriculé à Conakry* [la capitale de la Guinée indépendante] *».*[11] . Viriato Clemente da Cruz, son père, lui donna ses statuts et son programme. C'était un nationaliste historique : auparavant, quand il vivait encore à Luanda, il avait fondé d'autres partis et mouvements, dont le Parti Communiste Angolais. Outre Viriato, Mario Pinto de Andrade, Lúcio Lara, Hugo Azancot de Meneses, Eduardo Macedo dos Santos et Matias Miguéis faisaient partie du noyau fondateur du MPLA en Tunisie / Conakry. Agostinho Neto, emprisonné par la PIDE en 1960, ne rejoindra le groupe qu'à la mi-1962, après une évasion spectaculaire de Lisbonne où il était en résidence surveillée. (L'évasion fut organisée par le Parti Communiste Portugais – PCP). Dès lors, avec l'arrivée d'Agostinho Neto à Conakry, l'histoire du MPLA commençait à prendre des contours plus sombres.

Agostinho Neto (le légendaire médecin angolais, Noir, emprisonné à plusieurs reprises par la PIDE) et Viriato da Cruz (Métis, fondateur du MPLA et également militant nationaliste historique) ne s'entendaient pas. Leurs divergences scindèrent le parti et menèrent à une première rupture du MPLA, restée jusqu'à aujourd'hui insuffisamment expliquée. Dans une déclaration aux militants, Viriato da Cruz souligna certaines différences : l'aile d'Agostinho Neto considérerait le néocolonialisme comme inévitable en Angola et stimulerait le « culte de la personnalité ». Ceux qui soutenaient Agostinho Neto, en revanche, critiquaient la proposition de Viriato da Cruz d'unité entre le MPLA et l'UPA.

L'une des hypothèses sous-jacentes expliquant la formation des deux ailes est liée au différend entre la Chine et l'URSS, alors en pleine effervescence. Viriato da Cruz aurait été un des principaux contacts du mouvement avec la Chine, l'un des premiers pays à aider le MPLA, où il s'est rendu deux fois. Agostinho Neto, d'autre part, aurait été plus lié à l'URSS, entre autres par l'intermédiaire du PCP. Bien qu'il ait toujours nié son affiliation à ce parti, le fait est qu'il avait milité dans la Jeunesse du Mouvement d'Unité Démocratique, un mouvement collatéral du PCP parmi les jeunes, ce qui lui a causé plusieurs fois l'emprisonnement à Lisbonne.

Avec la victoire d'Agostinho Neto dans ce conflit, l'aile dirigée par Viriato da Cruz resta organisée et entra dans l'UPA (qui entre-temps avait changé son nom, devenant le Front National de Libération de l'Angola - FNLA). Il y demeura comme secteur indépendant (mais peu de temps vu les différends politiques). L'idée de l'unité entre le MPLA et l'UPA-FNLA n'était pas aussi saugrenue que cela puisse paraître aujourd'hui, et elle fut défendue par plusieurs segments du mouvement



Le quartier de Marcal (Luanda) en 1971, qui montre les profonds contrastes sociaux qui existaient dans la colonie.

nationaliste africain, allant de l'Organisation pour l'Unité africaine (OUA) à Frantz Fanon, un Caribéen naturalisé algérien. Ce dernier, théoricien de la lutte contre le racisme et des mouvements de libération nationale, considérait l'UPA mieux à même de mener la lutte armée contre le pouvoir colonial, en raison de son implantation parmi les paysans angolais. Cependant, les méthodes utilisées par la direction du MPLA pour résoudre les divergences entre ses deux courants se révélèrent identiques à celles du stalinisme. Deux des partisans de Viriato da Cruz, Matias Miguéis et José Miguel, furent arrêtés en novembre 1965 par la police du Congo-Brazzaville et remis à la direction du MPLA. Malgré les appels à leur libération, ils furent jugés et fusillés. Craignant une telle fin, Viriato da Cruz accepta l'invitation à travailler à Beijing, au Bureau des Ecrivains Afro-Asiatiques, et déménagea en Chine la même année.

L'emploi de la violence comme moyen de régler ou de gagner des débats politiques entre camarades ou rivaux du mouvement de libération n'était pas une exclusivité du MPLA. Au contraire, l'UPA agissait de la même manière, voire encore pire. Holden Roberto lui-même, chef de l'UPA, admit que son organisation tuait des guérilleros du MPLA lorsque ceux-ci essayaient de traverser la frontière du Congo-Léopoldville et d'entrer en Angola, également au début des années 1960.

Les deux mouvements divergeaient sur d'autres aspects. Alors qu'une grande partie des cadres du MPLA provenaient des milieux urbains, avaient longtemps vécu au Portugal et parcouru l'Europe, et étaient en contact avec l'élite du mouvement panafricaniste, la majorité des militants de l'UPA n'avait pas cette expérience urbaine mais était plutôt recrutée parmi les paysans Bakongos du nord de l'Angola. Holden Roberto ne s'incommodait pas d'un programme politique, à la différence du MPLA, dont le programme incluait l'indépendance immédiate et complète et la liquidation de tous les vestiges des relations coloniales et impérialistes, en plus de l'engagement pour un « gouvernement démocratique ». Une autre



Viriato Clemente da Cruz, fondateur du MPLA ; plus tard il s'éloigna de cette organisation. Il mourut en Chine en 1945.

différence importante entre les deux mouvements était liée aux sources de financement. Alors que le MPLA avait comme principaux soutiens l'URSS, la Chine et Cuba, Holden Roberto aurait obtenu un appui matériel des Etats-Unis dès 1961. La Guerre froide conditionna donc la lutte pour la libération en Angola.

L'Angola dans une Afrique insurgée

Ce n'était pas une coïncidence si les premiers groupes nationalistes organisés en Angola commencèrent à apparaître précisément dans les années 1950. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, une révolution anticoloniale balaya l'Afrique et les colonies portugaises y prirent part. En 1945, seuls deux pays n'étaient pas soumis au joug colonial d'une puissance européenne : l'Ethiopie et le Libéria. Les autres étaient soit des colonies de l'Angleterre, de la France, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie ou du Portugal ; soit des pays soumis au pouvoir d'une élite blanche imposant un système d'apartheid aux Africains, comme ce fut le cas en Afrique du Sud et en Namibie ; soit un protectorat anglais, comme l'Egypte. A partir de 1956, avec la proclamation de la République en Egypte et le retrait des troupes britanniques, le colonialisme en Afrique s'effondra pays par pays.

Toujours en 1956, le Maroc, la Tunisie et le Soudan devinrent indépendants. L'année suivante, ce fut le tour du Ghana, sous la direction de Kwame N'krumah, l'un des principaux dirigeants du panafricanisme. En 1960, seize pays proclamèrent leur indépendance. En 1962, en Algérie, le Front de Libération Nationale arracha la victoire après huit années de guerre contre le colonialisme français. A la fin des années 1960, seuls huit pays demeuraient encore comme colonie européenne en Afrique, cinq d'entre eux dominés par le Portugal : l'Angola, le Mozambique, le Cap-Vert, São Tomé y Principe et la Guinée Bissau.

En dépit d'un certain malaise, c'était une situation que les impérialismes européen et étasunien étaient intéressés à maintenir. Le vote d'une résolution en 1963 au Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) condamnant le Portugal l'indique. La résolution « faisait appel » au Portugal à reconnaître le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de son empire, avec la cessation de tous les actes de répression, le retrait des forces militaires et l'établissement des libertés démocratiques, avec liberté d'action pour les partis politiques. Pour finir, le Conseil demanda à tous les gouvernements de s'abstenir d'aider le Portugal dans la répression des mouvements de libération, et aussi de cesser de lui vendre du matériel militaire. Cette résolution fut approuvée avec les votes de la Chine et de l'Union soviétique et avec l'abstention de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

L'impérialisme hésitait à accepter l'inévitable. Ce fut également le cas de l'ancienne Congo-Léopoldville, où le leader nationaliste Patrice Lumumba, élu premier ministre en 1960, ne régna que trois mois, avant d'être évincé et tué dans une conspiration impliquant la Belgique, l'Angleterre et les Etats-Unis. Lumumba partageait les idées du panafricanisme et défendait ce qu'il appelait la « neutralité positive ». En d'autres termes, le retour à des valeurs authentiquement africaines et le rejet des « idéologies importées », soient-elles « occidentales » ou provenant de l'Union soviétique. Cependant, cela ne l'empêcha pas de demander à l'URSS de l'aider face à « l'inaction » criminelle



Alvaro Holden Roberto, fondateur de l'UPA (plus tard le FNLA). Dans cette photo il inspecte les troupes de son organisation.

de l'ONU contre le coup d'Etat qui allait frapper son gouvernement et lui coûter la vie.

L'aide n'arriva pas à temps, mais en avril 1965, Che Guevara dirigea une colonne qui avança dans le Congo-Léopoldville à partir de la Tanzanie dans le but de renforcer la lutte des partisans de Lumumba. L'historien Piero Gleijeses relate qu'en l'été 1965, il y avait 400 soldats cubains en Afrique centrale.[12] Cela ne donna aucun résultat. Après seulement sept mois, Guevara se retira du Congo. Mais Cuba allait continuer en Afrique, aidant la guérilla d'Amílcar Cabral en Guinée-Bissau et, plus tard, le MPLA en Angola.

L'Armée de l'Air Portugaise bombarda les rébellions des Angolais et, plus tard, les mouvements de guérilla qui luttaient pour l'indépendance.



L'idéologie panafricaniste

Le nationalisme africain avait une idéologie : le panafricanisme. Initialement, la réponse au racisme et à l'exploitation des Noirs et de l'Afrique fut strictement raciale, professée par l'un de ses diffuseurs les plus populaires, le Jamaïcain Marcus Garvey, dans ses livres *The Philosophy and Opinions of Marcus Garvey* et *Africa for the Africans,* qui eurent beaucoup de succès. Le panafricanisme de Garvey reposait sur trois concepts : la race, l'autosuffisance du peuple noir et la libération de l'Afrique de ses exploiteurs étrangers. W. E. B. Du Bois, aux Etats-Unis, fut un autre grand initiateur du panafricanisme. Il sympathisait avec les idées socialistes.

Les deux noms les plus importants du panafricanisme marxiste furent George Padmore et C. L. R. James, auteur de *The Black Jacobins*. Le premier milita dans le Parti Communiste des Etats-Unis à la fin des années 1920, vécut en Union soviétique et rompit par la suite avec le stalinisme. James commença à militer dans le trotskisme pendant les années 1930, rejoignit le Socialist Workers Party et visita Trotsky au Mexique en 1939. Il rompit avec le trotskisme en 1949. Tous les deux arrivèrent à la conclusion que, dans leur lutte pour l'émancipation, les peuples coloniaux ne pouvaient compter que sur eux-mêmes.

L'idée de l'unité des peuples africains fut également écartée au fur et à mesure que le mouvement nationaliste conquit le pouvoir de l'Etat. Le panafricanisme, en tant que projet national et populaire qui englobait des secteurs de la bourgeoisie africaine naissante, s'éloigna d'une proposition révolutionnaire de rupture radicale avec l'impérialisme et du projet de construction de l'unité africaine.

Malgré la phraséologie soi-disant révolutionnaire, la relation entre les mouvements et les gouvernements que les partisans du panafricanisme dirigèrent ou influencèrent, et le soi-disant « bloc communiste » reposait sur un froid calcul d'intérêts. Ce fut le cas avec les colonies portugaises, comme l'Angola. Nous le verrons dans un prochain article, qui sera publié sur le site de la LIT-QI.

1 Nous publions ici la première partie d'une contribution dont la deuxième partie sera publiée sur le site de la LIT-QI <https://litci.org/es/>

2 Les Blancs n'avaient pas besoin d'être alphabètes, et une grande partie des colons ne l'étaient pas ; mais par le seul fait d'être blancs (portugais), ils étaient automatiquement inclus dans la catégorie des « civilisés ».

3 Nuno Valerio, Maria Paula Fontoura, *A evolução económica de Angola durante o segundo período colonial – uma tentativa de síntese*, Análise Social, vol. XXIX (129), 1994.

4 Marcelo Bittencourt, . *Estamos juntos ! O MPLA e a luta anticolonial (1961-1974)*. Luanda : Kilombelombe, 2008.

5 Maria da Conceição Neto, Maria do Huambo, *Uma vida de « indígena ». Colonização, estatuto jurídico e discriminação racial em Angola (1926-1961)*. África (São Paulo, 1978, Online), São Paulo, n. 35, 2015, p. 121.

6 Ruy Duarte de.Carvalho, *Vou lá visitar pastores : exploração epistolar de um percurso angolano em território Kuvale (1992-1997)*. Rio de Janeiro : Gryphus, 2000

7 Bittencourt, p. 64

8 Carlos.Pacheco, *MPLA, um nascimento polêmico (as falsificações da história)*. Lisboa : Vega, 2000.

9 Pour éviter toute confusion entre les deux Congo, nous avons choisi de les associer aux noms de leurs capitales : Léopoldville (rebaptisée Kinshasa), capitale de l'ancien Congo belge (aujourd'hui République démocratique du Congo) ; et Brazzaville, capitale de l'actuelle République du Congo, ancienne colonie française.

10 *Village* en kimbundu (une des langues parlées en Angola)

11 Ceci n'est pas la version officielle actuelle du MPLA, selon laquelle le mouvement aurait été créé à Luanda en 1956. Je la considère cependant comme correcte, étant défendue par des historiens indépendants avec des preuves documentaires.

12 Piero. Gleijeses, *Conflicting Missions Havana, Washington and Africa, 1959-1976*. Chapel Hill, London : The University of North Carolina Press, 2002.



A propos de la chute de Jacob Zuma

La période révolutionnaire, de 1980 à 1993, a abouti partiellement à un échec, à cause de l'Accord négocié,[1] dont la pierre angulaire était le maintien des relations capitalistes. Cet accord avait comme base la protection de la propriété privée. En 1994, les Anglais et les Etasuniens contrôlaient plus de 50 % des actions de la Bourse de Johannesburg. L'impérialisme a maintenu son contrôle sur l'Afrique du Sud grâce à l'Accord.

Shaheed Mahomed – Workers International Vanguard Party (Afrique du Sud)

En 2007 ont débuté les grandes luttes contre l'échec du régime du CNA (Congrès National Africain), du PCSA (Parti communiste d'Afrique du Sud) et du Cosatu (Congress of South African Trade Unions - Congrès des syndicats sud-africains) de résoudre les aspirations démocratiques des masses.

Les directions du PCSA et du Cosatu sont parvenues à détourner les luttes vers l'impasse parlementaire : suite au changement de dirigeants à la présidence de l'ANC, Zwelinzima Vavi (Cosatu) et Blade Nzimande (PCSA) ont fait le tour des capitales impérialistes pour obtenir un soutien à la présidence de Jakob Zuma.[2]

Depuis 2007, la crise économique mondiale s'est aggravée et il y a eu une période d'attaques soutenues contre les acquis des travailleurs. Cela va de pair avec la perte de soutien au CNA au sein du mouvement ouvrier. Cette perte a eu lieu depuis 1994, avec chacune des luttes qui ont eu lieu. Lors des élections locales de 2016, le CNA a non seulement perdu la majorité dans plusieurs grandes villes. Actuellement, le soutien de ceux qui l'ont voté est tombé à moins de la moitié. Cela signifie que, si la tendance se maintient aux élections nationales de 2019, le CNA ne pourrait gouverner que moyennant des alliances avec des partis extérieurs à la coalition CNA-PCSA-Cosatu. Il y a la possibilité qu'une alliance de droite monte au gouvernement, sous la formule DA-EFF.[3] Cependant, la DA et EFF sont en train de perdre leur soutien, de même que tous les partis parlementaires.

En 2012, le massacre de la mine de Marikana[4] a montré que l'impérialisme a une crise de direction. Le bloc CNA-PCSA-Cosatu n'est plus capable de contrôler les actions des masses. Depuis 2012, il y a eu des luttes de la part des agriculteurs et une montée constante dans les universités pour l'éducation gratuite et pour la fin de la précarisation. La lutte dans les universités s'est affaiblie, mais elle est toujours en cours et elle a forcé l'Etat à accorder une éducation gratuite aux étudiants de première année, qui sera étendue à tous les étudiants. C'est le reflet de la profonde crise de légitimité à laquelle le CNA est confronté.

En ce qui concerne la politique, la Conférence de 2013 du Numsa (le syndicat des métallos) a décidé de rompre avec le CNA et le PCSA et de former un parti de travailleurs et un front unique ample. Face à la perspective d'une rupture totale du Cosatu avec le CNA et le PCSA, pour former un nouveau parti des travailleurs, l'impérialisme a promu l'expulsion du Numsa, ce qui affaiblit le projet d'un parti des travailleurs. Cependant, les dirigeants du Numsa ont également retardé le processus de formation du nouveau parti et présenté un projet basé sur le programme nationaliste du CNA, la *Freedom Charter.*[5] Il y a toutefois de la place pour remettre en question et modifier ce programme.

Les revendications non satisfaites de la classe ouvrière se sont traduites par une rupture du CNA par la gauche, qui est à l'origine de la création de l'EFF (Economic Freedom Fighters).

La crise de l'impérialisme et la stagnation de l'économie capitaliste ont entraîné davantage d'attaques contre les masses et une haine accrue de celles-ci envers le CNA au pouvoir. Cette colère croissante envers l'Etat a été détournée vers un canal électoral, mais avec une crise beaucoup plus profonde. Zuma, le président déchu, est identifié comme un « bouc émissaire » des attaques de l'impérialisme. La profonde crise de direction se reflète dans l'élection du nouveau président, qui est directement impliqué dans le massacre de Marikana. L'impérialisme fait face à un gros problème avec la division du CNA : qui pourrait contrôler les actions des masses ?

C'est la raison pour laquelle le changement de président s'est produit de cette manière, à travers le désistement de Zuma et le maintien de l'unité du CNA. Cela signifie qu'ils veulent montrer le spectacle « d'aller chercher les petits poissons », alors que la faction Zuma ne sera pas poursuivie et ne sera pas exposée à des mesures sévères qui forceraient une rupture.

La crise capitaliste mondiale est toujours là ; tous les partis au pouvoir en Afrique du Sud sont forcés de s'engager dans des attaques plus dures contre les masses, davantage de privatisations, d'exploitation. Il faut souligner que, de ce fait, de l'existence du capitalisme décadent et de la domination du monde par l'impérialisme, le pillage massif de la classe ouvrière en Afrique du Sud, dans le reste de l'Afrique et dans le monde néocolonial vont s'intensifier.

Le *Journal of Southern African Studies* rapporte que le pillage commis par les compagnies minières impérialistes atteint chaque année plus de 17 milliards de dollars. Si nous comparons cela aux 850 millions que le groupe Zuma a volés, nous pouvons voir que sa démission n'a rien à voir avec la lutte contre la corruption, mais plutôt avec la recomposition de l'image de l'Etat pour que le vol à grande échelle de l'impérialisme puisse continuer. Le message de l'impérialisme au parti au pouvoir est qu'ils peuvent voler, *ma non troppo*. L'impérialisme achète la stabilité à travers un changement leadership. Cependant, 2018 n'est pas 2007. Il y a dans les masses une profonde perte de soutien au parti au pouvoir.

L'impérialisme va aimer la limitation du programme du projet du parti du Numsa dans le sens de la variante de la *Charte de la Liberté*, essentiellement un programme de cooptation des dirigeants de la classe ouvrière dans les relations capitalistes. Cela doit être combattu à tout prix.

La montée de la *Water Crisis Coalition (*WCC — Coalition de la crise de l'eau), une coalition indépendante, est un signe qu'il est possible qu'un mouvement indépendant de la classe ouvrière puisse diriger la résistance à la privatisation de l'eau que l'Etat essaie de mener à bien.[6] Pour la première fois, les forces du Cosatu et du Saftu[7] se sont associées à des comités de base. Le WCC est toutefois un « terrain contesté » et il y a aussi une forte présence de la classe moyenne, ce qui peut signifier qu'elle est seulement prête à se battre jusqu'à un certain point.

Cependant, et de manière plus significative, il existe un espace ouvert pour le développement rapide d'un parti révolutionnaire des travailleurs. Le groupe Zuma peut être affaibli, mais il n'a pas été détruit en tant que fraction. Dans son discours de renonciation, Zuma avertit qu'ils seront des « chiens de garde » contre toute transformation économique radicale. Il a comparé le moment à la situation similaire où Mbeki l'a écarté de la vice-présidence.[8] Cela implique qu'il va travailler pour préparer son retour. L'impérialisme a adopté son programme d'enseignement universitaire gratuit et d'expropriation sélective des terres. C'est pour neutraliser sa base. Etant donné que les luttes internes au sein du CNA se poursuivront, l'espace augmente pour le développement d'un parti révolutionnaire et pour une organisation indépendante de la classe ouvrière.

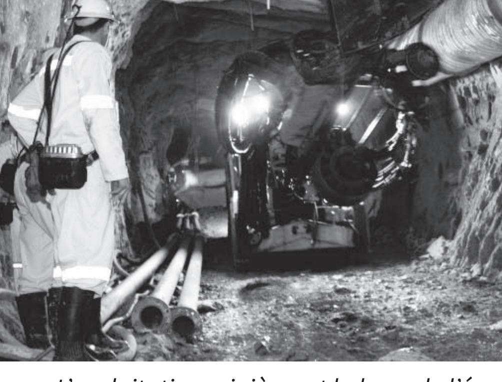
Si l'impérialisme veut aller de l'avant avec son expérience sociale de fermeture des robinets dans Le Cap, il y aura des luttes qu'aucune force sur Terre ne pourra arrêter. C'est cette menace de révolution qui a contraint l'impérialisme à reculer. Mais maintenant, celui-ci insiste pour obtenir la privatisation de l'eau à travers de grandes usines de dessalement et l'imposition de compteurs d'eau prépayés. Plusieurs autres attaques sont également en préparation, comme la limitation du droit de grève.

Marikana, les grèves des mineurs, les luttes des travailleurs agricoles et celle des étudiants universitaires se limitaient à leur espace. Mais le temps est proche pour une lutte généralisée. Le « printemps azanien »[9] s'approche.

Les luttes au Zimbabwe, au Cameroun et en République Démocratique du Congo sont des signes que ce printemps se répand dans toute l'Afrique. Nous devons nous unir aux travailleurs de toute l'Afrique, des autres pays néocoloniaux et des centres impérialistes. L'impérialisme contrôle l'Afrique et nous ne pouvons être libres que si la classe ouvrière des centres impérialistes nous rejoint dans la lutte. La formation d'une Internationale révolutionnaire (pour nous, la reconstruction de la Quatrième Internationale) est ce dont nous avons besoin.



La WCC dirige la lutte contre la privatisation du service de l'eau potable dans Le Cap.



L'exploitation minière est la base de l'économie sud-africaine et aussi la principale source du pillage impérialiste.

1 L'Accord qui mettait formellement fin à l'apartheid, avec la promulgation d'une Constitution transitoire en 1993. Les premières élections non racistes ont eu lieu en avril 1994, et ont mené le CNA, le parti de Nelson Mandela fondé en 1912, au gouvernement.

2 Vavi, Secrétaire général de Cosatu depuis 1999, fut expulsé de l'organisation en mars 2015, quand il s'opposait à l'expulsion de la NUMSA de la Centrale. Nzimande, Secrétaire général du PCAS et ministre de l'Education dans le gouvernement de Zuma, critiqua ce dernier en juin 2017 et fut démis de son poste en octobre.

3 DA — Democratic Alliance / Demokratiese Alliansie (Alliance démocratique) est le principal parti d'opposition à le CNA (étiqueté comme de Centre).
EFF- Economic Freedom Fighters / Ekonomiese Vryheidsvegters est issu de la Ligue des Jeunes du CNA quand celle-ci, d'orientation « marxiste-léniniste » fut expulsée du CNA en 2013.

4 Voir un article sur le site de la LIT-QI — https://litci.org/es/archive/la-masacre-de-marikana-una-divisoria-de-aguas-en-la-epoca-post-apartheid/ — https://litci.org/en/the-marikana-massacre-a-turning-point-in-the-post-apartheid-era/

5 Freedom Charter (Charte de la Liberté) était le programme adopté par le CNA lors de son congrès de 1955.

6 Voir https://litci.org/es/menu/mundo/africa/sudafrica/sudafrica-rechazamos-la-propuesta-impuesto-agua/

7 South African Federation of Trade Unions (Fédération sud-africaine de syndicats) est une centrale syndicale plus petite que le Cosatu.

8 Thabo Mbeki fut le Président de 1999 à 2008. Durant cette période, il a limogé Jakob Zuma qui était son vice-président.

9 Une référence au « printemps arabe ». Azania est une ancienne dénomination africaine de l'Afrique du Sud.

La fin de l'apartheid

Alejandro Iturbe

La situation actuelle en Afrique du Sud est le résultat de la façon dont le système politique de l'« apartheid » fut démantelé dans les années 1990, ainsi que de la politique que Nelson Mandela et son parti, le CNA (Congrès national africain), ont menée dans ce processus.

L'Afrique du Sud compte plus de 50 millions d'habitants et est le pays le plus développé et le plus industrialisé du continent africain. L'essentiel de son économie est l'activité minière, en particulier l'extraction de platine (dont il est le principal producteur mondial), d'or et de diamants.

Le pays a subi deux colonisations de Blancs : une d'origine néerlandaise (depuis la fin du 17e siècle) et une d'origine anglaise (depuis le début du 19e siècle). La colonisation néerlandaise a donné lieu à une élite blanche appelée *Afrikaners* ou *Boers*.

Les deux groupes coloniaux se sont affrontés dans plusieurs guerres pour la domination du territoire, surtout à partir de la découverte de la grande richesse minérale du pays (dans les dernières décennies du 19e siècle). Ce sont les dénommées *guerres anglo-boers*.

Malgré la prédominance britannique dans les affrontements guerriers, son coût élevé et la Première Guerre mondiale ont aidé les *Boers* à se consolider dans plusieurs territoires. A partir de 1910, ils ont commencé à construire le régime de l'apartheid, dans lequel les Noirs n'avaient aucun droit de vote, aucun droit politique. Ils étaient considérés comme une race « de seconde catégorie ».

La Seconde Guerre mondiale fut le contexte qui a contribué à étendre la domination des *Boers* sur tout le territoire, ce qui a été achevé en 1948 avec la suprématie de la bourgeoisie blanche d'origine néerlandaise, alors que la bourgeoisie d'origine anglaise y a été incorporée en tant que composant mineur.

L'apartheid

Dans le cadre de ce système, de véritables aberrations juridiques se sont formées : les Bantoustans (comme le Lesotho), des républiques noires prétendument « indépendantes » dont les habitants ne pouvaient sortir qu'avec des permis spéciaux, y compris pour se rendre chaque jour au travail. Les transgressions à ces permis étaient durement réprimées.



Nelson Mandela, le premier président noir d'Afrique du Sud, était le fondateur et le principal dirigeant du CNA.

Le niveau d'exploitation de la population noire était proche de l'esclavage : cette population vivait dans de gigantesques bidonvilles ou quartiers de misère. Le plus célèbre est celui de Soweto, dans les faubourgs de Johannesburg, avec près d'un million d'habitants entassés dans les pires conditions, presque sans installations sanitaires de base garanties.

C'est sur cette base de surexploitation et d'un immense appareil répressif d'Etat que la bourgeoisie sud-africaine blanche (associée à des capitaux anglais et néerlandais) a construit son pouvoir et sa richesse.

La fin de l'apartheid

La population noire s'est battue avec acharnement contre cette situation et pour ses droits politiques et sociaux. Il y avait périodiquement des explosions, réprimées par des massacres sauvages. Les plus notoires furent celles de Sharpeville en 1960 et de Soweto en 1976.

Le Congrès National Africain (CNA) fut fondé dans le cadre de la lutte contre l'apartheid et a commencé à se développer de plus en plus à partir des années 1950, jusqu'à devenir l'expression politique et la direction de la majorité de la population noire. Son dirigeant le plus connu, de renommée populaire et internationale, était Nelson Mandela, qui a vécu en prison entre 1962 et 1990. Il a continué à diriger le mouvement depuis la prison, et c'est au cours de cette période qu'il a gagné son grand prestige et son influence à l'échelle nationale et internationale. Mandela a le mérite d'avoir exprimé cette lutte, en tant que personnalité politique, et de lui avoir donné une transcendance internationale.

Le CNA a réussi à unifier la grande majorité des travailleurs et de la population noire derrière ses drapeaux. En ce sens, il a joué un rôle très progressiste. Mais il faut y ajouter que son idéologie et son programme (fortement influencés par le Parti du Congrès indien, dirigé par le Mahatma Ghandi) n'ont jamais dépassé les limites de la démocratie bourgeoise et du système capitaliste. C'est pourquoi il a établi des liens avec les impérialismes « démocratiques », intéressés à construire un mécanisme qui permettrait de démonter la « bombe à retardement » qui existait en Afrique du Sud.

La lutte du peuple noir contre le régime d'apartheid grandissait et se radicalisait de plus en plus. L'isolement international de ce régime augmentait également, et une des principales manifestations fut la campagne de boycott contre le régime raciste (similaire à celle qui se développe actuellement contre Israël). A partir des années 1980, sa chute semblait inévitable. Il y avait la possibilité que cette lutte du peuple noir mette fin au régime par la voie révolutionnaire et avance également sur la voie d'une révolution socialiste qui détruirait les bases capitalistes de la domination blanche. L'hypothèse que les masses dans leur lutte révolutionnaire exproprieraient la bourgeoisie blanche

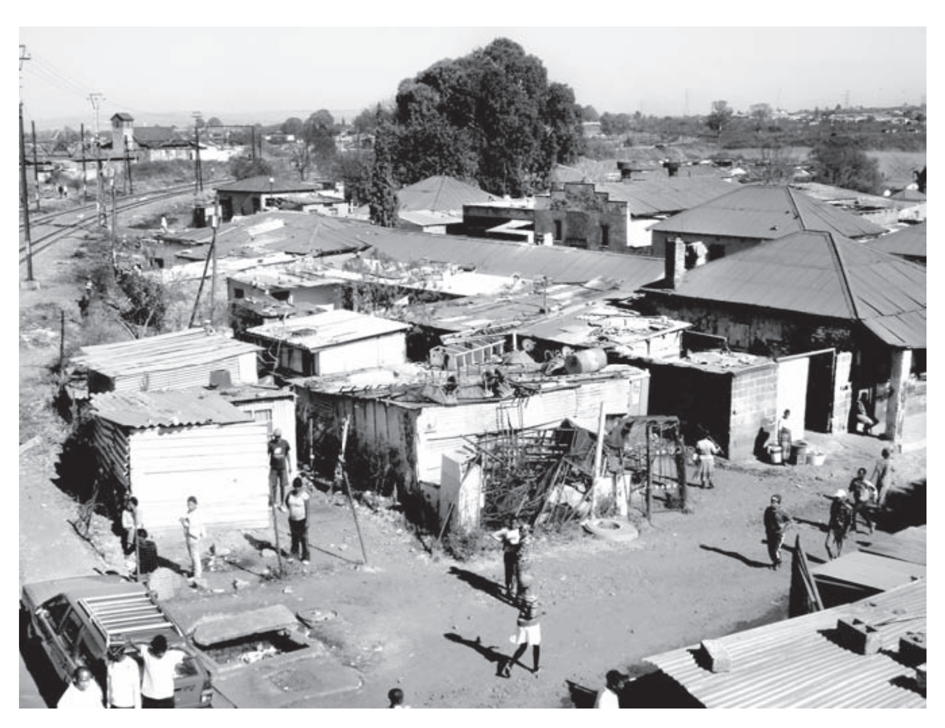
était à l'ordre du jour, ce qui serait, en réalité, l'expropriation de presque toute la bourgeoisie sud-africaine.

Face à cette situation, et pour freiner et contrôler le processus révolutionnaire, une majorité de la bourgeoisie blanche et l'impérialisme élaborèrent un plan de transition qui « démantèlerait » l'apartheid d'une manière ordonnée, et garantirait en même temps la domination économique, à travers le maintien de la propriété des entreprises et des banques. Les puissances impérialistes ont soutenu ce plan à fond, et un évêque noir, Desmond Tutu, en était l'un des gestionnaires, ce qui lui a valu le Prix Nobel de la Paix pour ce service rendu.

Un pacte fut peaufiné dans lequel le système capitaliste et la domination économique bourgeoise seraient maintenus, en échange de l'élimination de l'apartheid. Pour maintenir sa domination de classe, la bourgeoisie blanche s'éloignerait du contrôle direct de l'Etat et accepterait l'accès du CNA au gouvernement.

A cet effet, cette bourgeoisie pouvait compter avec la collaboration de Nelson Mandela (qui a négocié cette transition avec le dernier président blanc, Frederik de Klerk, et a été libéré de son emprisonnement en 1990), ainsi qu'avec celle du CNA et de la direction du Cosatu, et celle du Parti communiste, qui se sont mis à freiner la lutte des Noirs et ont participé aux négociations et à la transition jusqu'en 1994, quand Mandela a été élu président. En d'autres mots, avec cet accord, Mandela est passé de dirigeant de la lutte contre l'apartheid à capitulard à la bourgeoisie blanche et l'impérialisme, dans une transition négociée qui ne remettait pas en cause la structure économique capitaliste et la structure de classes du pays, ni la prépondérance de la bourgeoisie blanche en elle.

La fin de l'apartheid signifiait une grande conquête démocratique des Noirs sud-africains, qui obtenaient la citoyenneté sud-africaine et le droit de vote et de l'élection de leur propre gouvernement. Mais, d'après ce que nous venons de signaler, cet acquis était relatif et totalement limité, sans pour autant signifier une amélioration réelle de leurs misérables conditions de vie.



Soweto était autrefois un symbole de la lutte contre l'apartheid. Aujourd'hui, il est symbole de la pauvreté de nombreux Sud-Africains.

Le rôle du CNA

En assumant la gestion du régime et du gouvernement post-apartheid, en 1994, Mandela et le CNA ont changé de nature.

Jusque-là, bien qu'avec les limites profondes de leurs conceptions nationalistes bourgeoises, ils avaient été l'expression de la lutte du peuple sud-africain contre l'apartheid. De là, ils sont devenus les administrateurs de l'Etat bourgeois sud-africain et ont conclu une nouvelle alliance avec les anciens ennemis afrikaners.

Par cette alliance, les cadres et les dirigeants du CNA sont devenus une bourgeoisie noire, partenaire junior de la blanche, en contrepartie des services rendus. Ils obtinrent des bénéfices avec les affaires et les arrangements avec l'Etat. L'ancien président Jacob Zuma, par exemple, a été accusé de corruption en 2005, alors qu'il était vice-président, pour avoir reçu une plantureuse commission lors de l'achat d'armes à l'étranger. Les travailleurs noirs sont indignés de voir l'enrichissement de ces dirigeants : « *Ils vivent dans les mêmes maisons et dans les mêmes quartiers que les Blancs* ».

Il faut dire que cette réalité a commencé avec Mandela lui-même, qui a abandonné l'activité politique en 1999. D'autres présidents du CNA lui ont succédé (Thabo Mbeki et Jacob Zuma) qui ont appliqué des politiques de plus en plus néolibérales et ont promu l'entrée de capitaux impérialistes. Par exemple, la plupart des Sud-Africains appellent à la nationalisation de l'exploitation minière, qui est en grande partie dans des mains étrangères. (La société Lonmin, propriétaire de la mine de Marikana, où il y a eu la répression féroce d'une grève, a son siège à Londres.)

Le Cosatu

Le Cosatu (Congress of South African Trade Unions - Congrès des syndicats sud-africains) est la principale centrale syndicale sud-africaine, construite dans la lutte contre l'apartheid et en opposition aux anciens syndicats « réservés aux Blancs ». Dans cette période, elle a gagné son poids et son prestige. C'était un exemple mondial pour la lutte des travailleurs.

Le Cosatu est l'allié du CNA. Ou plutôt, il en fait partie et il soutient ses gouvernements et ses politiques. Cela a donné de grands avantages à ses dirigeants, qui occupent de nombreux postes dans le gouvernement ou le parlement, ainsi que dans des entreprises privées. Par exemple, l'ancien dirigeant Cyril Ramaphosa, qui était à la tête de la lutte des mineurs et contre l'apartheid quand il dirigeait le Syndicat National des Mineurs (National Union of Miners - NUM) et le Cosatu, est maintenant associé-propriétaire et membre de l'exécutif de l'entreprise Lonmin.

Ce n'est pas par hasard qu'i y a une avant-garde de plus en plus nombreuse qui dit que « *le CNA et le Cosatu ne nous représentent pas* ». (Voir l'article sur la réorganisation syndicale.) Cette avant-garde commence à créer de nouveaux syndicats, indépendants du Cosatu (comme cela s'est manifesté dans la grève de Marikana), et à envisager la construction d'une alternative politique en dehors du CNA.

La réalité actuelle

La fin de l'apartheid fut un grand triomphe du peuple noir sud-africain qui, en éliminant ce régime, obtint des libertés, des droits politiques et un système électoral fondé sur « une personne, une voix ». Les bantoustans ont pris fin, et pour la première fois dans l'histoire du pays, ce peuple a élu un président de sa race.

Mais la structure économique du pays n'a pas du tout été touchée et est restée dominée par la bourgeoisie blanche qui, à présent, a l'avantage d'avoir un régime et un gouvernement noirs pour défendre ses intérêts. En même temps, la nouvelle bourgeoisie noire a profité de l'accès du CNA au pouvoir politique pour accumuler de la force économique et faire dorénavant partie de la classe dirigeante en Afrique du Sud.

En maintenant cette structure économique, le chômage national est de 25 %, mais parmi les travailleurs noirs, il atteint 40 %. 25 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour, considéré mondialement comme le seuil de misère et de faim.



Le nouveau président sud-africain, Cyril Ramaphosa, est un ancien dirigeant syndical minier, coopté par l'impérialisme et la bourgeoisie sud-africaine.

Plus de vingt ans après la fin de l'apartheid, la bourgeoisie blanche détient de grands privilèges et richesses tandis que l'immense majorité des Noirs continue de vivre dans la pauvreté et la misère. Mais maintenant, cette bourgeoisie blanche a comme partenaire la bourgeoisie noire qui s'est formée au cours des dernières décennies. Cette inégalité explosive est à la base d'une forte croissance de la violence sociale : il y a 50 000 assassinats par an (proportionnellement, 10 fois plus qu'aux Etats-Unis). Mandela est le grand responsable de cette réalité, en ayant freiné la révolution du peuple noir, et mené ce combat dans la voie sans issue des pactes avec la bourgeoisie blanche et l'impérialisme.

Il est nécessaire de faire le bilan sur le chemin parcouru par Mandela, le CNA et le Cosatu, qui sont passés de la lutte à la capitulation. Nous croyons qu'il faut tirer des conclusions profondes. Dans les années 1990, le peuple noir sud-africain a obtenu des libertés et des droits politiques qui doivent être défendus sans aucun doute. Mais il a continué à être soumis à la pire exploitation capitaliste, au profit d'une minorité blanche, et maintenant également de la nouvelle bourgeoisie noire, originaire des anciens dirigeants de la lutte. Il n'y aura pas de véritable libération du peuple sud-africain sans détruire les bases capitalistes de cette exploitation. Il est nécessaire de se battre pour l'amélioration des conditions de vie des Noirs. Mais pour vraiment triompher, cette lutte doit avancer dans la voie de la révolution ouvrière et socialiste, qui liquide l'exploitation de classe et de race qui perdure dans le pays.

Mobilisation des métallos du syndicat Numsa.



C'est Mandela qui a empêché que cela se produise à l'époque, avec sa capitulation. C'est pourquoi les bourgeois sud-africains et les impérialistes lui rendent hommage, à juste titre. Pour notre part, nous réitérons notre respect pour la douleur du peuple noir d'Afrique du Sud et des nombreux combattants qui pleurent sa mort dans le monde entier. Mais étant donné cette immense capitulation, nous ne lui rendons pas hommage.

D'une part, il y a aujourd'hui une crise profonde du CNA et de son gouvernement : Jacob Zuma a démissionné le 14 février dernier de son poste de président sud-africain, impliqué dans de nombreux scandales de corruption, et son propre parti a exigé sa démission (un processus que nous analysons dans un autre article de ce magazine). Les choses ne s'amélioreront guère avec cette démission : son remplaçant serait le vice-président Cyril Ramaphosa, auquel nous avons déjà fait référence. D'autre part, il y a les luttes des travailleurs (avec une place prépondérante pour les métallos et les mineurs), ainsi que les ruptures de secteurs avec le CNA et le Cosatu (comme celle dirigée par le syndicat des métallos). Ce sont des signes évidents que le prolétariat et le peuple noir avancent dans leur conscience et dans leur action.

Un Monde politique en guéguerre

Ligue Populaire du Sénégal (LPS)

L'affaire de Khalifa Sall, le maire de la ville de Dakar (la capitale du Sénégal), fait le buzz. Depuis le mois de mars de 2017, le maire est empêtré dans des affaires de corruption et de malversations politiques dans sa gestion de la mairie, ce qu'il nie en bloc jusqu'ici.

Il répète à chaque audience qu'il n'a jamais fait un usage personnel des fonds alloués à la mairie et que l'affaire est « politique » : il y aurait une volonté du gouvernement de le réduire en silence, compte tenu de son poids politique. Et il insiste : « *C'est parce que, dans le passé, je n'ai jamais accepté les propositions du gouvernement que je suis en prison !* »

A la barre, il a retracé avec éloquence l'histoire de la fameuse caisse d'avances, objet de toutes les polémiques actuelles au Sénégal. Il rappelle que c'est en 1996 que tout a changé. C'est le moment où, selon lui, le maire devient le fonctionnaire compétent pour les dépenses de la mairie, et il ne doit rendre compte qu'au ministère de la décentralisation. Comme quoi il avait le droit de distribuer les fonds de la mairie aux Dakarois et à quelques bénéficiaires notables à Dakar, dont il ne révèle pas les noms.

Taciturne par moments, et prolixe à certaines occasions, le maire rappelle à ses ennemis politiques que les fonds politiques de la mairie de Dakar n'ont pas d'archive. Pour le moment, le procès continue sur fond de menaces, de surenchères et de mensonges politiques à travers les médias et les réseaux sociaux.

Cette mise en scène polémique de la politique, bien préparée, est une manipulation au sommet qui répond à des besoins à la fois électoralistes et de positionnement. La majorité des gens n'y est pas du tout intéressée, étant donné qu'il y a d'autres exigences, sur le terrain social, notamment dans tous les secteurs porteurs de croissance, pour lesquelles on attend des solutions de la part du gouvernement.

Ce qui est critique dans cette affaire, c'est que cette pratique a toujours existé à la mairie sans qu'il y ait véritablement une prise en charge des besoins de ces mêmes populations.



Khalifa Sall, le maire de la ville de Dakar, est impliqué dans des scandales de corruption concernant la gestion des finances municipales.

On a vu récemment l'Etat faire une note de presse apportant des précisions par rapport à cette même caisse d'avances, pour rappeler que, selon le décret n° 2003-657 du 14 août 2003, elle est loin d'être un fond politique. Autrement dit, il s'agit d'une guéguerre politique, qui n'a aucune importance à l'heure actuelle où les priorités sont ailleurs.

Des alliances contre nature en vue des élections

Actuellement, tout tourne autour des questions électorales au Sénégal.[1] C'est l'un des sujets les plus convoités par les hommes politiques. Les élus n'ont plus le vent en poupe et, ayant compris le risque de se faire éjecter du pouvoir par le peuple, ils cherchent désespérément et par tous les moyens des solutions à leur problématique actuelle. Du palais à la rue se nouent des alliances entre acteurs politiques et journalistes cooptés par le régime en place, entre prétendus acteurs de la société et organisations de femmes, entre universitaires et mouvements d'étudiants affiliés au parti du président Macky Sall. Les médias complices du gouvernement retransmettent en direct les meetings politiques au nom de la vertu de l'argent, ou de grandes sommes sont distribuées tous azimuts. Ce qui équivaut à dire que les mouvements sont désormais légion sur l'échiquier politique à être uniquement au service de Macky Sall et de son gouvernement.

Les secteurs en ébullition

Le secteur de la santé et celui de l'éducation sont les plus exposés aux errements du nouveau régime, à cause des multiples promesses non tenues, occasionnant ainsi une longue léthargie.

*** Dans le secteur de la santé,** les syndicalistes ont obligé récemment le gouvernement à mettre en œuvre le plus vite possible les accords signés, afin d'éviter tout dysfonctionnement éventuel. Une situation qui a poussé le gouvernement à convoquer immédiatement les syndicats de la santé à une réunion dirigée par le Premier ministre sénégalais, Boun Mohamed Abdoulaye Dione. Cette rencontre s'est soldée par une nouvelle promesse de l'Etat, de payer l'intégralité des heures supplémentaires au mois de mars prochain. Au-delà de ces questions, les syndicalistes ont exigé le respect des accords concernant le logement social et la retraite. Le Premier ministre ne pouvait trouver mieux que d'ordonner – une promesse de plus – la mise sur pied

[1] Il y aura des élections présidentielles en 2019.

d'une commission en collaboration avec le ministre de l'Economie et des Finances pour une question très simple. Faut-il répéter que nous sommes loin de l'épilogue ?

*** Dans le secteur de l'éducation**, c'est encore pire. Avant la visite du président français, ce secteur au Sénégal était hors du commun, du fait des multiples grèves des enseignants, ainsi que des élèves pour soutenir ceux-ci, face à ce qu'ils appellent « l'irresponsabilité des élites pour une éducation prospère ». Les enseignants ont réaffirmé leur combat dans le cadre d'une grande alliance pour une grande mobilisation. Ils ont ainsi organisé une grande marche nationale, en choisissant cette fois une région différente, loin de Dakar. Et dans la foulée, ils ont exigé l'alignement de leur allocation de logement avec celles des autres agents de la fonction publique (magistrats, ministres, inspecteurs). « *Plus de justice sociale et d'équité* » exigeaient-ils avec force devant un monde fou, sensible à leurs causes. Parmi les autres sujets de revendications, on peut noter la livraison des parcelles promises aux enseignants, le paiement de tous les arriérés d'intégration, de validation et d'avancement, ainsi que la formation avec octroi de diplôme de tous les professeurs titulaires avec des diplômes spéciaux. A l'image des agents de la santé, ils exigent par ailleurs un système de rémunération équitable dans la fonction publique.

*** A part les enseignants et les élèves**, il faut noter que les étudiants n'échappent pas non plus aux problèmes dans le système éducatif. Ces dernières années, l'Etat avait signé des accords avec des établissements privés pour donner une formation aux nouveaux bacheliers qui ne trouvaient pas de place disponible dans les universités publiques. Les écoles privées permettaient à l'Etat d'éviter le syndrome de la grogne sociale, et ils ont investi beaucoup dans ces écoles. Sous couvert d'un semblant de bonne volonté, ils ont permis à des milliers d'étudiants d'obtenir une formation sans stage professionnel ni emploi ; l'essentiel, pour eux, est de réduire en silence les acteurs concernés. Cette année, paradoxalement, c'est la Fédération des établissements privés d'enseignement supérieur qui a décidé de suspendre les cours donnés aux étudiants orientés par l'Etat aux établissements membres, à compter du lundi 12 février. L'Etat a contracté une dette énorme envers les établissements privés sur une période de plusieurs années sans passer à la caisse. En fait, les sommes tournent autour de 16 milliards de francs CFA (soit 2,4 millions d'euros).

C'est un contexte social catastrophique qui verra certainement un surplus d'étudiants (ou de nouveaux bacheliers) dans la rue pour exiger une formation comme les autres. Et selon les estimations, 40 000 étudiants ont été envoyés aux universités privées par l'Etat, en plus des cohortes de nouveaux bacheliers...

Les promesses du gouvernement s'accumulent, car les échéances électorales pointent à l'horizon : le gouvernement est obligé de dialoguer avec les syndicats, quitte à passer sous silence certaines obligations. Afin de mieux préparer les élections, l'Etat du Sénégal a décrété l'année 2018 comme une année sociale, en remaniant tout l'appareil d'Etat. Le magazine *New African* a récemment titré : « *Un gouvernement de combat pour Macky Sall* ». Une façon de rendre compte du climat de méfiance et de défiance du gouvernement sénégalais, qui n'a qu'une seule ambition : gagner les élections présidentielles en 2019.

Pour rappel, ce gouvernement est composé de 39 membres, avec des changements importants, notamment dans trois grands ministères : Affaires étrangères, Intérieur et Justice.



Macky Sall, président du Sénégal

L'éducation publique est l'un des secteurs les plus attaqués par le gouvernement de Macky Sall.



Les agents de la Santé se battent pour défendre le fonctionnement des hôpitaux. Sur la photo, l'hôpital de la ville de Louda.



Non au Partenariat mondial pour l'Education au Sénégal !

Une déclaration de la Ligue Populaire du Sénégal (LPS)

Début février 2018 s'est réuni à Dakar (Sénégal) la troisième Conférence du Partenariat mondial pour l'Education, sous la présidence de Macky Sall et d'Emmanuel Macron. A cette conférence, qui a réuni plusieurs dirigeants de l'Afrique (le Mali, Burkina Faso, l'Afrique centrale, etc.) et d'autres continents, ont également participé Audrey Azoulay, ancienne ministre de la Culture et de la Communication de France et actuellement Directrice de l'UNESCO, et Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale. Voici une déclaration de la Ligue Populaire du Sénégal (LPS), la section de la LIT-QI dans ce pays.

Début février 2018 s'est réuni à Dakar (Sénégal) la troisième Conférence du Partenariat mondial pour l'Education, sous la présidence de Macky Sall et d'Emmanuel Macron. A cette conférence, qui a réuni plusieurs dirigeants de l'Afrique (le Mali, Burkina Faso, l'Afrique centrale, etc.) et d'autres continents, ont également participé Audrey Azoulay, ancienne ministre de la Culture et de la Communication de France et actuellement Directrice de l'UNESCO, et Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale. Voici une déclaration de la Ligue Populaire du Sénégal (LPS), la section de la LIT-QI dans ce pays.

La LPS fustige et critique de façon acerbe l'attitude du gouvernement sénégalais à l'égard de la France, l'ancienne puissance coloniale. La visite du président français au Sénégal a montré encore une fois le manque de responsabilité des dirigeants africains, plus particulièrement celui du Sénégal, Macky Sall. Ce dernier a réservé un accueil chaleureux au Président français en mobilisant tout l'appareil d'Etat. C'est un signe que nos pays sont encore des semi-colonies inféodées aux anciennes puissances, qui ne cherchent qu'à imposer un système de pressions économiques et d'étranglement.

Nous estimons que la visite du président Macron au Sénégal n'apporte rien pour la voie que notre pays doit emprunter pour plus de justice sociale et d'égalité. C'est plus une fiction politique qu'une volonté des Occidentaux d'apporter un soutien quelconque aux peuples africains. L'éducation dont il est question renvoie plus à de la fiction politique. Nous estimons que l'éducation en Afrique n'appartient plus à la société dans son ensemble ; c'est « le marché » qui gouverne et qui contrôle les programmes, ou pire encore, qui contrôle la pédagogie. Les puissances coloniales, les organisations intergouvernementales et d'autres organismes ont poussé l'Etat à partager avec eux les prérogatives qui sont supposées garantir plus de justice sociale. Le résultat est que le Sénégal continue à donner des chiffres pour montrer les avancées de son enseignement, alors que tous les syndicats sont actuellement dans la rue pour revendiquer plus d'actions concrètes et de réalisations. L'éducation ne tient plus debout au Sénégal, même avec l'apport mercantiliste de l'ancienne métropole. Aujourd'hui, le Sénégal abrite la conférence du Partenariat mondial pour l'Education, mais entretemps, ses écoles souffrent cruellement de manque d'infrastructures et de personnel enseignant. C'est-à-dire que le financement et la financiarisation globale en cours constituent un danger pour le système de l'enseignement en Afrique, parce qu'ils excluent de fait les pauvres. Seuls les riches et les bourgeois pourront fréquenter l'école, et recevoir une formation orientée vers les besoins du monde de la finance.



Emmanuel Macron et son « homologue » sénégalais Macky Sall

Nous tenons à préciser que la récente visite de Macron au Sénégal, sous le couvert d'un engagement pour l'éducation, s'est soldée par la confirmation et la signature d'au moins deux contrats juteux pour les entreprises françaises. L'un concerne l'achat, par le Sénégal, de deux Airbus 330-900 Neo, pour 112 milliards de francs CFA (soit 170 millions d'euros). L'accord a été signé par Philippe Bohn, ancien CEO d'Airbus et d'Air Sénégal, et Fouad Attar, Directeur commercial d'Airbus Afrique et Moyen Orient, en présence d'Emmanuel Macron et de Macky Sall.

L'autre contrat concrétisé par la venue de Macron est celui relatif à l'entretien du Train Express Régional (TER) pour des centaines de milliards de francs CFA.

Une précision encore. Les fameux 2,3 milliards de dollars, à collecter au titre du Partenariat mondial pour l'Education, sont un fonds international. Certains pensent en effet que cette somme, l'équivalent de 1230 milliards de francs CFA, serait entièrement dévolue au Sénégal. Erreur ! Le fonds concerne 65 pays en développement. On ignore même encore la part qui reviendra à notre pays.

Une chose est donc sûre : lors de la visite du président Macron, c'est le Sénégal qui a sorti une fois de plus son carnet de chèques. Rien de nouveau sous le soleil. La France est venue signer des contrats.



En pllus de participer à la III Conférence de l'Alliance pour l'Education, Macron a fait des affaires avec la vente de deux avions Airbus 330-900 Neo

La République « Démocratique » du Congo

Mathieu et Jan (LCT - Belgique)

« Tout doit en tout cas être fait pour qu'on aboutisse vraiment à des élections », disait récemment Didier Reynders, le Ministre belge aux Affaires étrangères, à propos de la République Démocratique du Congo (Le Soir, 19.9.2017). Des élections présidentielles devaient y avoir lieu en 2016, dans lesquelles, selon la Constitution, Joseph Kabila, élu déjà deux fois, ne peut pas rempiler. Depuis lors, on passe de report à report, toujours pour des « raisons techniques ».

Mais cette population, où des combats sanglants font des morts par milliers depuis des années, est-elle donc tellement avide de pouvoir voter ? Ou la querelle « électorale » ne serait-elle qu'un aspect d'une lutte de vautours pour une carcasse qui se chiffre en milliards de dollars, de métaux précieux et autres ressources présentes dans le sous-sol du pays, alors que la population, elle, veut en finir avec les vautours ? L'Eglise catholique, pour sa part, très influente dans le pays, essaye de convaincre la population qu'il faut attendre que les vautours arrivent à se mettre d'accord.

Les richesses du Congo

En 1884, le roi des Belges, Léopold II, reçut comme propriété personnelle un pays au centre de l'Afrique, grand comme 80 fois la Belgique et qui abrite la deuxième forêt humide la plus importante après celle d'Amazonie.



En 1884, la conférence de Berlin reconnut l'Etat libre du Congo comme « propriété personnelle » du roi belge Léopold II.

Le malheur de la population congolaise est que leur pays regorge de richesses. A l'époque, le latex y était extrait de l'hévéa moyennant le travail forcé des Noirs, dont on coupait les mains s'ils ne « rendaient pas assez ». Les bénéfices permirent au roi de s'offrir un luxueux casino à Ostende et les Arcades du Monument du Cinquantenaire à Bruxelles. Au début du 20e siècle furent localisés au sud de la colonie des gisements immenses de minéraux d'étain et de cuivre. Et le 28 octobre de 1906, le capitalisme belge constitue l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK).

D'autres ressources minières, d'une importance stratégique, ont depuis lors été localisées. La République Démocratique du Congo (RDC) produit plus de la moitié du cobalt commercialisé dans le monde et 16 % des diamants ; son sous-sol contient entre 60 % et 80 % des réserves mondiales de coltan, un minerai source de niobium et de tantale. Le cobalt est utilisé principalement dans les superalliages pour les pales des turbines à gaz ou de moteurs d'avion, et dans les batteries de lithium-ion, indispensables pour les voitures électriques. Le tantale est irremplaçable dans les téléphones mobiles et les ordinateurs portables. Et il y a aussi de l'uranium.

L'église catholique comme Guide suprême des « évolués »

L'organisation politique de la colonie fut confiée par Léopold II à l'Eglise catholique, qui en fait un Etat Catholique régi par les préceptes de la bible. Des missionnaires au service de Léopold II apportaient « la civilisation » aux « sauvages » congolais.

La société congolaise est traditionnellement structurée en « tribus » et pour organiser l'Etat Catholique, il faut gagner les chefs de tribu. Comme disait le cardinal Lavigérie : « *N'oubliez pas de faire voir aux chefs que la doctrine chrétienne est extrêmement favorable à leur pouvoir, étant donné qu'elle enseigne que ce sont eux les vrais représentants de Dieu sur terre, au temporel*. »L'Eglise crée alors une élite autochtone, les « évolués », des Noirs qui furent séparés de leur groupe d'origine, éduqués dans des orphelinats catholiques[1] ou des séminaires de formation à la prêtrise, et qui adoptèrent le « système de valeurs » du colonisateur. Déjà en 1945, le journal catholique *la Croix du Congo* a comme sous-titre : *Le journal des évolués.* Ces évolués avaient certains privilèges, comme le droit de ne pas être soumis à la peine de flagellation. Les évolués les plus « prometteurs » (deux centaines) recevaient une Carte d'immatriculation. C'était le cas de Lumumba en 1954. Kasa-Vubu, par contre, fut exclu du séminaire avant son ordination sacerdotale, pour être « trop indépendant ». Ces évolués étaient membres d'un parti politique belge, jusqu'aux années 1950 le CVP (catholique), puis aussi d'autres partis.[2]

1960, l'indépendance

Vers la fin des années 1950, un vent d'indépendance souffle en Afrique.[3] En 1955, le roi Baudouin visite la colonie et rencontre Patrice Lumumba. Et cette même année, un professeur de l'Université de Gand, Jef Van Bilsen, publie « son » *Plan de 30 ans pour l'émancipation de l'Afrique belge* ». Les missionnaires de Scheut publient un manifeste qui « exige » *l'émancipation complète*

dans un délai de 30 ans.[4] Et en un premier moment, Lumumba, membre du Parti libéral, crée en 1955 l'*Association du Personnel Indigène de la Colonie* (APIC) et voit cela avec sympathie. Kasa-Vubu, par contre, dirigeant d'ABAKO, une association culturelle créée en 1950 par un missionnaire belge, n'accepte pas le délai et publie un Contre-manifeste qui revendique « l'autonomie » immédiate pour la colonie.

A l'occasion de l'exposition universelle de 1958 à Bruxelles, les Belges présentent leur « œuvre de civilisation » au Congo, en exhibant un « village congolais » avec de « vrais indigènes » comme attraction touristique. Lumumba, invité à l'exposition, rompt alors avec le Parti libéral et constitue le *Mouvement National Congolais* (MNC). Et lors de la *Première Conférence des Peuples Africains* à Accra (Ghana, décembre 1958), Lumumba dénonce « *le colonialisme, l'impérialisme, le tribalisme et le séparatisme religieux qui, tous, constituent une entrave sérieuse à l'éclosion d'une société africaine harmonieuse et fraternelle* ».

A son retour, le MNC organise un meeting à Léopoldville (Kinshasa), et devant 10.000 participants, revendique « *la liquidation du régime colonial et de l'exploitation de l'homme par l'homme ».* Kasa-Vubu n'avait pas adhéré au MNC, le considérant trop modéré, et il organise à son tour, le 4 janvier 1959, un meeting de l'ABAKO avec le même programme. Les autorités l'interdisent et Kasa-Vubu essaye de remettre l'évènement à plus tard. Mais 20.000 personnes se présentent, auxquels s'ajoutent les fans qui sortent d'un match de foot. Puis, les masses se dirigent aux secteurs européens de la capitale et s'en prennent aux missions et aux curés, symboles de la domination coloniale. Finalement, la police parvient à « rétablir l'ordre », avec des centaines de prisonniers et des dizaines de morts. Kasa-Vubu est déporté à Bruxelles et ABAKO est dissoute.

En mai 1959, Kasa-Vubu retourne au Congo et déclare publiquement qu'il cessera de reconnaître les autorités belges à partir du 1er janvier 1960. En juin, ABAKO est reconstruite sous un autre nom, l'Alliance des Bakongo. En octobre, lors d'un congrès du MNC à Stanleyville (Kisangani), une rébellion est réprimée avec 30 morts et Lumumba est arrêté, puis condamné en janvier 1960 à six mois de prison.



Le traitement réservé aux esclaves au Congo belge était extrêmement inhumain, avec y compris les pratiques génocidaires.

La guerre de libération sévit en Algérie, mais le roi Baudouin affirme qu'il s'agit « *d'un manque de cadres aptes à assumer le gouvernement, et d'éducation morale du peuple* ». La Belgique doit « *assister le peuple congolais dans son chemin vers l'indépendance, sans délai, mais sans témérité irresponsable* ».[5] Et le 3 janvier 1960, le gouvernement belge accepte d'organiser une *Table Ronde* pour « *assister les Congolais dans leur transition à l'indépendance* ». Une grande quantité de chefs coutumiers sont invités, afin de diluer l'importance des dirigeants du mouvement anticolonial, mais Kasa-Vubu, entre autres, exige la participation de Lumumba, en prison, qui est alors libéré. A Bruxelles, les invités se réunissent entre eux pour constituer un *Front commun*, qui exige que les négociations ne soient pas seulement consultatives, que les décisions soient obligatoires pour le gouvernement belge. Et les Belges concèdent finalement l'indépendance, à proclamer le 30 juin de 1960. Des élections sont organisées, où le MNC de Lumumba obtient 65 % de voix et Kasa-Vubu est placé deuxième. Dans le régime parlementaire à constituer, Lumumba sera Premier ministre et Kasa-Vubu Président.

Le roi des Belges participe à la cérémonie de la Proclamation de l'indépendance : « *Nous serons à votre disposition pour vous aider avec nos conseils.* » Lumumba, pour sa part, laisse tomber les formalités et parle aux « *combattants pour l'indépendance aujourd'hui victorieuse* » de *« l'humiliant esclavage qui nous a été imposé par la force.* […] *Nos terres ont été volées au nom de la loi du plus fort.* » Pour Lumumba, l'indépendance n'est que « *le chemin vers l'unité africaine, la fin de l'exploitation et de la discrimination, et le début d'une nouvelle ère de paix, de justice et de liberté* ».

Patrice Lumumba représentait l'une des positions les plus progressistes du nationalisme africain et du panafricanisme, avec un fort contenu anti-impérialiste et d'unité des pays du continent. Mais, cohérent avec la nature de classe petite-bourgeoise d'un « évolué », son programme n'a jamais dépassé les limites du nationalisme bourgeois : il n'a jamais posé la lutte révolutionnaire des travailleurs et du socialisme comme seule voie réelle pour vaincre l'impérialisme. Cette limite a été renforcée par ses relations avec les bureaucraties au pouvoir en URSS et en Chine, qui avaient abandonné le but de la révolution socialiste dans le monde et avaient soutenu pleinement cette perspective purement démocratique et bourgeoise des dirigeants nationalistes africains.

Une première tentative de sécession

Pour essayer de sauvegarder les intérêts de l'UMHK, l'impérialisme belge et les colonisateurs européens ont essayé de séparer la province la plus riche, le Katanga. Lumumba dénonce alors que les colonisateurs veulent « *un Katanga indépendant, de façon à ce que, demain, ce soit le grand capital qui va dominer les Africains* ».

La bourgeoisie belge compte avec la collaboration de la naissante bourgeoisie noire de la région. Moïse Tshombe – fils d'un entrepreneur, éduqué dans une école de missionnaires yankis, propriétaire d'une chaîne de boutiques, un évolué chrétien et anticommuniste – va être le cheval de bataille. Il avait gagné les élections préparatoires à l'indépendance. Et le 11 juillet de 1960, avec son

parti, la CONAKAT, il déclare unilatéralement l'indépendance de sa province et constitue l'Etat du Katanga. Grâce au financement de l'UMHK, les structures du nouvel Etat voient le jour. La gendarmerie katangaise devient l'Armée du nouvel Etat. L'armée belge, qui avait renforcé sa présence dans la région en prévision de l'indépendance, va intervenir pour neutraliser les militaires nationalistes qui se mutinent dans les casernes du Katanga.

Lumumba demande alors le soutien de l'ONU, et le Conseil de Sécurité en profite pour envoyer en juillet 1960 des Casques Bleus sur place,[6] mais sans ordre d'intervenir. En moins de deux semaines, le gouvernement belge bombarde l'embouchure du fleuve Congo, lance des parachutistes pour libérer des aéroports et envoie 11.000 soldats, dont 9.000 au Katanga. Et en août, la Belgique reconnaît formellement le nouvel Etat du Katanga. La gendarmerie katangaise, commandée par des officiers belges est encore trop faible pour arrêter l'armée nationale congolaise de Lumumba. C'est le moment pour les Casques Bleus d'intervenir… pour imposer un cessez-le feu. Et les troupes belges rentrent chez eux, sauf les officiers qui restent pour peaufiner la nouvelle Armée katangaise.[7]

Les conflits se multiplient

La bourgeoisie belge comptait sur une passation de pouvoir tranquille au Congo, tout en sauvegardant ses intérêts. Mais à peine une semaine après la proclamation de l'indépendance, une mutinerie éclate dans la base militaire de Léopoldville et se répand dans tout le pays. Lumumba décide alors d'africaniser l'Armée, où il y avait très peu de Noirs avec rang d'officier. Il double le solde des soldats et remplace le commandant en chef, un général particulièrement raciste, par Joseph-Désiré Mobutu, secrétaire de l'état major, promu alors à colonel. Mais Mobutu avait déjà été contacté par la CIA comme un personnage utile pour servir les intérêts impérialistes.[8] En août de 1960, la CIA décide « *que l'éloignement* [de Lumumba] *est notre objectif le plus important et que, dans les circonstances actuelles, il mérite une grande priorité dans notre action secrète*. »[9]



Patrice Lumumba, leader de l'indépendance et Premier ministre de la République du Congo, fut séquestré et assassiné en 1961.

Le 4 septembre 1960, le Président Kasa-Vubu, rival de longue date de Lumumba, annonce par radio la « destitution » de celui-ci qui, à son tour, le 12 septembre, accuse Kasa-Vubu de haute trahison. Mobutu prend le pouvoir, avec la collaboration de Kasa-Vubu. Lumumba est arrêté et l'ambassadeur belge suggère à Mobutu d'envoyer le prisonnier au Katanga, ce qui est fait le 17 janvier de 1961. Les autorités katangaises, conseillées par des militaires belges, le torturent et l'assassinent. Et ils font disparaître le corps dans l'espoir de mettre fin aussi à la mémoire du héros de l'indépendance dans la conscience des Congolais.

La dictature de Mobutu

L'élimination de Lumumba ne met pas fin à « l'instabilité », le mot que l'impérialisme utilise pour désigner la révolution.

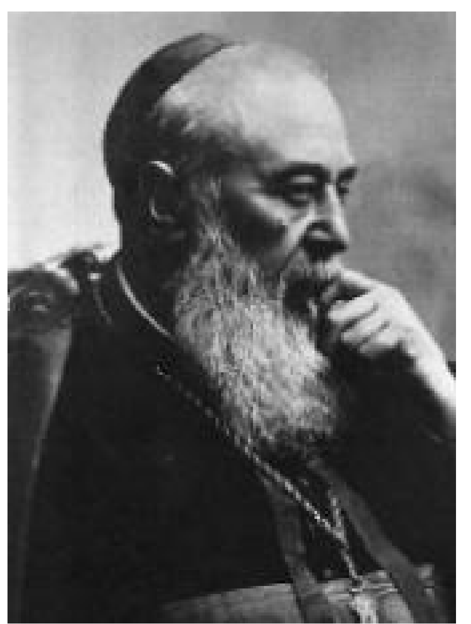
Deux régions continuent à perturber la tranquillité du pillage.[10] A l'Est, dans la région des Grands Lacs, terre d'origine de Lumumba, Antoine Gizenga, cofondateur du MNC, menait un combat de guérilla et déclara en décembre de 1960 son gouvernement comme le légitime de la *République Libre du Congo,* un gouvernement reconnu, après l'assassinat de Lumumba, par l'URSS, la Chine et l'Egypte, quoique cette « reconnaissance » était plutôt formelle.[11] Pierre Mulele, ministre de l'Education de Lumumba y continue le combat et constitue à cet effet en octobre de 1962 un *Conseil National de Libération du Congo* (CNL) à Brazzaville. Et à partir de janvier 1964, il commence la Rébellion Simba dans cette région. Au Katanga, Laurent Désiré Kabila, dans l'opposition lors des élections de 1960, participe à la fondation du CNL, avec la tâche d'initier la guérilla dans les terres de Tshombe.

En fait, toute la région est « instable ». Par exemple, en 1959, trois ans avant l'indépendance du Ruanda, un mouvement d'émancipation de Hutus contre l'exploitation par les Tutsis avait culminé dans la Révolution ruandaise qui poussait 100.000 Tutsis à l'exil dans les contrées voisines. Par la suite, les Tutsis allaient récupérer le pouvoir et ce seront alors les Hutus qui vont fuir massivement vers le Congo (alors le Zaïre).

Dans ce climat, le général Mobutu exercera un pouvoir dictatorial pendant trois décennies, toujours soutenu par la Belgique qui ne manquera pas d'intervenir militairement au besoin. En novembre 1964, 300 parachutistes acheminés par un C-130 de l'Armée yankee capturent l'aéroport de Kisangani, et en mai 1978 un bataillon atterrit à Kolwezi pour évacuer des ressortissants européens.[12]

En juillet 1985, le roi Baudouin est reçu en visite d'Etat à Kinshasa avec un faste pharaonien,[13] pour célébrer « la réconciliation entre les deux pays ». En juin 1989, Mobutu est reçu à Washington par le Président Bush.

Le régime dictatorial est justifié par la nécessité d'empêcher « le communisme » de prendre pied en Afrique. Mais les temps changent et Mobutu doit s'adapter. En avril 1990, dans un « discours de la démocratisation », il annonce des réformes telles que la fin du Parti unique et des élections dans



Le cardinal Lavigérie, idéologue de la complicité de l'Eglise catholique avec la colonisation et l'asservissement du Congo.

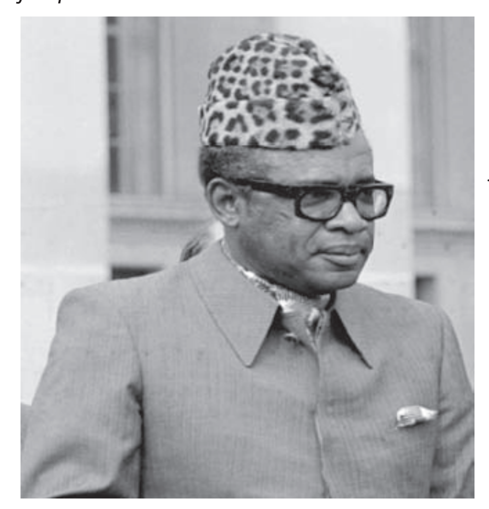


Moise Tshombe, le rival politique de Lumumba, a dirigé la tentative sécessionniste dans l'Etat du Katanga.

un délai de deux ans. Les Congolais n'auront toutefois pas tant de patience, et en septembre 1991, les soldats des Forces Armées du Zaire (FAZ) se rebellent et deux mille parachutistes belges et français sont envoyés pour évacuer 20.000 ressortissants étrangers.

Mobutu cesse d'être le meilleur pion. Et pour le remplacer, l'impérialisme compte encore une fois avec l'Eglise catholique. En 1992, une *Conférence Nationale Souveraine* prend le pouvoir. L'archevêque Laurent Monsegwo est nommé Président et Etienne Tshisekedi, qui avait rompu avec Mobutu en 1980 et avait construit l'*Union pour la Démocratie et le Progrès Social* (UDPS), Premier ministre. En février de 1993, Mobutu destitue Tshisekedi. En 1994, un compromis est trouvé où Mobutu reste toujours Chef d'Etat, mais son régime touche à sa fin, comme reflet de « l'instabilité » dans la région des Grands Lacs.

Mobutu Sese Seko a dirigé un régime dictatorial qui a duré plus de 30 ans, jusqu'en 1997.



La relève par Laurent-Désiré Kabila

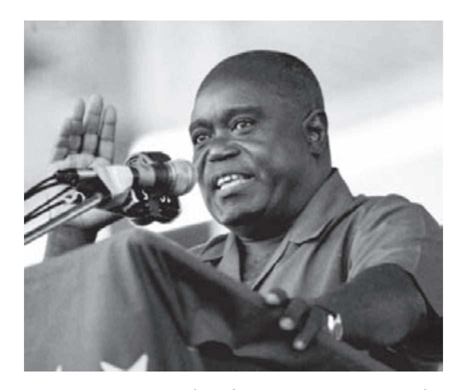
Après le génocide ruandais, des centaines de milliers de fuyards hutus survivaient sur le territoire congolais. Et le conflit ruandais ne s'étendait pas seulement à ce qui était alors le Zaïre ; le gouvernement d'Ouganda soutenait les forces tutsies qui persécutaient les Hutus.

En septembre 1996, Joseph Kabila réapparaît subitement et constitue au Ruanda l'*Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre* (AFDL), avec le soutien des Armées de Ruanda, d'Ouganda et de l'Angola. Il récupère du terrain au Congo et avance sur les plates-bandes de Mobutu à Kinshasa, où il arrive en mai de 1997. Mobutu, déjà malade, avait déguerpi et Tshisekedi protestait contre cette « ingérence étrangère ».

Kabila met en place un « gouvernement de salut public » où 9 des 13 ministres sont de l'AFDL, et l'Armée est truffée d'officiers ruandais et ougandais. Le *Zaïre* devient la *République Démocratique du Congo* (RDC).

Le Ruanda et l'Ouganda ne tardent pas à réclamer leur part dans les richesses du sous-sol congolais. Mais Kabila les remercie pour les services prestés et les renvoie chez eux, et en juin 1998, le remplacement de son chef de cabinet ruandais par un Congolais fait éclater la crise. A Kinshasa, une campagne antitutsie provoque des centaines de lynchages « d'étrangers ». Les milices ruandaises constituent un *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* (RCD). Et les ougandaises créent le *Mouvement pour la Libération du Congo* (MLC). Le 2 août de 1998, le RCD et le MLC attaquent les FAZ, mais le 10 août, Kabila installe son gouvernement au Katanga et les FAZ, rebaptisées les *Forces d'Autodéfense Populaire* (FAP), peuvent compter avec le soutien de l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie, des alliés régionaux de la CDAA.[14] Il y a un éphémère cessez-le-feu signé en juin 1999 et c'est l'opportunité pour l'ONU d'intervenir, avec la création de la Mission de l'ONU pour le Congo (MONUC) en novembre 1999, avec 5500 Casques Bleus.

Dans ce contexte de rivalité pour le pillage des richesses de l'ancienne colonie, Kabila n'est pas moins dictatorial que Mobutu. En janvier 2001, il est assassiné par un de ses gardes du corps, et le Parlement nomme immédiatement son fils, Joseph Kabila. En février déjà, le nouveau président se réunit aux EE.UU. avec son homologue Paul Kagame. Ensemble avec l'Ouganda, ils se mettent d'accord pour qu'un groupe d'experts de l'ONU fasse des recherches concernant « l'exploitation illégale » des ressources telles que le diamant, l'or, le cobalt et le coltan.



Laurant-Désiré Kabila a renversé Mobutu en 1997, avec le soutien de forces ougandaises et rwandaises. Il a été assassiné en 2001.

Joseph Kabila a succédé à son père en 2001 et a l'intention de s'éterniser au pouvoir.



La « solution » Joseph Kabila

Le programme de Laurent Désiré Kabila n'avait rien de révolutionnaire. Déjà en 1997, l'American Mineral Fields avait signé un contrat d'un milliard de dollars avec les rebelles de l'AFDL. D'autres grosses multinationales se préparaient aussi à négocier avec le nouveau pouvoir. Mais Kabila père n'inspirait déjà plus la confiance lors d'une conférence de « donateurs » et d'institutions internationales en décembre 1997, et son « plan de reconstruction » ne récolte que quelques dizaines de millions de dollars.[15]

Son fils prend son temps pour voir avec qui il convient de marchander. Et entre-temps, il doit partager le pouvoir avec les anciens alliés du AFDL, les

troupes ruandaises et ougandaises qui interrompent le retour dans leurs pays respectifs et envoient de nouveaux renforts. C'est la deuxième guerre du Congo, qui se termine par des accords signés en Afrique du Sud en 2002 : ils prévoient l'organisation d'élections et, en attendant, la mise en place d'un gouvernement de transition. La propagande impérialiste est intense : « il faut des élections », « le peuple avance vers la démocratie ». Cela prend son temps, et les élections n'auront lieu qu'en 2006. Pour la presse bourgeoise, « *la révolution démocratique est en marche au Congo* ».[16]

Les affaires continuent. En mars de 2009, Nicolas Sarkozy est reçu en visite d'Etat en RDC, et obtient de Kabila l'ouverture du pays aux intérêts du numéro un du nucléaire civil, Areva, avec la construction de plus d'une cinquantaine de réacteurs nucléaires prévue jusqu'en 2020.[17] Joseph Kabila est bien l'homme de l'impérialisme, celui qui dirige la RDC d'une main de fer. Et lors des élections de 2011, des fraudes massives lui permettent de devancer de justesse le leader de l'opposition, Tshisekedi de l'UDPS.[18] Et lors des manifestations pour dénoncer les fraudes, au moins 24 personnes sont tuées.

Décembre 2016 est la date butoir d'élections présidentielles, lors desquelles la Constitution empêche Kabila de rempiler pour un troisième mandat. Le 20 septembre 2016, l'opposition appelle à manifester pour garantir le scrutin à la date prévue. Et en deux jours, la police assassine plus de 50 personnes et incendie trois sièges de partis d'opposition. Dans celui de l'UDPS, les occupants sont brûlés vifs. En 2018, Kabila est toujours en poste et ne dit pas un mot concernant son départ.

La solution pour qui ?

Dans ce contexte, la lutte du peuple congolais commence à s'organiser. Les journalistes de la bourgeoisie ne le comprennent pas : « *Pourquoi un tel mécontentement, une aussi profonde aspiration au changement, alors que le pouvoir actuel est sans doute celui qui, depuis l'indépendance, a le plus œuvré pour la reconstruction et la modernisation du pays ?* »[19]

Cette défense de Joseph Kabila n'est pas fortuite. Ses gouvernements ont signé des lois écrites par l'impérialisme lui-même : le code minier, le code forestier et le code sur les investissements, qui ouvrent brutalement le sous-sol du Congo aux multinationales étrangères. Toutes ces réformes sont imposées grâce au mécanisme de la dette externe, dont le remboursement exige l'application de programmes ultralibéraux.

Si des routes ont été construites ces dernières années, ce n'est pas pour relier les villages aux écoles ou aux centres médicaux, mais pour acheminer les matériaux vers les frontières et permettre le bon fonctionnement de ce pillage organisé.

Ce pays de 66 millions d'habitants est classé 176e sur 187 dans l'Indice de développement humain des Nations unies. L'espérance de vie y est de 58 ans, le taux de mortalité infantile est de 75 morts pour 1000 naissances (le 14e le plus élevé dans le monde), seulement 52 % de la population a accès à l'eau potable. 63 % vit en dessous du seuil de pauvreté, 70 % sont des jeunes et 80 % sont sans emploi.

Les gens sont en colère, les administrations publiques ne fonctionnent pas, la violence et l'arbitraire de la police, de l'armée et des groupes paramilitaires sont quotidiens. La justice est régulièrement en grève. Les diplômés ne trouvent pas d'emploi. La situation est catastrophique.

Lors des manifestations, la police tire à balles réelles sur la foule, l'Agence Nationale du Renseignement (ANR) fait couper les réseaux internet et de téléphone portable, les partis d'oppositions sont encerclés par la police.

Un pays occupé militairement

Pour assurer le pillage à grande échelle du sous-sol congolais, il faut « le maintien de la paix ». En 1999, les 5500 Casques Bleus de la MONUC suffisaient pour éviter tout « débordement » de la colère populaire. Le 1er juillet 2010, cette *Mission de l'ONU en RDC* devient la *Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC* (MONUSCO), la plus grande force d'intervention de l'ONU dans le monde, avec 21.584 militaires, policiers et personnel civil – dont 16.071 militaires déployés sur le terrain – et un budget annuel de 1,5 milliard US$. Leur mandat les autorise à utiliser « tous les moyens nécessaires » pour mener à bien leur mission. Elle est supposée « protéger les civils », mais elle ne lève pas le petit doigt quand des massacres se déroulent sous ses yeux, comme au Sud-Kivu en 2014. Par contre, le « contact avec la population » prend régulièrement la forme de violences sexuelles, dans la plus grande impunité. Faut-il s'étonner alors que des jets de pierre ciblent les tanks et que des soldats sont tués ? En décembre 2017, des groupes armés luttant contre le régime ont tué 14 Casques Bleus. Notons que les principaux contingents, la « chair à canon », est fourni par des pays pauvres comme l'Inde, le Bangladesh, la Tanzanie ou l'Uruguay.

Puis, on ne sait jamais, l'Armée étasunienne a sa propre présence sur le terrain, via AFRICOM, dont le quartier général est à Stuttgart, et qui participe à la formation de l'Armée congolaise. Et à l'occasion, l'Europe envoie aussi quelques milliers de soldats en RDC, comme l'EUFOR DR Congo, mandatée par le Conseil Européen pour surveiller les élections de 2006.

Pour une révolution congolaise

Dans ce contexte naissent des mouvements populaires de résistance qui luttent pour une démocratisation en RDC. La Constitution elle-même prévoit une alternance politique. Et la bourgeoisie sait bien que cela peut mener au renversement du régime dictatorial.

Les manifestations insurrectionnelles qui ont lieu contre le pouvoir sont l'expression d'une haine profonde de la population envers des dirigeants qui deviennent milliardaires et qui sont totalement à la solde des gouvernements et des multinationales impérialistes, alors que cette population elle-même vit dans la misère la plus totale.

Depuis 2016 déjà, un Comité20 laïc de coordination mobilise autour d'un mot d'ordre clair : « Kabila, dégage ». Et il exige concrètement « *la libération sans condition de tous les détenus politiques, la fin de l'exil des opposants menacés d'arrestation, la fin du dédoublement des partis politiques, la libération des espaces médiatiques*. »[20] Le dimanche 21 janvier 2018, un appel à manifester à la sortie des églises a été amplement suivi, de Kinshasa à Lumumbashi, avec un bilan d'au moins 5 morts et une trentaine de blessés par la police. La nonciature apostolique se limite à tolérer la protestation comme « légitime » et à condamner la « réaction disproportionnée » des Forces de sécurité congolaises.[21]

Des jeunes s'organisent dans un mouvement démocratique de *Lutte pour le Changement* (LUCHA), pour « *un Congo Nouveau, véritablement indépendant, uni, démocratique, paisible et prospère* ».[22] Une grande partie de leur activité est la lutte pour la libération de leurs camarades emprisonnés et torturés par le pouvoir.

Ce dont le peuple congolais a besoin, ce ne sont pas des élections organisées et manipulées par le pouvoir et l'impérialisme sous occupation militaire, mais de véritables élections libres, sous le contrôle des mouvements populaires, comme les mouvements de la société civile, les syndicats, etc. Le peuple ne peut pas avoir confiance dans un quelconque accord négocié avec le pouvoir.

Il est également fondamental que les travailleurs belges et européens se mobilisent pour défendre les droits démocratiques de leurs frères de classe congolais, en commençant par dénoncer la complicité de leur gouvernement et de ceux de l'Europe avec le régime dictatorial pour garantir les bénéfices des multinationales.


Les protestations contre le gouvernement de Joseph Kabila se multiplient et sont sévèrement réprimées.

Non à la prolongation du mandat de Kabila !
Libérez tous les prisonniers politiques !
Pour des élections libres, sous le contrôle des organisations populaires !
Hors du Congo les troupes de l'ONU et de l'Union Européenne !
Nationalisation du secteur minier ! Non aux pillages des ressources naturelles du Congo ! Non au paiement de la dette !
Le Congo est du peuple congolais, non des multinationales !

1 Au 19e siècle, les missionnaires achetaient aussi de jeunes garçons et filles aux marchands d'esclaves, qu'ils logeaient dans des orphelinats. En 1898, il y en avait 1000 dans différentes colonies. Il y en avait une pour filles, qui allaient être les épouses de ces garçons.
2 En 1956, les libéraux créent à Elisabethville (Lumumbashi) leur université « laïque », en compétition avec la catholique de Léopoldville (Kinshasa) fondé en 1954.
3 Avec l'indépendance de la Libye (1951), le Soudan, la Tunisie et le Maroc (1956), Ghana (1957), la Guinée (1958), et une petite vingtaine d'autres pays (dont la RDC) en 1960.
4 En 1960, il y avait un millier de Noirs diplômés dans des universités étrangères, 30 avec un diplôme universitaire octroyé dans la colonie, 466 étudiant dans une des deux universités congolaises et 76 étudiant dans des universités européennes. (fr.wikipedia.org/wiki/Crise_congolaise)
5 Discours par radio à la Nation, du 13 janvier 1959.
6 Résolution 143 (1960)
7 https://www.youtube.com/watch?v=N-rVfxJsCUs - https://www.youtube.com/watch?v=JTiLF-qtMXM
8 https://en.wikipedia.org/wiki/Larry_Devlin
9 Télégramme du 26.08.1960 d'Allen Dulles, directeur de la CIA, cité dans https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrice_Lumumba
10 Voir la carte dans https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_congolaise
11 Gamal Abdel Nasser avait nationalisé le Canal de Suez en juillet 1956, avec le soutien de l'URSS. Et l'Egypte était alors unie à la Syrie dans l'éphémère République Arabe Unie.
12 https://fr.wikipedia.org/wiki/1er_bataillon_parachutiste_(Belgique)
13 www.youtube.com/watch?v=073tZTrUtws
14 La *Communauté de Développement de l'Afrique Australe* était une convention d'assistance réciproque créée en août de 1992, constituée par d'anciennes colonies anglophones auxquelles s'était joint l'Angola, et en août 1994 l'Afrique du Sud
15 *Vers la deuxième indépendance du Congo*, C. Brackmann, p. 154
16 Editorial de *Le Soir*, la veille du scrutin. Voir *La « restauration démocratique » : un projet impérialiste très rentable,* dans Presse Internationale n°41, septembre 2006
17 www.jeuneafrique.com/204140/archives-thematique/comment-la-france-a-mis-la-main-sur-l-uranium-congolais/
18 www.hrw.org/fr/news/2011/12/21/rd-congo-24-morts-depuis-l-annonce-du-r-sultat-de-l-lection-pr-sidentielle
19 Blog de la spécialiste pour l'Afrique du journal Le Soir, C. Brackmann, du 21.01.2018
20 www.rfi.fr/afrique/20171203-rdc-comite-laic-coordination-eglise-catholique-donne-voix
21 www.rfi.fr/afrique/20180107-rdc-saint-siege-soutien-comite-laic-coordination
22 www.luchacongo.org/

Putsch de palais entre clans au pouvoir

Dans plusieurs pays où il y a des Etats totalitaires, bonapartistes et des dictatures, se sont formées des bourgeoisies à partir des relations privilégiées de la bureaucratie de l'Etat avec l'appareil d'Etat. L'exemple que nous avons en Amérique latine est la « boliburguesía » vénézuélienne.

Mais sur le continent africain, cela arrive plus fréquemment, car une bourgeoisie noire rentière, parasitaire, liée à l'impérialisme, extrêmement corrompue et violente s'est développée dans plusieurs pays.

Américo Gomes

Une telle bourgeoisie est divisée en clans qui se disputent le pouvoir de temps en temps, éliminent les opposants, de façon violente ou pas, sanguinaire ou pacifique, selon le rapport de forces.

Récemment, cela s'est passé au Zimbabwe et en Angola. Et, d'une certaine manière, nous le voyons en Ethiopie et en Afrique du Sud, avec des caractéristiques particulières dans chaque pays.

Un coup d'Etat au sein du palais

Le 6 novembre, Robert Mugabe, le président le plus vieux du monde, âgé de 93 ans, a limogé son ancien allié, le vice-président Emmerson « Crocodile » Mnangagwa. L'objectif était de privilégier son épouse Grace Mugabe et la faction Génération 40 (G40) dans la lutte pour le pouvoir. Cela a irrité un autre clan du pouvoir et l'élite militaire, soutenue par des investisseurs impérialistes, a frappé sous la direction du chef de l'armée, le général Constantino Chiwenga. Un coup avec des allures tragi-comiques.

Le lendemain, les journaux montraient Mugabe, le général Chiwenga et les envoyés sud-africains à la *State House,* souriant en se serrant la main. Mugabe refusait d'accepter le coup d'Etat et de démissionner. Se crée alors une impasse. Le week-end suivant, des milliers de personnes, encouragées par les putschistes, sont descendues dans la rue appelant au renversement de Mugabe. L'armée a toutefois tenu les masses éloignées de la *State House*, protégeant la personne qu'elle prétendait renverser.

Le dimanche, la direction de la traditionnelle Union nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique (Zanu-PF) approuvait, entre chants et danses, la destitution de Mugabe de la présidence du parti, l'expulsion de Grace et de vingt de ses collaborateurs et la nomination de Mnangagwa pour remplacer le déchu.

Cela semblait être l'acte final du gouvernement de Mugabe, après 37 ans d'un régime dictatorial et corrompu. Mais la crise s'est transformée en chaos lorsque, le même jour, Mugabe prononce un discours en direct sur le réseau national de télévision, à côté d'*anciens combattants* de l'Association des vétérans de la guerre de libération nationale du Zimbabwe (qui soutenait le coup d'Etat), annonçant qu'il présiderait le prochain congrès. D'après les personnes présentes, Mugabe avait changé le discours sur lequel il s'était mis d'accord avec eux, par lequel il annoncerait sa démission. La démission définitive n'a eu lieu que le mardi 21 novembre. Mnangagwa a assumé ses fonctions le vendredi suivant, en promettant de rembourser les fermiers blancs expropriés et de protéger les investissements étrangers dans le pays, ce qui a plu aux impérialistes, et aux Chinois en particulier.

Pour compléter la farce du coup d'Etat, Mugabe a obtenu une « compensation » de 10 millions de dollars et un salaire mensuel de 150 000 dollars pour le restant de sa vie, ainsi que l'immunité pour lui et pour toute sa famille. C'est-à-dire que Mugabe ne paiera pour aucun des crimes commis pendant qu'il était au pouvoir, et ses privilèges et bénéfices d'Etat continueront à être garantis par le nouveau clan au pouvoir. Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), le principal parti d'opposition, qui a des positions de droite et pro-impérialistes, a soutenu le coup d'Etat.

Le problème est que dans cette lutte pour le pouvoir, le secteur de Mnangagwa a été forcé de chercher le soutien du mouvement de masse pour renverser Mugabe. La chute de Mugabe a déclenché des espoirs extraordinaires et des centaines de milliers de Zimbabwéens sont descendus dans la rue pour la garantir et la célébrer.

C'est pourquoi Mnangagwa tient déjà un discours annonçant des élections « libres et justes » avant juillet de cette année. Mais qui peut y croire ? Ce sont Mnangagwa et la Zanu-PF qui ont organisé la fraude lors des élections de 2008 (remportées par Morgan Tsvangirai, du MDC) pour garantir le maintien de Mugabe à la présidence. Ils ont utilisé les milices de la Zanu-PF, soutenues par les forces de sécurité, pour attaquer l'opposition dans tout le pays, avec des coups, des viols et des massacres.

Mnangagwa propose également de « prêcher la paix, la paix et la paix » (lors d'une visite au Mozambique). Lui, le bras droit de Mugabe depuis des décennies, le chef du service secret et d'espionnage, le responsable de la répression de toutes les formes d'opposition. Il a gagné le surnom de « Crocodile », étant connu pour son comportement traître.



Robert Mugabe, l'ancien président du Zimbabwe, a récemment été forcé à démissionner

Les clans de la bourgeoisie noire du Zimbabwe

Mugabe, Chiwenga et Mnangagwa sont des vétérans de la guerre civile, ils font partie de la Zanu-PF, et ils sont au pouvoir depuis l'indépendance en 1980. Ils maintiennent le pays dans le chaos économique, sous un régime dictatorial et corrompu. Ils ont accumulé une grande fortune personnelle. Mugabe a une portefeuille de près de 1,5 milliards de dollars dans des comptes secrets en Suisse, dans les îles anglo-normandes et aux Bahamas ; il a des châteaux en Ecosse, des propriétés à Sandton et Johannesburg et des biens immobiliers en Malaisie, à Hong Kong, à Singapour et à Dubaï. Au Zimbabwe, il est propriétaire d'Omega Dairy, un des plus grands champs laitiers d'Afrique australe, ainsi que de quatorze autres propriétés agricoles.

Son principal allié dans le passé, Emmerson « Crocodile » Mnangagwa, était le chef de la sécurité, qui supervisait les opérations de surveillance du CIO (service de surveillance) et de la cinquième brigade. C'est un des accusés pour les massacres de Gukurahundi, dans le Matabeleland, entre 1983 et 1987, quand près de 20 000 personnes ont été assassinées. Sa faction s'appelle « Lacoste » et est composée d'anciens combattants. Il défend un Etat libéral financier qui serait beaucoup plus lié à l'impérialisme et au gouvernement chinois. Depuis 16 ans, il propose que le Zimbabwe soit à nouveau attaché au Commonwealth britannique, en approfondissant davantage la colonisation du pays. Le Royaume-Uni « *aura besoin de nous.* [...] *Donc, ce qu'ils ont perdu avec le Brexit ils peuvent venir le récupérer du Zimbabwe*. »

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, a déjà annoncé que le Royaume-Uni pourrait prendre des mesures pour stabiliser le système monétaire du pays et accorder des prêts pour faciliter les négociations avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Mnangagwa est directement lié à la société minière Anjin, une *joint venture* de la société Anhui Foreign Economic Construction Company, de la Chine.

Le responsable du coup d'Etat, le général Constantino Chiwenga, est également accusé des Massacres de Gukurahundi. Il avait l'intention de remplacer Mugabe et de construire « l'Empire de Constantino », ce pourquoi il élimine des « concurrents ». Suspecté de l'assassinat du général Solomon Mujuru (appelé Rex Nhongo) qui dirigea les forces de la guérilla pendant la Guerre de la Rhodésie, il est l'un des deux hommes les plus craints au Zimbabwe. Son épouse, Joice Mujuru, est devenu vice-présidente en 2004. Chiwenga est propriétaire de plusieurs fermes expropriées aux fermiers blancs, des villas et des entreprises telles que Lighthouse Investments, qui s'occupe à faciliter les investissements étrangers dans le pays. Il a aussi des propriétés colossales acquises lors de la « réforme agraire », ainsi que Yolsac Safaris, associée à la Kazungula Wildlife Safaris et la Ventilux. Sans oublier des dizaines de véhicules, une liste impressionnante de bijoux, de montres en or et des armes.

Kembo Mohadi, l'actuel numéro trois dans la hiérarchie de la Zanu-PF et probablement le prochain vice-président, est propriétaire de la ferme Mohadis Beitbridge et d'une entreprise spécialisée dans la production agricole et l'élevage de bétail dans la province de Matabeleland Sud. Il est également actionnaire de Nerry Investments, de Beitbridge, de Redqueen Trading et de Spoornet. Il a été accusé de vol de fil électrique et d'avoir organisé l'assassinat de l'amant de son épouse.

D'autres étaient déjà dans le gouvernement de Mugabe et continuent encore au sein de l'actuel : Patrick Antony Chinamasa et Simbarashe Simbanenduku Mumbengegwi. Chinamasa, l'actuel ministre des Finances, a occupé plusieurs fermes de blancs, comme les Rocklands ou la Tsukumai Farm. Lui et son épouse Monica ont remporté plusieurs prix en tant que producteurs de tabac, dont un de 24 millions de dollars en 2004/2005. Mais pour le peuple du Zimbabwe, c'est comme si quelqu'un volait un cheval de course et gagnait un grand concours. Mumbengegwi est connu pour extorquer d'autres propriétaires, récolter des « dons » pour le parti et pour lui-même, et confisquer des terres. Lorsque nous parlons d'une « bourgeoisie noire » qui émerge de ses relations avec l'appareil d'Etat, ce n'est pas une boutade.



La State House, le siège du Gouvernement au Zimbabwe.



Le général Constantino Chiwenga dirigeait le coup de palais contre Mugabe.

Un pays riche... en banqueroute

L'industrie minière représentait 62% du total des exportations en 2016. Elle totaliserait plus de 3,2 milliards de dollars pour cette année. Le Zimbabwe était le huitième producteur de diamants au monde, avec 4,7 millions de carats en 2014. Dans la production d'or, il était déjà en tête de classement depuis plusieurs années, avec une production supérieure à 24 tonnes; La Banque de Réserve prévoit que les livraisons d'or atteignent 25 tonnes en 2017.

Ces minéraux sont extraits par des gigantesques multinationales minières, tels que Anglo Americana, BHP-Billiton, Anglo American Platinum, Impala Platinum, Aquarius Platinum et Anglo Gold Ashanti; Les recettes qui pouvaient être utilisées pour le développement du pays ont été destinées à la police, les officiers militaires et les fonctionnaires fidèles à Mugabe.

Mugabe a toujours été un grand fraudeur. L'année 2000, avec un discours « stalinien », il a lancé une réforme agraire « accélérée » (fast-track) en expropriant 4 000 fermiers blancs. Leurs terres ont été données à des généraux, à des officiers de l'armée et à des alliés politiques.

La production agricole a chuté, le pays est passé de l'exportation à l'importation de produits alimentaires; les prix ont augmenté; l'inflation a également augmenté et le marché noir s'est accru. Les prix doublaient toutes les 24 heures, l'inflation mensuelle en 2008 a atteint 231 000 000 %. Le chômage a

augmenté, les services publics se sont effondrés et l'économie a diminué de 18 % en cette année. Le Zimbabwe a abandonné sa monnaie en 2009, effectuant des transactions en dollars américains, en rands sud-africains et en sept autres devises.

En 2010, Mugabe a déplacé l'intérêt pour l'économie des fermes vers les mines, ordonnant à la grande majorité des mineurs de diamants d'interrompre leur activité et de quitter leurs installations. Le plan annoncé était de créer une entité étatique pour reprendre les opérations, mais le véritable objectif était de livrer l'exploitation aux multinationales.

Les mineurs « artisanaux » ont été massacrés, car ils protégeaient de manière désespérée les champs de diamants récemment découverts à Marange. On parle de plus de 200 morts. Ceux qui furent expulsés de la région sont allés gonfler les statistiques du chômage et ceux qui restaient étaient soumis aux travaux forcés. Les bureaucrates de Zanu-FP et de Mugabe, pour leur part, profitent directement de cette exploitation brutale de centaines de personnes, y compris des enfants.

Mugabe laisse le Zimbabwe lourdement endetté et une population appauvrie : 72 % vivent en dessous du seuil de pauvreté, le chômage est de 90 % et le pourcentage de porteurs du VIH dans le pays est le plus élevé au monde. Les routes sont chaotiques, les communautés n'ont pas d'électricité, l'éducation de base est faible et la santé publique presque inexistante.

En 2011, un stock de diamants de 2,5 millions de carats, évalué à près de 200 millions de dollars, a tout simplement disparu, mystérieusement. En 2012, 10 millions de carats de diamants Marange ont été exportés à Dubaï pour 600 millions de dollars, soit la moitié de leur valeur, dans un système de manipulation des prix.

Le Zimbabwe, une affaire pour la Chine

La Chine est le premier investisseur étranger en Afrique et le plus grand partenaire du Zimbabwe, avec des investissements importants dans les secteurs minier, agricole, de l'énergie et de la construction. Les entreprises chinoises sont également impliquées dans les télécommunications, la construction, l'irrigation et les services énergétiques. En 2015, la Chine a acheté 28 % des exportations du Zimbabwe.



Emmerson « Crocodile » Mnangagwa, ancien allié de Mugabe, un des dirigeants du coup d'Etat

Il existe un lien entre les officiers supérieurs de l'armée zimbabwéenne et les chinois qui remonte à la guerre civile et à l'entraînement en Chine des commandants de la Zanu. Aujourd'hui, ce lien est complètement financier. Pour se faire une idée : la compagnie de tabac chinoise Tianze, établie par China Tobacco Import & Export Corporation, a accordé des prêts de cent millions de dollars sans intérêt aux militaires et aux fonctionnaires de l'Etat pour la production de tabac dans les fermes qu'ils contrôlaient, suite à la redistribution de terres saisies aux propriétaires blancs en l'an 2000. Le Zimbabwe est le cinquième plus grand exportateur de tabac au monde et la Chine, qui compte le plus grand nombre de consommateurs de cigares sur terre, achète annuellement 54 % du tabac du pays.

Les investisseurs chinois ont également acheté des fermes confisquées aux anciens propriétaires blancs et des fermes qui avaient été remises aux amis de Mugabe, après que ceux-ci les avaient abandonnées . En 2015, la société publique Power Construction Corporation de Chine a signé un accord de 1,2 milliard de dollars pour l'agrandissement de la plus grande centrale thermique au Zimbabwe.

La Chine a accordé un « prêt médical » de 100 millions de dollars en 2011 et a construit un nouvel hôpital en zone rurale au Zimbabwe. Elle a financé et construit le Licée de la Défense nationale du Zimbabwe et aidé à l'entraînement de l'Armée populaire de libération, en plus d'octroyer 46 millions de dollars destinés à la construction d'un nouveau parlement à Harare.

Lorsque les Etats-Unis ont imposé des sanctions au Zimbabwe après les élections de 2002, la Chine a investi dans plus de 128 projets en 10 ans, jusqu'en 2012. Pékin a bloqué les tentatives du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour imposer un embargo sur les armes et des restrictions au régime.

Xi Jinping s'est rendu au Zimbabwe en décembre 2015, et a promis 5 milliards de dollars supplémentaires d'aide directe et d'investissements. Le yuan chinois ou le renminbi (RMB) a été adopté comme monnaie légale au Zimbabwe.

Feu vert pour le putsch

Quelques jours avant le coup d'Etat, le général Chiwenga s'est rendu en Chine pour s'entretenir avec des militaires chinois, y compris le ministre de la Défense, le général Chang Wanquan. Il cherchait l'approbation pour renverser Mugabe. Ce qui était facile, puisque la Chine, avec ses investissements, ses affaires économiques et son aide financière, a renforcé les gouvernements dictatoriaux et totalitaires en Afrique.

Le gouvernement chinois a été vraiment alarmé lorsque Mugabe a annoncé la loi sur « l'indigénisation » qui toucherait les entreprises chinoises. Pékin a fait savoir alors qu'il ne tolérerait pas « l'instabilité » économique.

C'est pourquoi, lorsque le général Constantino Chiwenga, le chef des forces armées, qui maintient des contacts réguliers avec les Chinois, a rencontré le ministre chinois de la Défense Chang Wanquan ces dernières semaines, il a reçu le feu vert pour une intervention militaire.

Le feu vert a également été donné par Jacob Zuma, qui a envoyé des émissaires spéciaux au Zimbabwe, car l'entreprise sud-africaine Impala Platinum, qui gère la plus grande opération minière du pays, Zimplats, s'était déjà manifestée contre la loi d'indigénisation, tout comme Anglo Platinum, qui contrôle la mine Unki à Shurugwi, dans la province des Midlands, et qui est considérée comme une forteresse de l'ancien vice-président Mnangagwa.

A cela s'ajoute le soutien d'Israël qui a fourni des armes et de l'équipement militaire au gouvernement raciste de la Rhodésie dans les années 1970, et qui fournit actuellement des armes et des véhicules anti émeutes pour le gouvernement Mugabe. En 2015, Israël a acheté au Zimbabwe des diamants pour un montant de 13,8 millions de

dollars. *L'Europe Solidaire Sans Frontières* a dénoncé le fait que ces diamants ont servi à financer le nettoyage ethnique par l'expansion des colonies en Cisjordanie.

Renverser la dictature des généraux

La classe ouvrière ne peut faire confiance à aucune des factions militaires qui contestent le pouvoir. Elle doit construire son propre chemin avec ses propres organisations et processus de mobilisation pour défendre ses revendications.

Aucun soutien ne doit être accordé au gouvernement Mnangagwa. Il faut exiger des élections libres pour la formation d'une Assemblée constituante, pour la création de nouveaux partis de la classe ouvrière et pour la formation de nouvelles institutions. Il faut mettre en place une véritable réforme agraire, nationaliser la terre, les entreprises minières, les grandes multinationales et les avoirs des clans de Mugabe et de Mnangagwa, tout cela sous le contrôle des travailleurs.



Le Zimbabwe est l'un des pays avec le plus faible IDH (Indice de développement humain) du monde.

Le massacre de Gukurahundi

Dans les années 1960, Mugabe a rejoint l'Union du Peuple Africain du Zimbabwe (ZAPU) de Joshua Nkomo.

Il a été emprisonné pendant le gouvernement du Premier ministre Ian Smith, chef du régime raciste rhodésien. Dans un pays à forte majorité noire, sa devise était « une Rhodésie plus blanche et plus brillante ». En prison, Mugabe rompt avec Nkomo et forme l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU). Libéré en 1974, il fuit au Mozambique et rejoint l'Armée de libération nationale africaine du Zimbabwe. Il arrive au pouvoir après une sanglante guerre de libération contre les racistes de la Rhodésie.

Quand il est arrivé au pouvoir, Mugabe a bénéficié de l'aide de nombreux membres de l'appareil de sécurité de la Rhodésie [ancien nom du pays], qui ont servis aux racistes et qui sont devenus fidèles au nouveau gouvernement. Il s'est également tourné vers la Chine et la Corée du Nord qui ont fournit des tracteurs et des techniciens et ont également signé des accords militaires. Ils ont formé l'armée et fourni des armes.

Les Coréens ont formé et équipé la cinquième brigade de l'armée nationale, qui opère séparément des unités régulières et qui est devenue l'armée privée de Mugabe, utilisée régulièrement pour détruire les structures de son rival, la ZAPU , et massacrer ses anciens alliés. Son principal collaborateur était le chef de la sécurité Emmerson « Crocodile » Mnangagwa.

Joshua Nkomo, quant à lui, était son principal rival. Nkomo a fait des concessions et des tentatives de conciliation, mais Mugabe a refusé de lui donner le ministère de la Défense et l'a incorporé en tant que ministre sans portefeuille. En 1982, des agents doubles d'Afrique du Sud et de la Central Intelligence Organisation ont caché des armes dans des fermes appartenant au Zapu, pour l'accuser de tentative de coup d'Etat. Mugabe avait déclaré alors que « le ZAPU et son chef, le Dr Joshua Nkomo, sont comme un cobra dans une maison. La seule façon de se comporter efficacement face à un cobra est de l'attaquer et de détruire sa tête. » Avec cela, il visait la Cinquième Brigade pour déclencher l'opération Gukurahundi, qui a tué plus de 20 000 civils, principalement de l'ethnie Ndebele.

Le Zapu et Joshua Nkomo avaient beaucoup de soutien parmi les Ndebele du Matabeleland qui, selon les mots de Mugabe, avaient besoin d'être « rééduqués ». Mais il a toujours nié « l'opération ». L'ancien ministre de la Défense, Sydney Sekeramayi, a affirmé que non seulement il n'en savait rien, mais aussi que la Cinquième Brigade opérait « sous les ordres directs de Mugabe ».

Les commandants de l'armée étaient les complices de Mugabe au moment des massacres. Principalement, le commandant de la Cinquième Brigade, Perence Shiri, cousin de Mugabe, qui a récemment participé au coup d'Etat pour le faire tomber. Il se surnomme lui-même Black Jesus parce qu'il décidait qui vivait et qui mourait. Il est actuellement ministre des Terres, de l'Agriculture et de la Réinstallation rurale.

Les pays impérialistes ont pratiquement gardé le silence sur ces massacres de paysans noirs, ce qui est d'autant plus frappant si on compare cela à leur réaction lors de l'expropriation des propriétaires blancs de plantations en 2000.

Après les massacres de 1987, Nkomo a accepté l'incorporation de la Zapu dans le Zanu et le Zanu-FP est né. Des années plus tard, Mugabe a annoncé une amnistie pour tous les dissidents. Nkomo a été nommé vice-président, sans aucun pouvoir réel.

Arrêtons le génocide au Soudan

Le 27 janvier 2018, le Darfour (Soudan) a été inclus dans le Holocauste Memorial Day *(au Royaume-Uni) en tant que région de génocide et de souffrance des réfugiés du Darfour. Des peuples dans d'autres régions du Soudan, telles que Nube Mountain, le Nil Bleu, le Nil Blanc, Kordofan et Khartoum, ont également fait l'objet d'horribles agressions.*

Alors que l'effondrement de l'économie soudanaise s'accélère, les attaques du gouvernement et la résistance à leur égard augmentent.[1]

International socialiste League (ISL) – Angleterre



Les réfugiés du Darfour fuient la persécution du gouvernement du Soudan.

La grande majorité des réfugiés doivent vivre dans des camps, dans des conditions extrêmement précaires.



Le Darfour est une région de la taille de la France, dans l'Ouest du Soudan, à la frontière avec le Tchad, dans le Nord-Est de l'Afrique. Avant le génocide en 2003, le Darfour avait une population multiethnique (des Noirs africains et arabes) d'environ six millions de personnes.

Le gouvernement soudanais a eu recours à des bombardements aériens – depuis plus de 15 ans – et à des armes chimiques, contre des villages d'agriculteurs. En même temps, il soutient et forme les milices d'Arabes nomades (les Janjawid) qui ont détruit des centaines de villages et commis des viols et des meurtres en masse. Ces agressions ont contraint 2,6 millions de personnes à quitter leurs villages ; les camps de réfugiés de l'IDP (l'organisation *Internally Displaced Peoples*) ont également été attaqués, en particulier le grand camp de Kalma.

Ces atrocités ont été condamnés en tant que « génocide » par la Cour pénale internationale (CPI) et par plusieurs gouvernements dans le monde. Le jugement par la CPI d'Omar Al-Bashir, le président du Soudan, est l'exigence centrale des manifestations pour le Darfour dans le monde.

La menace de l'effondrement économique

Le 8 février 2018, le site internet de *Radio Dabanga* signalait qu'une pénurie nationale de farine avait forcé la fermeture de nombreuses boulangeries à travers le Soudan et que de nombreuses villes souffraient de crises continues dues à la pénurie de farine, de gaz de cuisine et de carburant, et au manque de transport. Le manque de pain et l'augmentation du coût des biens de consommation ont accru l'insatisfaction à Kaduqli, au Kordofan du Sud et dans d'autres régions.

Radio Dabanga a également informé que la Banque Centrale du Soudan (contrôlée par le gouvernement du Front National Islamique / Parti du Congrès National – FNI/PCN) a une très petite quantité de réserves en devises

étrangères (appelées Forex), et a interdit à toutes les entreprises privées ou agents non gouvernementaux l'utilisation du Forex pour les importations. Pendant ce temps, la livre soudanaise s'effondre sur les marchés internationaux.

Protestations et répression massive

Une récente lettre de familles de détenus (envoyés de Khartoum à l'organisation *Justice pour le Soudan* en janvier 2018), a fourni des détails concernant la torture et l'assassinat par l'appareil de sécurité soudanais de l'infirmier Ahmed Mohamed Ahmed (qui travaillait à l'Hôpital du District de Gereida, dans le Darfour-Sud) ; le meurtre d'étudiants à El Geneina, dans l'Etat du Darfour occidental, suite aux manifestations qui ont eu lieu dans la ville ; le massacre perpétré le samedi 20 janvier 2018 par les milices RSF (Forces de soutien rapide) dans le camp de l'IDP à al Hasahisa (au Darfour Central), qui a provoqué la mort de trois réfugiés et 25 blessés ; le maintien en détention de neuf étudiants du Darfour de l'Université de Bakht al-Ruda depuis août 2017 et celui de huit étudiants à Khartoum depuis le 13 septembre 2017 ; et l'arrestation d'un professeur à l'Université de Gedaref par des agents de sécurité.

Il y a eu récemment des manifestations à Khartoum et à Omdurman contre la hausse des prix et les pénuries économiques, et plus de 200 manifestants ont été arrêtés à Khartoum. Le NISS (Service national du renseignement et de la sécurité) continue de persécuter ceux qui protestent, attaque les journalistes et les avocats des droits de l'homme et confisque les journaux.

La levée des sanctions a aidé le gouvernement

La levée des sanctions par les Etats-Unis, approuvée par de nombreux commentateurs, a donné plus de liberté au régime du FNI/PCN pour approfondir ses attaques et mener le pays vers une catastrophe économique.

Les Nations Unies regardent, mais ne font rien, tandis que la CIA occupe toujours un grand bâtiment à Khartoum, et le FMI applaudit le régime : « *Monsieur Edward Gemayel, le chef de la mission du FMI pour le Soudan, a souligné que* "le Soudan a une longue histoire de mise en œuvre de politiques économiques durables" ».[2]

L'Union européenne parraine les camps de détention et de répression

Alors que l'Union européenne (UE) parle de « paix », elle a mis en œuvre depuis 2016 (avec le soutien du Royaume-Uni) des plans conjoints avec le Soudan (et l'Erythrée) pour établir des centres de rétention, afin de faire cesser le mouvement des réfugiés vers l'Europe.

Des plans similaires seront mis en œuvre au Niger, au Nigeria, au Mali, au Sénégal et en Ethiopie, avec des promesses d'investissements privés pour 60 milliards d'euros.

Le nouveau cadre de collaboration, conçu par la Commission européenne en juin 2016, indique clairement que le contrôle de l'immigration est la priorité numéro un, et non les droits de l'homme. Les pays africains qui n'acceptent pas l'extension de la « l'Europe Forteresse » en Afrique seront sanctionnés.

Le Soudan a reçu 100 millions d'euros de l'UE pour « la surveillance électronique massive » et le développement de systèmes de détection biométrique et de camps de détention. Omar Al-Bashir utilise également cet argent pour renforcer son arsenal militaire et pour reconstruire les capacités des milices arabes, réorganisées en tant que forces de soutien rapide (RSF) en 2013, pour combattre les mouvements rebelles armés dans le pays. Depuis 2014, les RSF ont détruit des dizaines de villages au Darfour, et en 2016, ils ont commencé à patrouiller les frontières soudanaises pour intercepter les immigrants. Khartoum a reçu 40 millions d'euros supplémentaires de la part de l'UE pour empêcher l'émigration vers l'Europe. L'héritage du colonialisme britannique se poursuit sous la forme de nouvelles agressions impérialistes contre les pays africains.

En Europe, en juin 2016, 124 organisations de défense des droits de l'homme et de soutien aux immigrés ont signé une déclaration commune condamnant l'utilisation par l'Union européenne d'accords commerciaux et d'aide pour exiger une « coopération » dans le contrôle de l'émigration de l'Afrique

La classe ouvrière européenne doit se mobiliser pour soutenir la résistance croissante, s'opposer aux nouveaux contrôles migratoires imposés en Afrique et accueillir les réfugiés.



La situation économique fait augmenter les manifestations contre le gouvernement soudanais.



Omar Al-Bashir, président du Soudan

---

1 L'information a été obtenue auprès d'immigrants soudanais (Justice for Sudan), ainsi que de la Lettre de la famille des détenus, le site Radio Dabanga et sudanreeves.org (Eric Reeves, *Locking Down Africa*, Institute of race Relations).

2 Rapport de presse du FMI, 12 octobre 2013

« Nous sommes une organisation de lutte et de transformation sociale. »

Entretien avec Theodore Gnagna Zadi, président de la Plateforme des Organisations Professionnelles *(travailleurs du secteur public) de la Côte d'Ivoire. Réalisée par Sergio Rubin lors de la 3e Rencontre du* Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes, *à Madrid en janvier 2018.*



SR : C'est quoi la plateforme ?

TGZ : La Plateforme est une organisation de près de 100 syndicats et d'environ 50 000 travailleurs. L'organisation a mené une grande lutte en 2016, contre la réforme de la retraite et contre le bafouage des libertés syndicales en Côte d'Ivoire. Elle a également exigé des augmentations de salaire et le payement de près de 300 millions d'euros en concept de dette de l'Etat de la Côte d'Ivoire avec ses travailleurs. En 2017 nous avons fait trois semaines de grève générale, pour la première fois en Côte d'Ivoire depuis son indépendance. Tous les secteurs de l'administration publique ont mis genoux à terre. Le président de la république a demandé un accord avec nous, que nous avons signé le 17 août. Cet accord a ratifié tout ce que nous avons demandé et a commencé a être appliqué à partir de janvier 2018. Nous sommes donc une organisation très importante aujourd'hui en Côte d'Ivoire au niveau social, au niveau de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Nous sommes une organisation de lutte et de transformation sociale qui est au service des travailleurs de la Côte d'Ivoire.

SR: Tu parles d'une victoire importante, d'une lutte de trois semaines pour le droit aux pensions des fonctionnaires. Quel a été l'accueil de la population, en dehors des fonctionnaires. Avez-vous été soutenu dans votre grève et votre lutte ? Avez-vous eu le soutien d'autres secteurs de travailleurs ?

TGZ: Si tu vas sur Google et tu cherche la période, tu verras que c'était un mouvement qui allait au-delà du mouvement syndical, pour devenir un mouvement social et même, pourquoi pas, politique. Parce qu'en Côte d'Ivoire il y a en réalité une crise politique. Notre mouvement a failli être transformé en une révolution à un moment donné, parce que la population poussait pour qu'on aille au delà des revendications sociales, pour revendiquer la démocratie. Cela a été bien accueilli et soutenu par la population, par tous les secteurs .Cela a vraiment marqué la conscience ivoirienne, et c'est très important de le dire. Nous sommes donc incontournables actuellement dans le système du dialogue social autour des problèmes ou des préoccupations des travailleurs.

Mais nous continuons à travailler, parce que nous ne sommes pas au bout de nos préoccupations, avec celles que nous avons résolues. Il y en a d'autres, comment je l'ai déjà dit : la question de la retraite ; même si nous avons gagné, ce sont des victoires encore faibles. Nous, on ne veut pas que les retraités soient les mendiants de demain, comme ça se voit dans d'autres pays occidentaux ; on travaille donc pour que la pension soit améliorée. On travaille pour que s'arrête la privatisation du secteur public, qui est en cours, comme dans le cas de la gestion de la retraite, de l'administration de la protection sociale. On travaille pour que s'arrête la marchandisation de l'école qui est également en cours. On travaille pour qu'il y ait un grand investissement dans l'éducation nationale, parce qu'aujourd'hui, nous avons des écoles où les élèves sont assis à 80, 100 élèves par classe, et ce sont là des conditions difficiles pour l'enseignement.

On travaille donc pour améliorer les conditions de travail des fonctionnaires et leur assurer une protection sociale, un droit à l'habitat. Car qu'il n'existe pas de droit à l'habitat, le fonctionnaire se débrouille comme il peut. On travaille aussi pour que les modalités salariales, notamment tout ce qui est lié aux impôts sur les salaires, soit revu pour que les travailleurs soient dans de meilleures conditions. Nous avons donc un grand projet.

Aujourd'hui, notre grand défi est également de construire la maison des travailleurs de la Côte d'Ivoire, où ils viendront se retrouver et avoir des échanges, avec des ateliers, des

réunions,. Cela n'existe pas et la plateforme a cela comme projet pour d'ici deux ans. Une maison qui pourra être un lieu de réunion des fonctionnaires.

SR: Sur base de votre expérience, de vos victoires et de votre organisation en plateforme, avez-vous la perspective d'avancer vers une organisation syndicale plus large qui peut aller au-delà de la fonction publique ?

TGZ: Tout à fait. Moi-même je suis membre d'une centrale syndicale et quand nous avons créé cette organisation, notre rôle, notre objectif était de se limiter au secteur public. Mais aujourd'hui, avec les victoires que nous avons engrangées, avec nos méthodes de lutte faites de pression, mais aussi de négociation et de compromis , beaucoup de travailleurs du secteur public nous demandent d'élargir notre organisation. Et donc, lors du prochain congrès de notre organisation, nous pensons proposer une modification des statuts, pour que l'on puisse ouvrir l'organisation à tous les travailleurs du secteur formel, informel, etc. En tout cas, tous ceux qui ont besoin d'être soutenus, d'être accompagnés dans la recherche du bien-être des travailleurs. En fait, on a un secteur agricole très puissant, avec le cacao, l'hévéa, la banane, l'ananas, un peu tout ce que vous avez en Amérique du Sud. Nous avons tout cela, mais les travailleurs sont très mal payés. Le cacao c'est très mal rémunéré, alors qu'on est le premier pays producteur de chocolat, de cacao. Il y a donc du pain sur la planche, il y a du travail pour les syndicats. Nous pensons qu'avec notre soutien aux expériences des autres, on pourra aller plus loin que ce que nous avons fait jusqu'à maintenant.

SR: En venant à cette 3e rencontre du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes, vous avez amené un document proposant une campagne autour de la rupture avec le franc CFA. Peux-tu nous expliquer un peu cette campagne et la mobilisation que vous mettez en œuvre ?

TGZ: C'était un combat que nos aînés ont mené. C'est un vieux combat. Juste après l'indépendances, il y a eu beaucoup de morts pour ce combat dans notre génération. C'est notre tâche de continuer ce combat. Des personalités politiques s'y sont engagés, des chefs d'Etat mènent le combat. Nous pensons qu'à travers ce réseau, qui est fort, on peut faire passer ce message pour que le réseau adopte cela. car le franc CFA est un des piliers de la colonisation, un des piliers de l'impérialisme qui bloque la croissance économique, qui bloquent l'Afrique « française », l'Afrique colonisée par la France. Les pays anglophones, par contre, ont leur monnaie : le Ghana, un pays anglophone, a sa propre monnaie, le Nigeria également. Mais la Côte d'Ivoire n'a pas sa monnaie, elle a une monnaie commune avec d'autres pays africains. Et dans le Conseil d'administration de la Banque centrale, qui est un élément de souveraineté, la France a deux représentants, et cette monnaie n'est pas convertible avec les autres monnaies africaines, mais elle est convertible avec l'euro (1 euro équivaut à 655,96 francs CFA). Il n'y a donc pas de convertibilité en Afrique, ce qui empêche les échanges commerciaux. En arrivant en Espagne, avec l'euro, tu peux faire tout l'espace Schengen[1] avec la même monnaie, mais en afrique, ce n'est pas possible. C'est une façon de bloquer les échanges économiques africains, de bloquer le développement de l'économie africaine, et donc de bloquer le développement social africain. Nous pensons donc qu'avec une monnaie à nous, qui est un élément de souveraineté, d'indépendance et d'autonomie, les africains pourraient mieux agir sur la monnaie lors de situations difficiles, pour apliquer de vrais politiques de développement économique (ce qui arrêterait l'émigration vers l'Europe.

Il faut lutter pour que les jeunes Africains aient les conditions pour se développer dans leur pays et qu'ils ne soient pas obligés d'immigrer en Europe.



Qu'est-ce que nos frères vont chercher en Europe ? Ils vont chercher un mieux-être. Si on leur offre un mieux-être avec une vraie politique économique, avec la création d'emplois, avec une meilleure gestion de ressources, avec les richesses que nous avons dans nos sous-sols : on a l'or, les diamant, le pétrole, le cacao, on a tout... Mais malgré cela, les jeunes fuient vers la mort, vers l'esclavage.

Il y a de quoi se faire des soucis. Et nous pensons que la monnaie est un élément. Ce n'est pas tout, ce n'est pas que cela, il y a d'autres choses, mais ça fait partie des éléments qu'il faut détruire pour continuer à agir sur les autres piliers, les autres problèmes. C'est pourquoi, en tant que syndicaliste, internationaliste, je pense que cette campagne, nous devons l'appuyer comme nous pouvons.

La président français Macron a déclaré dernièrement que, si les Africains veulent faire leur monnaie, ils peuvent le faire, que la France n'a pas d'intérêt à l'empêcher. Mais ça c'est la politique, c'est un discours. La réalité est qu'entre-temps, on empêche que cela se fasse. Parce qu'en réalité, de toutes les ressources, les devises, c'est à dire des moyens qu'on retire dans la vente de produits à l'extérieur, une partie est réservée au trésor français, ce qu'on appelle le « Compte d'Opération », qui est logé à la Banque de France. La France gère donc une partie de nos ressources et ce n'est que la moitié qui est remise aux pays africains pour gérer leur économie. Tout cet argent, avec les bénéfices que cela crée dans ces banques,

1 L'Espace Schengen existe depuis 1995 et offre la liberté de circulation des personnes sans contrôle migratoire entre la majorité des pays de l'Union Européenne. (Seulement six pays de l'UE n'en font pas partie.)

c'est pour la France. Et cela nous est retourné comme des « prêts », comme des « aides », mais en réalité, c'est l'argent de l'Afrique qui revient de cette façon.

Nous pensons donc qu'il y a du travail et que nous devons nous mobiliser partout pour dénoncer cette monnaie coloniale qui n'a plus sa raison d'être. Laissez l'Afrique créer de vraies banques africaines, de vraies banques centrales. Mais nous sommes pour qu'il y ait une monnaie commune dans tous ces pays, car beaucoup de pays africains sont des petits Etats avec 5 ou 10 millions d'habitants, qui ne peuvent pas faire une économie avec ça. On peut, par contre, réunir ces pays avec une monnaie unique, avec un encrage national africain, et à partir de là, je pense, construire le développement de l'Afrique, avec les ressources de l'Afrique. ces ressources existent, mais elles sont contrôlées par les pays impérialistes. Voila pourquoi nous lançons cette campagne. Nous pensons que ce réseau est une opportunité pour que le message aille loin, partout, au Brésil et dans le monde entier, qu'on parle de cette monnaie. Je pense que les gouvernants de ce monde pourraient changer.

SR: Tu parlais de Macron et de sa visite en Afrique. Il y a peu de temps, il y a eu le sommet Union Européenne - Union Africaine. Dans quel contexte s'est réalisé ce sommet, en Côte d'Ivoire ? Quelle a été la réaction de la population, des organisations syndicales, des mouvements sociaux et de votre organisation?

TGZ: Cette grande réunion s'est faite dans un contexte sécuritaire si fort que ça c'est passé dans l'indifférence de la population. On a fait en sorte que l'on ne voit pas qu'en Côte d'Ivoire il y a des problèmes. Tout à été balisé, bien beau, et la population était loin. Notre organisation n'a pas fait de déclaration, on est resté à l'écart de ça.

Par contre, des syndicats venus du monde entier ont fait une réunion alternative pour interpeller toutes ces forces impérialistes, économiques, et du capital, pour parler des problèmes, des vrais problèmes de la société, les vrais problèmes de l'immigration, de l'esclavage en Libye, etc.



En Côte d'Ivoire des milliers d'enfants travaillent dans la production de cacao dans des conditions d'esclavage.

Ces organisations qui étaient à la réunion ont été dispersées, car le président ne voulait pas entendre une « autre musique », différente de celle du discours officiel qui présente la Côte d'Ivoire comme un pays où tout va bien. Voilà un peu comment ça c'est passé. Finalement le résultat a été seulement politique parce qu'il n'y a pas eu d'impact sur l'économie, sur la vie de gens.

SR: Il y a deux ou trois ans, l'Afrique subsaharienne a connu des mobilisations importantes : des insurrections au Burkina Faso, de grandes mobilisations au Sénégal, d'importants mouvements au Congo. Cela a donné lieu à une série de mouvements sociaux et politiques dans le sous-continent. Comment vois-tu les perspectives de lutte en Afrique ? Quelles perspectives pour les travailleurs et la classe ouvrière africaine?

TGZ: Je pense que ces mouvements : le printemps arabe, le Balai Citoyen (une allusion à qu'il fallait balayer la corruption) et bien d'autres mouvement avaient déjà eu lieu en Cote d'Ivoire, en 1990, contre le président Houphouët-Boigny, puis en 2000, contre le général Gueï qui voulait monopoliser le pouvoir, ce qui a provoqué un grand soulèvement populaire. La Côte d'Ivoire était donc en première ligne.

J"ai vécu tout ça personnellement, et quand j'écoute aujourd'hui le sentiment des Tunisiens, le sentiment des peuples burkinabés, et même des Egyptiens, je pense qu'il y a de la déception, je pense que toutes ces révolutions n'ont finalement pas profité aux gens, que finalement, le pouvoir est revenu aux mêmes puissants, qui se sont réorganisés d'une manière ou d'une autre pour récupérer le pouvoir. Au Burkina Faso, par exemple, c'est un ancien ministre de Blaise (le président renversé par la mobilisation) qui est président ; en Tunisie, c'est quelqu'un de 70 ans, je pense, qui gère le pays.

Parce que ces grands soulèvements ne donnent pas des bons résultats, ce sont des faux espoirs. On l'a vu dernièrement d'ailleurs au Zimbabwe : le vent qui souffle du Zimbabwe, c'est la déception, parce que le pouvoir est finalement revenu aux mêmes gens.

Je suis pour la démocratie, pour que des élections soient organisées dans des bonnes conditions, que tous ceux qui veulent être candidats le soient et qu'on accepte un processus électoral qui permet le changement. Je pense que quand c'est comme ça, c'est plus intéressant, parce qu'on a un programme politique sur lequel on peut juger. Au lieu de multiples mouvements incontrôlés, où il y a beaucoup d'ambitions qui se manifestent et que nous ne pouvons pas combiner correctement, qui aboutissent souvent à une grande déception. Puis on retourne à une situation plus difficile, plus grave.

Quand nous avons lancé notre mouvement, beaucoup d'Ivoiriens souhaitaient qu'on aille plus loin, parce que le régime était à genoux, le pouvoir était à genoux. Trois semaines de grève, les économies bloquées, des milliards perdus… le pouvoir était à genoux. Il suffisait qu'on accepte de faire encore deux semaines de grève et il y avait un renversement en Côte d'Ivoire. Mais on ne savait pas à qui allait profiter ce pouvoir futur. Est-ce que ce pouvoir qui allait venir allait prendre en compte nos revendications ? Est-ce qu'on n'allait pas retarder la résolution des problèmes sociaux dans « une transition » ? On pourrait avoir dit : « bon, mais on vient d'une situation, attendons qu'on fasse la démocratie, qu'il y ait des élections ». On aurait perdu cinq ans, voir dix ans, dans la résolution de nos problèmes. On a donc préféré traiter avec le système en place, en le poussant à résoudre nos problèmes. Voilà un peu notre approche.

« La mère de toutes les grèves »



Masego Mogwera, première femme présidente du BOPEO, raconte la plus grande grève de l'histoire du pays et les défis pour les femmes dans le mouvement syndical, dans cet entretien réalisé par Fábio Bosco lors de la 3e Rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de lutte, à Madrid, en janvier dernier.

FB : Camarade Mogwera, pourriez-vous vous présenter et présenter le BOPEU?

MM : Je m'appelle Masego Mogwera. Je suis la présidente du BOPEU (le syndicat des fonctionnaires du Botswana) qui représente les travailleurs de l'Etat dans tous les ministères et toutes les entreprises dans lesquelles le gouvernement a des intérêts. Actuellement, le BOPEU compte 34 000 membres et est le plus grand syndicat du pays.

En tant que première femme présidente, c'est un défi de diriger un grand syndicat comme le BOPEU. Nulle part dans le monde, il est habituel qu'une femme dirige un syndicat. J'ai également eu l'opportunité de diriger la Fédération des Syndicats du secteur public du Botswana, la plus grande du pays, composée de cinq syndicats du secteur public, qui ont mené la grande grève de 2011, plus tard appelée la « mère de tous les grèves ».

FB : Pouvez-vous nous parler de cette « mère de tous les grèves » ?

MM : C'était la seule grève dans l'histoire du pays qui a duré plus de 8 semaines. Tous les ministères et départements du gouvernement y ont participé, pendant 8 semaines et 5 jours. Le résultat était la fermeture des écoles, les décharges prématurées des patients des hôpitaux, la paralysie de tout le trafic aérien.

La revendication principale concernait l'exigence d'une augmentation des salaires de 16 %, une nécessité. Au cours des trois dernières années, le pays et le monde entier ont traversé une récession économique. Et pendant trois ou quatre ans, nous n'avons eu aucune augmentation ni rajustement salarial.

Quand nous nous sommes rendus compte que la récession était terminée, nous avons formulé la revendication d'une augmentation de 16 %.

Le gouvernement avait pris l'engagement que chaque année, il ferait l'indexation des salaires par rapport à la moitié de l'indice d'inflation. Ce 16 % représentait l'accumulation de cette indexation depuis 2009.

La négociation a pris beaucoup de temps. Il y avait un accord entre les cinq syndicats du secteur public et le gouvernement pour s'asseoir à la table et négocier. Nous avons réuni notre équipe de négociateurs et nous nous sommes mis d'accord sur les conditions et les règles du jeu. Avant de commencer quoi que ce soit, il faut définir les règles de jeu.

Je me souviens que pendant cette période, le juge disait que les règles de jeu devraient être définies avant le début du match : comment gérer les négociations, que faire en cas d'impasse, les règles d'une grève.

Nous avons négocié notre revendication. Nous avons eu recours aux mécanismes internes en conformité avec la législation sur les conflits syndicaux. Nous sommes allés à la médiation et cette médiation nous a donné le certificat de l'échec de la tentative d'accord.

Nous devions alors partir en grève. Nous avions négocié les règles de grève à l'avance. Le gouvernement annonçait par télévision et dans les chaînes de radio nationales, que « *demain, les travailleurs du secteur public entrent en grève* ». C'était la première fois dans l'histoire du Botswana qu'il y avait une grève.

Le gouvernement a essayé de faire des manœuvres, comme n'importe quel gouvernement. Ils ont essayé d'interdire la grève, ce qu'ils ne pouvaient pas car elle était légale. La grève s'intensifia : les écoles ne fonctionnaient pas, les étudiants entraient en grève et le gouvernement fut obligé de fermer les écoles. Dans les hôpitaux, les médecins se sont mis en grève. Le gouvernement a fait une grosse erreur: il n'a pas séparé les « services essentiels » des « services non essentiels ».

La loi sur le conflit syndical stipule que c'est à nous de nous mettre d'accord sur le nombre de travailleurs qui restent au travail. S'il n'y a pas d'accord dans les 14 premiers jours, nous pouvons continuer la grève. Nous nous sommes mis d'accord sur 50 %. Le gouvernement aurait dû parler avec les travailleurs



Mobilisation des fonctionnaires pendant la grève.
Un travailleur montre ses revendications

intéressés, mais malheureusement, il a retardé cela. Il a fait une erreur et il n'a pas parlé avec ceux qui pouvaient aller travailler. Personne n'a été averti. Le centre de la grève était à Gaborone, la capitale. L'hôpital principal s'est mis en grève. Tous les médecins, tous les employés. C'était horrible: les patients devaient quitter l'hôpital prématurément.

Le gouvernement a tenté d'interdire la grève et un total de 2 800 travailleurs ont été licenciés. Nous sommes allés aux tribunaux, qui ont statué en notre faveur. Il y avait un réengagement mais pas une réadmission. Mais ces travailleurs n'ont pas perdu leurs pensions.

En ce qui concerne le BOPEU, nous avons eu 12 travailleurs qui n'ont pas été réengagés et le syndicat les a embauchés tous en tant qu'employés. Nous n'en avons laissé aucun sur le pavé. C'est l'une des principales questions sur lesquelles nous sommes évalués. C'est notre réputation en tant que syndicat démocratique.

FB : La grève a-t-elle affecté la vie politique du Botswana ?

MM : La grève a changé le paysage politique du pays. C'était peu avant les élections nationales de 2014. Depuis l'indépendance, c'était la première fois que le gouvernement éprouvait des difficultés. Le parti au pouvoir était habitué à avoir plus de 50 % des voix.

Au Botswana, on utilise le système électoral du *first-past-the-post*.[1]

Le gouvernement a obtenu 47 % et a presque perdu la majorité parlementaire. Pour eux c'était une grande déroute. L'opposition a obtenu 30 %, ce qui est beaucoup.

Les gens commençaient à se rendre compte que le gouvernement n'agissait pas bien. Nous nous sommes battus pour montrer la corruption à la nation. Pendant cette période de grève, nous avons sensibilisé la communauté.

Le gouvernement ne fait rien pour améliorer les services du pays. C'est ce qui explique ce changement dans les résultats des élections de 2014.

Je veux également signaler que pendant cette période, le gouvernement s'est durci et a modifié les lois du travail : la loi sur les services publics et celle sur les conflits syndicaux.

FB : Quels sont ces changements concernant les lois du travail ?

MM : Le gouvernement veut déclarer comme « essentiels » les services qui ,même selon les normes de l'OIT, ne relèvent pas de cette catégorie de services : les enseignants, l'ensemble du système de santé, les commissariats, etc.

La définition de « service » public essentiel, selon les normes de l'OIT, est un « *service dont l'interruption peut entraîner la mort de personnes* ».

En effet, ce changement rend « essentiels » 80% de tous les services gouvernementaux. Il existe une clause qui stipule que, en cas de grève prolongée, la grève devrait automatiquement cesser si le gouvernement est d'avis que celle-ci peut causer la perte de quoi que ce soit. Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a pas adopté cette loi parce que les syndicats menacent d'agir.

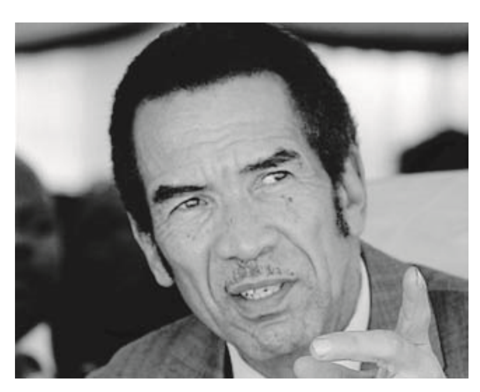
Malgré toutes les décisions qui ont été prises, nous avons amené le gouvernement devant les tribunaux, qui ont statué en notre faveur parce qu'il doit y avoir une négociation. Ce sont quelques-uns des enjeux par rapport aux lois du travail.

FB : Pouvez-vous nous parler de la participation des femmes dans le mouvement syndical ?

MM : En général, nous assistons à une expansion de la participation active des femmes à des postes de direction syndicale. Le nombre est encore faible, mais même s'il n'y a qu'une ou deux dirigeantes qui participent à ce niveau, les autres femmes se sentent encouragées.

Le BOPEU a un projet de formation intensive pour les femmes, des ateliers, des forums internationaux, etc. Nous modifions nos statuts afin que dans toute structure du syndicat dirigée par un homme, il y ait une femme en tant que « vice ». Je suis montée à la présidence après avoir été la deuxième, puis la première vice-présidente.

Les membres, y compris dans d'autres syndicats, ont maintenant confiance dans les femmes et savent qu'elles peuvent prendre des décisions, comme les hommes. J'ai confiance. C'est encore un défi, je l'admets. Les femmes sont toujours confrontées au défi d'occuper des postes de direction, en raison de l'engagement social et de notre histoire. Il existe une culture qui n'admet pas que les femmes occupent des postes élevés, parce qu'elles ne peuvent pas laisser leurs enfants « à l'abandon ». Si nous formons ces femmes et changeons cette mentalité, nous pouvons montrer notre potentiel. J'encourage les femmes du monde entier à se lever, à s'affirmer, à agir et à réagir. Je peux garantir qu'elles réussiront.



Ian Kharma, président du Botswana

1 Le vote selon le modèle britannique : un député unique est élu par circonscription, le candidat qui a obtenu le plus de voix.

Face aux protestations, le Premier ministre démissionne.



Il y a quelques jours, Hailemariam Desalegn, le Premier ministre éthiopien, confronté à de grandes manifestations contre son gouvernement, a démissionné (en dépit de « l'état d'urgence »).

Américo Gomes

Cette décision s'explique par la nécessité de contribuer à l'effort, jusqu'ici déployé principalement par la France, pour arrêter l'insurrection djihadiste et arrêter le trafic d'émigrants qui se rendent en Libye à travers le pays, puis en Méditerranée pour rejoindre les côtes italiennes.

L'envoi de troupes italiennes a trouvé un large soutien parmi les forces politiques, et probablement aussi dans la population italienne, bombardée par une véritable désinformation du régime, d'autant plus dans le climat de complète paranoïa créé ces dernières années à propos de une invasion, en réalité inexistante, de la population africaine en Italie et en Europe. (Pour des raisons d'espace, nous n'analysons pas ici les raisons dramatiques pour lesquelles des millions de personnes quittent leur lieu d'origine et risquent leur vie pour être exploitées dans « l'Europe civilisée ».)

Forza Italia a immédiatement accepté de soutenir la décision du gouvernement, donnant ainsi un signal de disponibilité pour un futur gouvernement d'amples accords après les élections du 4 mars. Parmi ceux qui sont sceptiques à propos de l'intervention italienne, il y a la *Ligue*, qui demande que les soldats soient utilisés pour militariser les frontières de la zone sud de la *botte*.[2] Les forces à la gauche du Parti démocrate, pour leur part, se limitent, au dires de Fassina, l'un des dirigeants du parti de Grasso et de Bersani, à demander plus de garanties sur le rôle effectif que les troupes tricolores auront sur le terrain. En même temps, ils partagent les arguments avancés par le gouvernement, pour une action qui prouve une fois de plus la nature prédatrice de notre propre impérialisme.

Le butin à partager

Les raisons qui ont conduit l'Italie – avec l'Allemagne et d'autres pays – à décider de franchir cette étape sont évidemment différentes de celles annoncées. A la mi-décembre, la conférence des donateurs de Paris a alloué une aide d'un impressionnant montant de 23 milliards de dollars, entre 2017 et 2021, en faveur du Niger. Ces milliards sont formellement accordés au nom du développement économique du pays, pour la stabilisation économique et sociale. Nous savons très bien ce que cela signifie concrètement. Rappelons nous que le Niger a un PIB annuel d'environ 7,5 milliards de dollars, avec des taux de croissance attendus de plus de 5 %. Il est clair que c'est un bon butin, une opportunité que les multinationales italiennes ne peuvent pas manquer. Quelques centaines d'hommes en uniforme seront un atout à jouer à la table de distribution des contrats.

Le gouvernement du Niger à la solde de l'agro-industrie européenne

Le 29 octobre, des très lourd combats ont eu lieu dans la capitale Niamey entre la police et des manifestants qui protestaient contre le budget approuvé par le gouvernement, un budget qui, pour les manifestants, a un caractère clairement antisocial et qui introduit de nouvelles taxes pour les plus pauvres de la populations. Ce n'est pas en vain que le Fonds monétaire international s'est aligné derrière le gouvernement. Et ce n'est pas tout. Le *Monde Diplomatique* rapporte que le 16 juin 2017 à Niamey, plusieurs gouvernements du continent africain se sont engagés à réduire de 90 % les droits de douane sur les produits agricoles importés de l'Europe. Par conséquent, les grands agriculteurs européens, qui reçoivent des subventions pour leurs produits, exigent que les pays africains éliminent des droits de douane qui ne peuvent que rééquilibrer partiellement la disproportion productive entre les deux continents. Les produits européens vont envahir les marchés africains, détruisant le mode de vie de millions de personnes. Ceux-ci, contraints par la politique économique de l'impérialisme européen, seront forcés d'émigrer pour survivre, mais les Etats de l'Union européenne fermeront leurs frontières pour arrêter les flux de migrants qu'ils provoquent eux mêmes. C'est ça, ce que concrètement le capitalisme crée. C'est ça, ce que l'Union européenne impose à des centaines de millions de personnes.

La véritable sécurité ne sera garantie que lorsque l'on parvient à détruire ce système économique profondément inhumain et criminel.

Cet article fut publié dans *Progetto Communista* (n° 71, 1.2.2018), le journal du PdAC, la section italienne de la LIT-QI.

Le pays africain qui a vaincu un empire

A la fin du 19e siècle et dans les premières décennies du 20e siècle, l'Ethiopie était pratiquement le seul pays indépendant en Afrique. Son peuple héroïque a défait à deux reprises les troupes de l'impérialisme italien, la première fois, entre 1895 et 1896. En 1935, le régime fasciste de Mussolini a envoyé 100 000 soldats et a réussi à dominer l'Ethiopie jusqu'en 1941 (en tuant un demi million d'Africains). Mais cette année-là, l'Ethiopie a retrouvé son indépendance avec le soutien de la Grande-Bretagne.

Les ambitions africaines de l'impérialisme tricolore

Gentiloni annonce l'intervention militaire italienne au Niger : « Nous faisons quelque chose de sacro-saint pour l'intérêt de l'Italie. [...] Notre politique étrangère doit être clairement consciente de nos intérêts nationaux. » Par ces mots, le Premier ministre Gentiloni a justifié la décision du gouvernement d'envoyer un contingent de troupes italiennes au Niger, l'Etat sahélien africain.[1]

Alberto Madoglio



Paolo Gentiloni, Premier ministre du gouvernement italien.

Cette décision s'explique par la nécessité de contribuer à l'effort, jusqu'ici déployé principalement par la France, pour arrêter l'insurrection djihadiste et arrêter le trafic d'émigrants qui se rendent en Libye à travers le pays, puis en Méditerranée pour rejoindre les côtes italiennes.

L'envoi de troupes italiennes a trouvé un large soutien parmi les forces politiques, et probablement aussi dans la population italienne, bombardée par une véritable désinformation du régime, d'autant plus dans le climat de complète paranoïa créé ces dernières années à propos de une invasion, en réalité inexistante, de la population africaine en Italie et en Europe. (Pour des raisons d'espace, nous n'analysons pas ici les raisons dramatiques pour lesquelles des millions de personnes quittent leur lieu d'origine et risquent leur vie pour être exploitées dans « l'Europe civilisée ».)

Forza Italia a immédiatement accepté de soutenir la décision du gouvernement, donnant ainsi un signal de disponibilité pour un futur gouvernement d'amples accords après les élections du 4 mars. Parmi ceux qui sont sceptiques à propos de l'intervention italienne, il y a la *Ligue*, qui demande que les soldats soient utilisés pour militariser les frontières de la zone sud de la *botte.*[2] Les forces à la gauche du Parti démocrate, pour leur part, se limitent, au dires de Fassina, l'un des dirigeants du parti de Grasso et de Bersani, à demander plus de garanties sur le rôle effectif que les troupes tricolores auront sur le terrain. En même temps, ils partagent les arguments avancés par le gouvernement, pour une action qui prouve une fois de plus la nature prédatrice de notre propre impérialisme.

Le butin à partager

Les raisons qui ont conduit l'Italie – avec l'Allemagne et d'autres pays – à décider de franchir cette étape sont évidemment différentes de celles annoncées. A la mi-décembre, la conférence des donateurs de Paris a alloué une aide d'un impressionnant montant de 23 milliards de dollars, entre 2017 et 2021, en faveur du Niger. Ces milliards sont formellement accordés au nom du développement économique du pays, pour la stabilisation économique et sociale. Nous savons très bien ce que cela signifie concrètement. Rappelons nous que le Niger a un PIB annuel d'environ 7,5 milliards de dollars, avec des taux de croissance attendus de plus de 5 %. Il est clair que c'est un bon butin, une opportunité que les multinationales italiennes ne peuvent pas manquer. Quelques centaines d'hommes en uniforme seront un atout à jouer à la table de distribution des contrats.

Le gouvernement du Niger à la solde de l'agro-industrie européenne

Le 29 octobre, des très lourd combats ont eu lieu dans la capitale Niamey entre la police et des manifestants qui protestaient contre le budget approuvé par le gouvernement, un budget qui, pour les manifestants, a un caractère clairement antisocial et qui introduit de nouvelles taxes pour les plus pauvres de la populations. Ce n'est pas en vain que le Fonds monétaire international s'est aligné derrière le gouvernement. Et ce n'est pas tout. Le *Monde Diplomatique* rapporte que le 16 juin 2017 à Niamey, plusieurs gouvernements du continent africain se sont engagés à réduire de 90 % les droits de douane sur les produits agricoles importés de l'Europe. Par conséquent, les grands agriculteurs européens, qui reçoivent des subventions pour leurs produits, exigent que les pays africains éliminent des droits de douane qui ne peuvent que rééquilibrer partiellement la disproportion productive entre les deux continents. Les produits européens vont envahir les marchés africains, détruisant le mode de vie de millions de personnes. Ceux-ci, contraints par la politique économique de l'impérialisme européen, seront forcés d'émigrer pour survivre, mais les Etats de l'Union européenne fermeront leurs frontières pour arrêter les flux de migrants qu'ils provoquent eux mêmes. C'est ça, ce que concrètement le capitalisme crée. C'est ça, ce que l'Union européenne impose à des centaines de millions de personnes.

La véritable sécurité ne sera garantie que lorsque l'on parvient à détruire ce système économique profondément inhumain et criminel.

Cet article fut publié dans *Progetto Communista* (n° 71, 1.2.2018), le journal du PdAC, la section italienne de la LIT-QI.

Table des matières



Pour une fédération de Républiques socialistes de l'Afrique noire



Pour une fédération de Républiques socialistes de l'Afrique noire